



Diagnostic territorial partagé Prévention spécialisée



Table des matières

I. INTRODUCTION DU RAPPORT.....	4
Rappel du cadre et des objectifs généraux du Diagnostic Territorial Partagé	5
Description de la démarche.....	5
Présentation de l'association	6
Le Point Ecoute Famille (PEF)	9
La Formathèque	10
La prévention spécialisée	11
II. ENVIRONNEMENT LOCAL ET PARTENARIAT	15
Cadre et spécificité du Territoire Éducatif de Prévention Spécialisée	15
L'environnement local du TEPS	18
Participation aux instances et dispositifs locaux (PEL, RE, CUCS, Cellules de veille locales, CISPD, FDAJ...)	19
Travail en réseau et partenariat de l'équipe de Prévention spécialisée avec les structures du territoire.....	20
III. DIAGNOSTIC DU TERRITOIRE	25
Données générales du territoire de Cœur d'Essonne.....	25
Données du Territoire de Prévention Spécialisée du CEPFI	27
Populations concernées par l'action éducative.....	39
Principales problématiques rencontrées sur les 5 villes du TEPS	44

Partenariat et diagnostic : mise en place des comités techniques	48
Perception du travail des éducateurs	48
Principales problématiques évoquées lors des comités techniques	50
IV. LES ACTIONS DE LA PREVENTION SPECIALISEE : synthèse par activité, déclinaison sur le territoire, constat et orientations au regard du diagnostic.	53
Bilan statistique des activités 2018	53
TRAVAIL DE RUE	54
ACCUEIL AU LOCAL	60
ACCOMPAGNEMENTS ET SUIVIS EDUCATIFS	64
INTERVENTIONS DANS LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES	78
AIDE ET SOUTIEN SCOLAIRE	85
CHANTIERS EDUCATIFS.....	87
ANIMATIONS DE QUARTIERS.....	87
ATELIERS D'EXPRESSION.....	89
SORTIES EDUCATIVES	90
SEJOURS EDUCATIFS.....	91
V. CONCLUSIONS.....	94
VI. ANNEXES ET TÉMOIGNAGES.....	96
VII. GLOSSAIRE.....	101

I. INTRODUCTION DU RAPPORT

Depuis la création du CEPFI (Centre de Prévention, Formation et Insertion), il y a 30 ans, nous avons toujours travaillé dans la démarche du Diagnostic Territorial Partagé (DTP) : partir des problématiques des publics sur notre territoire pour construire des réponses transversales sur mesure en lien avec nos partenaires.

Le CEPFI en tant qu'association de Prévention spécialisée est au cœur de ce travail transversal en réseau.

Ce rapport comme les comités techniques mis en place pour ce diagnostic montrent que de nombreux partenaires sont en interaction permanente avec les équipes du CEPFI. Nous les rencontrons régulièrement dans les temps d'échange et de concertation que nous organisons ou auxquels nous participons. Ces rencontres permettent d'avoir un regard croisé des problématiques sociales et éducatives de notre territoire. Grâce à cette richesse de réflexions et d'échanges, nous construisons ensemble de nombreux projets d'aide et de soutien.

Notre collectif partenarial connaît bien les carences et les problématiques du public et des territoires. Nous en débattons souvent et nous tentons de trouver des solutions pour améliorer les parcours de vie des habitants. Nous constatons ensemble la lourdeur des suivis et la complexité des problématiques cumulatives des jeunes et des familles. Ce travail d'élaboration permanent constitue le creuset des réflexions que nous exposerons dans ce rapport.

Les centaines de jeunes et de familles auprès desquels nous travaillons témoignent eux aussi des difficultés et des manques auxquels ils sont confrontés. Les problèmes qu'ils rencontrent dans leurs démarches d'insertion sont encore augmentés aujourd'hui par les effets de la dématérialisation.

Ces publics nous font confiance et s'engagent dans des démarches éducatives mais de nombreuses problématiques freinent leurs capacités d'initiative et d'évolution. L'accompagnement éducatif pour les jeunes les plus en difficulté est un parcours au long cours. Notre expérience montre que malgré leurs freins, dans une relation de confiance partagée, les jeunes les plus vulnérables réussissent à s'investir dans des démarches citoyennes et solidaires.

La démarche actuelle de ce diagnostic s'inscrit dans la continuité du travail d'évaluation interne mené en 2015 par notre service de Prévention spécialisée. Ce travail d'élaboration commun a permis d'analyser et d'améliorer la qualité du service rendu aux publics. Ce diagnostic s'est construit en concertation avec les partenaires du territoire. Il a permis d'améliorer le travail en réseau et l'articulation des prises en charge en fonction des problématiques analysées.

Les professionnels ont mis en place des outils spécifiques de diagnostic de l'activité pour l'ensemble des thématiques retenues. Cet effort collectif a aussi permis d'engager des réflexions sur les écrits professionnels et les méthodes d'analyse de l'activité.

Le travail réalisé dans le cadre de ce diagnostic servira de point d'appui à la dynamique engagée pour développer l'efficacité des actions que vous trouverez dans la dernière partie de ce rapport.

Nous espérons que ce rapport contribuera à développer la lisibilité du travail réalisé par les éducateurs en éclairant les causes qui fondent leurs actions sur la période de cette convention d'objectifs et de moyens 2018-2020.

Les contenus partagés de ce diagnostic donneront la possibilité de susciter des échanges, des débats et d'initier de nouvelles collaborations avec nos partenaires. Ce Diagnostic Territorial Partagé n'est pas figé. Il a pour vocation d'évoluer de manière dynamique dans l'action de terrain au cours des années à venir.

Rappel du cadre et des objectifs généraux du Diagnostic Territorial Partagé

Les politiques sociales définissent le Diagnostic Territorial Partagé (DTP) comme un « *état des lieux qui recense, sur un territoire déterminé, les problèmes, les forces, les faiblesses, les attentes des personnes, les enjeux économiques, environnementaux, sociaux [...] il fournit des explications sur l'évolution passée et des appréciations sur l'évolution future* ». Cette vision globale est à insérer dans le champ du secteur sanitaire et social.

Dans ce cas, l'objectif du Diagnostic Territorial Partagé consiste à présenter un bilan des besoins et des ressources sanitaires et sociales sur un territoire donné, à croiser les informations et les analyses des différents acteurs pour aboutir à une évaluation partagée des besoins d'une population spécifique et des ressources territoriales censées y répondre.

Cette analyse permet une approche plus nuancée du territoire. Elle suppose la confrontation de visions différentes entre les différents acteurs d'un territoire pour évaluer les enjeux locaux.

Le DTP s'adresse aux acteurs du secteur sanitaire et médico-social, gestionnaires d'établissements ou de services soumis à autorisation, qui s'engagent dans des mesures de redéploiement/adaptation de leur offre de services par le biais notamment de la négociation de leur convention. Le CEPFI est un de ces services spécialisés.

L'objectif commun est de développer une offre de service adaptée en identifiant les besoins d'une population et en préconisant des orientations et des actions à engager.

Description de la démarche

La loi du 2 janvier 2002 rénovant l'Action sociale et médico-sociale soumet les structures à une législation spécifique en matière d'évaluation et d'amélioration continue de leurs activités. L'évaluation doit permettre d'apprécier la capacité du service concerné à réaliser les missions qui lui sont confiées et la qualité de ses activités au regard de son autorisation.

C'est dans la continuité de cet objectif que nous avons réalisé ce travail de Diagnostic Territorial Partagé.

Le service de prévention spécialisée du CEPFI a mobilisé l'ensemble de ses professionnels pour mettre en place cette démarche dans une dynamique collective et collaborative.

A travers les regards et les analyses portées sur notre territoire, nous avons cherché à améliorer tant la qualité du service rendu aux publics, que les pratiques éducatives et l'organisation du service. Les équipes éducatives du CEPFI se sont pleinement investies dans un travail d'échange, de réflexion et d'analyse de leurs pratiques. Elles ont constitué des fiches d'actions qui détaillent les différents modes d'intervention de la prévention spécialisée sur un territoire donné. Vous en retrouverez les principaux éléments dans ce rapport.

Présentation de l'association

Historique : identité associative et partenariat

LE CEPFI (Centre de Prévention, Formation et Insertion) a été créé en août 1989 en reprenant un club de prévention spécialisé créé en 1978 sur la ville de Saint-Michel-sur-Orge. L'association est donc impliquée depuis 30 ans sur le territoire du Val d'Orge. Dès sa création, le service de Prévention Spécialisée a été inclus dans un projet associatif global.

A l'origine, la direction, la présidence et les locaux étaient communs avec la mission locale du val d'Orge (MLVO) et l'APES (Association de prévention de l'échec scolaire). Les éducateurs ont donc toujours travaillé au quotidien en étroite collaboration avec des partenaires de l'insertion et du scolaire. Ainsi dès la création, la démarche éducative était globale. Ce partenariat qui s'est depuis considérablement élargi est toujours resté vivace. Nous avons par exemple aujourd'hui des temps de présence des conseillers MLVO au sein du local de Saint-Michel et une collaboration toujours riche avec l'APES pour les soutiens scolaires. Ces collaborations se sont élargies à l'ensemble des partenaires de la communauté éducative. A Fleury aujourd'hui nous travaillons pour articuler les prises en charge avec la Mission Locale et la Réussite éducative au sein des mêmes locaux.

Lorsque le Département a renforcé nos missions en direction des 11-15 ans, nous avons donc assez naturellement élargi notre travail de présence sociale et nos interventions éducatives au sein des collèges. Nous construisons aujourd'hui en lien avec les établissements des actions de prévention du décrochage scolaire sur les 5 villes du TEPS au sein de 8 collèges du territoire sur 9 avec quelques interventions plus ciblées au sein des lycées.

Toutes nos actions sont aujourd'hui articulées avec nos principaux partenaires sociaux et éducatifs : elles continuent à évoluer notamment avec la réorganisation actuelle des MDS dont nous rencontrons les équipes pour mieux travailler ensemble.

Depuis 30 ans, le partenariat initial s'est amplifié auprès de tous les acteurs sociaux, éducatifs du territoire en lien avec les collectivités du TEPS. Le nombre de participants (plus d'une cinquantaine de partenaires) réunis au sein des comités techniques mis en place pour ce diagnostic partagé atteste de la richesse et de la diversité de ce partenariat aujourd'hui.

Ces temps collectifs d'élaboration du diagnostic ont été ouverts à tous les partenaires du territoire qui partagent leurs réflexions et fondent leurs échanges.

Locaux du siège

Le siège du CEPFI se situe à Saint-Michel au 27 rue de la Fontaine de l'Orme. Les bureaux de la présidence, de la direction, les services administratifs, les salles de réunions des différents services et le lieu ressource de la prévention spécialisée y sont regroupés.

Conseil d'Administration

Le C.E.P.F.I. est régi par un Conseil d'Administration de 25 membres élus constitués de différents partenaires territoriaux (travailleurs sociaux, élus, responsables d'établissements scolaires...).

Le CA se réunit au moins quatre fois par an.

Les missions du C.E.P.F.I., son administration et son fonctionnement sont définies par des statuts établis et adoptés en février 2004 et par un règlement intérieur établi et adopté en mai 1999 par l'Assemblée Générale. Les missions du CA sont d'assurer la pérennité de l'Association CEPFI et la cohérence de ses actions et de ses objectifs prioritaires : de maintien du lien social, de prévention des conduites à risques, de favoriser l'insertion sociale et professionnelle et l'accès aux droits pour les jeunes et leur famille.

- en partageant avec ses partenaires son diagnostic et son message associatif afin d'impulser des actions adaptées aux problématiques du terrain,
- en garantissant des relations régulières avec les élus et les structures communales et départementales des territoires sur lesquels l'association a reçu une habilitation,
- en développant des actions et partenariats en fonction des attentes et besoins des populations ciblées.

Objectifs

Le CEPFI a été créé avec la volonté de :

- mettre en place des actions et services innovants en direction des publics en difficulté,
- créer un pôle conséquent et significatif d'actions sur le territoire qui ne disposait d'aucune structure locale,
- développer et mettre en place un partenariat local,
- appréhender la personne en difficulté dans sa globalité.

Les objectifs généraux du C.E.P.F.I. correspondent à **3 champs d'intervention** : Prévention, Formation, Insertion.

■ **La prévention** : volonté de prévenir les comportements à risques pour soi et pour autrui mais aussi de lutter contre toutes les formes d'exclusion sociale (éducation, santé, famille...).

■ **La formation** : augmentation des connaissances et des compétences personnelles comme base de l'amélioration de la situation sociale et professionnelle de l'individu.

■ **L'insertion** : objectif final de l'ensemble des actions conduites à partir des motivations des publics concernés.

La démarche éducative sous-jacente à l'ensemble des actions du C.E.P.F.I. est de favoriser :

- Le soutien et l'aide des populations vulnérables,
- l'individualisation des réponses,
- la transversalité des actions,
- la pluridisciplinarité de l'équipe,
- L'autonomie des populations ciblées,
- le développement des partenariats.

Principes

Le C.E.P.F.I. œuvre dans le respect de la dignité des personnes, de leur liberté, de leur parole (le travail se fait à partir de ce qu'elles expriment), avec le souci permanent de leur intégration et de leur autonomie.

Pour ce faire, les professionnels du CEPFI respectent les principes fondamentaux de respect, de rigueur, de laïcité et de neutralité.

Ces valeurs constituent notre philosophie.

Elles s'inscrivent dans :

- le respect des missions confiées et des obligations qui s'y rattachent,
- le respect des principes fondateurs,
- le respect des lois,
- le respect des procédures à observer.

Valeurs

- **Le respect de l'autre** est une valeur essentielle du projet associatif

Le respect de l'autre est le fondement de la relation humaine et organise la société du « bien vivre ensemble ».

Le CEPFI s'adresse à toute personne dans le respect de sa différence et dans la reconnaissance de son potentiel. La personne est appréhendée dans sa globalité avec ses droits et ses devoirs, dans sa dimension personnelle, culturelle et sociale.

- **La reconnaissance de l'individu** comme auteur et acteur de son devenir

La personne est d'abord un individu à part entière avec ses propres compétences et a donc droit au respect comme personne même si elle est en difficulté, en marge ou exclue.

C'est sur ce principe de responsabilité, que l'association recherche toujours avec la personne, les moyens d'être auteur et acteur de ses propres choix visant à un mieux-être global.

- **La création et le renforcement du lien social**

Le CEPFI est force de propositions et prend part aux débats sur les questions sociales et éducatives dans le cadre d'un ancrage territorial fort. Il met en œuvre et articule tous ses dispositifs internes en lien avec ses partenaires pour renforcer l'insertion et le « vivre ensemble ».

- **La Laïcité**

La laïcité est l'un des fondements de la démocratie républicaine qui garantit à tous ses droits et fonde ses devoirs en matière de croyance personnelle.

- **La lisibilité de l'action**

En participant à une mission d'intérêt général, l'action de l'association peut être considérée comme un service public. Ses pratiques et ses résultats sont donc visibles et lisibles par les instances territoriales et étatiques. Le DTP est l'occasion de les présenter et d'en débattre.

- **La croyance au changement de l'individu**

La non stigmatisation des difficultés, la croyance en la capacité de changement de tout être humain, l'accent mis plutôt sur les capacités et les potentialités de chacun que sur ses problèmes sont des outils éducatifs majeurs.

- **L'importance de la famille**

La dimension familiale comme repère fondamental et premier lieu de structuration et de socialisation de l'enfant est fondatrice de notre approche éducative.

- **La durée de l'action**

Une action dans la durée fonde l'établissement de relations de confiance et permet la recherche de l'implication active de tous les acteurs.

- **La déontologie**

Le respect du cadre déontologique propre aux intervenants du champ socio éducatif est capital notamment pour une attitude compréhensive et de non-jugement et la garantie du secret professionnel.

Organisation :

Une équipe pluridisciplinaire : des missions distinctes mais complémentaires

L'association emploie actuellement 27 salariés qui exercent leurs missions spécifiques au sein du service auquel ils sont rattachés. Si les missions sont différentes, l'articulation des prises en charges et la transversalité des actions permettent de mieux répondre aux besoins des publics. Différents professionnels interviennent auprès du public de manière complémentaire en fonction des besoins : éducateurs de prévention spécialisée, psychologues, thérapeutes familiaux, formateurs.

Au regard des problématiques des publics ressorties dans ce diagnostic, on mesure tout l'intérêt d'associer des compétences qui permettent notamment aux éducateurs de s'appuyer sur les ressources des professionnels de l'écoute et de l'appui à la parentalité pour mieux se consacrer à l'accompagnement éducatif des jeunes.

Service d'accueil du public :

Trois services accueillent le public :

- **Le Point Écoute Famille (PEF)**
- **La Formathèque**
- **La Prévention Spécialisée**

Nous présentons succinctement les deux premiers, le travail de la Prévention spécialisée faisant l'objet du présent rapport.

Le Point Ecoute Famille (PEF)

Objectifs généraux

- Soutenir les personnes, jeunes et familles ainsi que les professionnels en contact avec un public en grande difficulté.

- Soutenir la fonction parentale
- Mener des actions de prévention
- Sensibiliser, former les professionnels à la prévention du risque suicidaire, à la prévention des conduites à risques et aux risques de ruptures à l'adolescence.

- **Principales actions** : accueil des familles au sein du PEF, Point Accueil Ecoute Jeunes de Saint-Michel-sur-Orge et Grigny-Viry, Lieux d'écoute parents, Groupes parents-ados, Prévention du Risque Suicidaire et de l'ensemble des comportements à risques, Formations et appui aux professionnels en particulier sur les thématiques du soutien à la parentalité et les problématiques de l'adolescence.

Ces différentes actions sont réalisées en direction des jeunes, des familles et des professionnels sous des formes variées : entretiens individuels, entretiens familiaux, actions de terrain à travers des médiations notamment théâtrales, groupes de parole, actions de sensibilisation, de formation, études de situations et appui aux pratiques professionnelles. Ces actions sont menées par l'équipe de psychologues du PEF et des professionnels experts sur ces thématiques.

La Formathèque

Objectifs :

- Concevoir et mettre en place des actions d'insertion sociale et professionnelle pour les publics en difficultés
- Rendre accessible les nouvelles technologies aux publics en difficultés pour lutter contre la fracture numérique.
- Développer les compétences et l'employabilité par des formations sur mesure pour favoriser le maintien ou l'accès à l'emploi et la création d'activité.

Principales actions :

- Médiation et formation aux savoirs numériques de base indispensables pour l'insertion sociale et professionnelle
- Validation des acquis numériques avec le Brevet Internet et Informatique (agrément Education nationale) et le Passeport Internet et Multimédia (habilitation Délégation aux Usages d'Internet).
- Modules personnalisés et ateliers de coaching pour la reprise de confiance en soi des demandeurs d'emploi et des bénéficiaires du RSA.
- Ateliers d'appropriation des savoirs linguistiques et numériques en lien avec les centres sociaux.
- Evaluation, formation et certifications des acquis bureautiques avec la validation des différents modules du Passeport de Compétences Informatiques Européen (PCIE).

La Prévention spécialisée

Principes généraux

Après-guerre, les politiques de protection de l'enfance et de la famille sont devenues des orientations politiques prioritaires. Un grand nombre de dispositifs d'aide et de soutien aux enfants et aux adolescents en difficultés sociales, éducatives et psychologiques ont vu le jour. De nos jours, les valeurs dominantes de protection et de droits des enfants et des familles ont largement évolué. Malgré toutes ces avancées sociales des échecs et des impasses persistent et ont tendance à s'amplifier. L'individualisme, le repli sur soi et les difficultés d'intégration ne sont plus le fait d'une minorité en difficulté. Une partie plus importante encore sur notre territoire de la population souffre très directement du contexte de crise généralisée.

L'action éducative de la Prévention spécialisée dans les quartiers défavorisés est une mission d'intérêt général relevant de la Protection Sociale de l'Enfance. Elle s'exerce dans le cadre réglementaire et financier de l'arrêté du 4 juillet 1972, relatif aux clubs et Équipes de Prévention, et de ses circulaires d'application, complétés par les dispositions légales inscrites dans le code de l'action sociale et des familles (loi N° 2002-2 du 2 janvier 2002). La loi de mars 2016 relative à la protection de l'enfant qui complète la loi du 5 mars 2007 renforce l'ancrage de la prévention dans la protection de l'enfance.

Caractéristiques et objectifs

La convention comporte une dizaine d'objectifs. Nous citons ci-dessous le résumé donné par wikipédia :

Le dispositif d'intervention de la Prévention spécialisée « est le dernier recours face à l'échec des autres démarches éducatives institutionnelles. Il vise à favoriser la reconstruction des liens sociaux, une meilleure intégration des jeunes en rupture, ainsi que la lutte contre l'exclusion sous toutes ses formes ».

L'action de Prévention spécialisée participe à la construction du lien social pour une meilleure cohésion sociale. Avec d'autres acteurs associatifs et institutionnels, la prévention spécialisée apporte ainsi sa contribution à l'amélioration de la vie dans les quartiers mais aussi de façon indirecte, à la sécurité des biens et des personnes, en favorisant les relations entre les générations, en facilitant la rencontre entre institutions et habitants. Agissant sur des quartiers, elle doit passer nécessairement convention avec les villes où elle est implantée. (Convention tripartite pour le CEPFI : association, villes, département).

La prévention spécialisée tente d'approcher la vie quotidienne des habitants des quartiers dits défavorisés en observant leurs difficultés, leurs contraintes, leurs contradictions mais surtout en souhaitant mettre en valeur leur richesse, leur dignité, leurs espoirs, leurs capacités à la vie et leurs projets malgré un environnement souvent complexe.

Posture professionnelle

Pour faire de la prévention spécialisée, il faut pouvoir se distancier des représentations classiques de territoires considérés uniquement comme des foyers de difficultés, de

dysfonctionnement, de délinquance, d'incivilités. Des lieux où le « vivre ensemble » et la civilité auraient disparus. Les éducateurs retiennent avant tout que ces quartiers, sont surtout des lieux de vie, à part entière.

La position de l'éducation prévention spécialisée exige :

- de se présenter comme éducateur auprès des enfants, des jeunes, des adultes
- de privilégier la parole du jeune, c'est-à-dire de partir de : ce qu'il nous dit et non de ce qu'il a fait ou ce que l'on dit de lui.
- d'être dans une position d'écoute et d'attention qui impose ni caution ni condamnation

Présence sociale et intervention éducative

L'équipe de prévention développe une intervention éducative et sociale, à la fois collective et individuelle, au sein des quartiers auprès des jeunes dont la situation sociale et le mode de vie risquent de les mettre (ou les met) en marge des circuits économiques, sociaux et culturels.

La démarche de la Prévention Spécialisée se traduit sur le terrain par une approche spécifique « la présence sociale ». Elle se définit comme « aller vers les jeunes là où ils se trouvent ». Pour établir une relation de confiance, recueillir leur adhésion à une intervention éducative et privilégier l'action dans leur milieu de vie.

On entend par présence sociale une présence dans les espaces plus ou moins formalisés que les jeunes fréquentent (quartiers, manifestations, collèges, espace de jeux ...). L'éducateur est en situation d'observation, d'écoute et d'échange.

De cette présence sociale naît une relation de confiance qui constitue un préalable à l'accompagnement socio-éducatif individuel et aux actions collectives.

Cette démarche permet de tisser des relations avec les jeunes exclus, de leur proposer des activités de prévention en dehors du temps scolaire ou lors d'évènements festifs. Il s'agit également de construire des actions spécifiques au sein des établissements scolaires et avec les partenaires de la commune.

Cette approche de reconnaissance et de confiance entre l'éducateur et le jeune, s'accompagne d'un accueil dans un local d'accueil et de ressources. Dès lors, les éducateurs préparent avec les jeunes des démarches d'insertions et de soutiens sociaux. Ils sont les relais nécessaires auprès d'autres services et dispositifs missionnés pour résoudre des problèmes de logement, de formation, d'emploi, de santé, de justice, administratifs...

Fondements

L'action de la Prévention Spécialisée respecte les principes suivants :

- La libre adhésion des jeunes

La libre adhésion repose sur l'acceptation mutuelle de la relation éducative et exprime le sens de la démarche éducative volontaire « d'aller vers » les jeunes en respectant le temps nécessaire pour instaurer une relation de confiance, avec une population qui n'exprime pas toujours de demande

- Le respect de l'anonymat et de la confidentialité,

Le respect de l'anonymat est une exigence de discrétion qui garantit la crédibilité de la relation. C'est un élément essentiel à la construction d'une relation de confiance qui doit

trouver le chemin de la légitimité, non acquise à priori. Comme le précisent les textes fondateurs de la prévention spécialisée, le respect de l'anonymat ne peut être une finalité en soi et les démarches d'intégration ou d'insertion pourront conduire à la levée de cet anonymat, avec l'accord du jeune. L'anonymat est différent de la confidentialité permanente nécessaire au travail social et étayée par la notion de secret professionnel dans le cadre d'une mission d'aide sociale à l'enfance, inscrit dans la loi. (Notion de secret missionnel).

- **L'absence de mandat nominatif**

L'absence de mandat nominatif (administratif ou judiciaire) et un mandat global sur un territoire défini pour intervenir auprès des jeunes et des familles fragilisées. Cela permet d'aller à leur rencontre sans identification *a priori*. La connaissance mutuelle se construit au fur et à mesure des temps partagés avec les éducateurs.

- **La non institutionnalisation**

Signifie que la prévention spécialisée doit pouvoir s'adapter à l'évolution de l'environnement, installer des relais, modifier ses pratiques, cibler ses publics. Des diagnostics réguliers permettent d'indiquer s'il y a nécessité de reconduire l'action ou de la redéployer.

- **Le travail en réseau et le partenariat**

La prévention spécialisée est un maillon d'une intervention socio-éducative de développement social. Elle doit faire valoir la singularité de son approche dans le paysage institutionnel en place.

Elle travaille avec les institutions locales (Missions Locales, services municipaux s'occupant de la jeunesse, associations de quartier, ...) et départementales (PJJ, MDS, ...), avec les établissements de l'Éducation Nationale, avec tous les acteurs de la Politique de la Ville en particulier.

Ce travail en réseau est au cœur de toutes les démarches de suivis.

Public

Le public en priorité défini selon le schéma départemental, est celui des jeunes de 11 à 21 ans, mais aussi parfois des familles avec des enfants et des jeunes adultes. L'action éducative étant fixée sur la durée, il est évident pour le CEPFI que les équipes éducatives doivent, lorsqu'elles ont connu et suivi un jeune pendant une période plus ou moins longue, ne pas le laisser livré à lui-même s'il sollicite à nouveau une intervention éducative au-delà de l'âge de 21 ans.

Il est essentiel que l'action de l'équipe de prévention spécialisée ne soit pas « confinée » aux groupes de jeunes très « visibles » car, alors elle risquerait d'être identifiée à une action de prévention de la délinquance.

En réalité, la population des jeunes connus et suivis maintenant depuis tant d'années sur ce territoire par le CEPFI peut parfois s'étendre à plus de 25 ans. Quelques jeunes suivis à leur tour parents reviennent nous voir parfois avec des problématiques éducatives.

Les principaux **besoins** des jeunes concernent la vie au sein de groupes de pairs, la vie familiale, la communication avec des adultes, l'accès aux droits, la scolarité (prévention de la déscolarisation, remobilisation scolaire...), l'insertion professionnelle, la prévention des conduites à risque, les problématiques de justice, la santé, de plus en plus rarement le logement, les jeunes se résignant à rester

Les **demandes** des jeunes se manifestent à travers ces besoins, l'appui par l'écoute et le dialogue pouvant aller jusqu'à un soutien de longue durée. L'accompagnement éducatif et dans le domaine de la scolarité et de l'insertion professionnelle, l'information et l'accompagnement dans des démarches administratives, l'accès aux loisirs, la médiation lors de conflits au sein de la famille et entre des jeunes, le rapport à la Police et à la justice, la gestion des doubles cultures, l'accès aux soins...

II. ENVIRONNEMENT LOCAL ET PARTENARIAT

Cadre et spécificité du Territoire Éducatif de Prévention spécialisée (TEPS)

Le Département recense les villes les plus fragilisées de l'Essonne selon les critères de l'ASE : nombre de mineurs suivis, nombre de familles monoparentales, nombre de jeunes non insérés, Indice Territorial de Solidarité... Les 5 villes couvertes par le CEPFI sont toutes concernées par ces problématiques.

- Brétigny-sur-Orge
- Fleury-Mérogis
- Morsang-sur-Orge
- Sainte-Geneviève-des-Bois
- Saint-Michel-sur-Orge

La population globale sur ces 5 villes est d'environ 117 000 habitants avec plus de 30 % de problématiques sociales réparties différemment selon les villes et les quartiers.

Ce territoire possède des grands ensembles et 5 quartiers prioritaires en Politique de la ville (dont 2 à Sainte-Geneviève-des-Bois) situés sur chacune des villes à l'exception de Morsang-sur-Orge (quartier en veille).

Au sein de Cœur d'Essonne Agglomération, l'État a identifié 7 quartiers prioritaires en Politique de la ville dont 5 se trouvent sur le TEPS du CEPFI :

- Les Aunettes et la Grange aux Cerfs à Sainte-Geneviève-des-Bois.
- Les Ardrets-Branly à Brétigny-sur-Orge.
- La résidence Boieldieu Bizet à Saint-Michel-sur-Orge.
- Les Aunettes à Fleury-Mérogis.

S'y ajoutent des quartiers ciblés par les équipes du CEPFI :

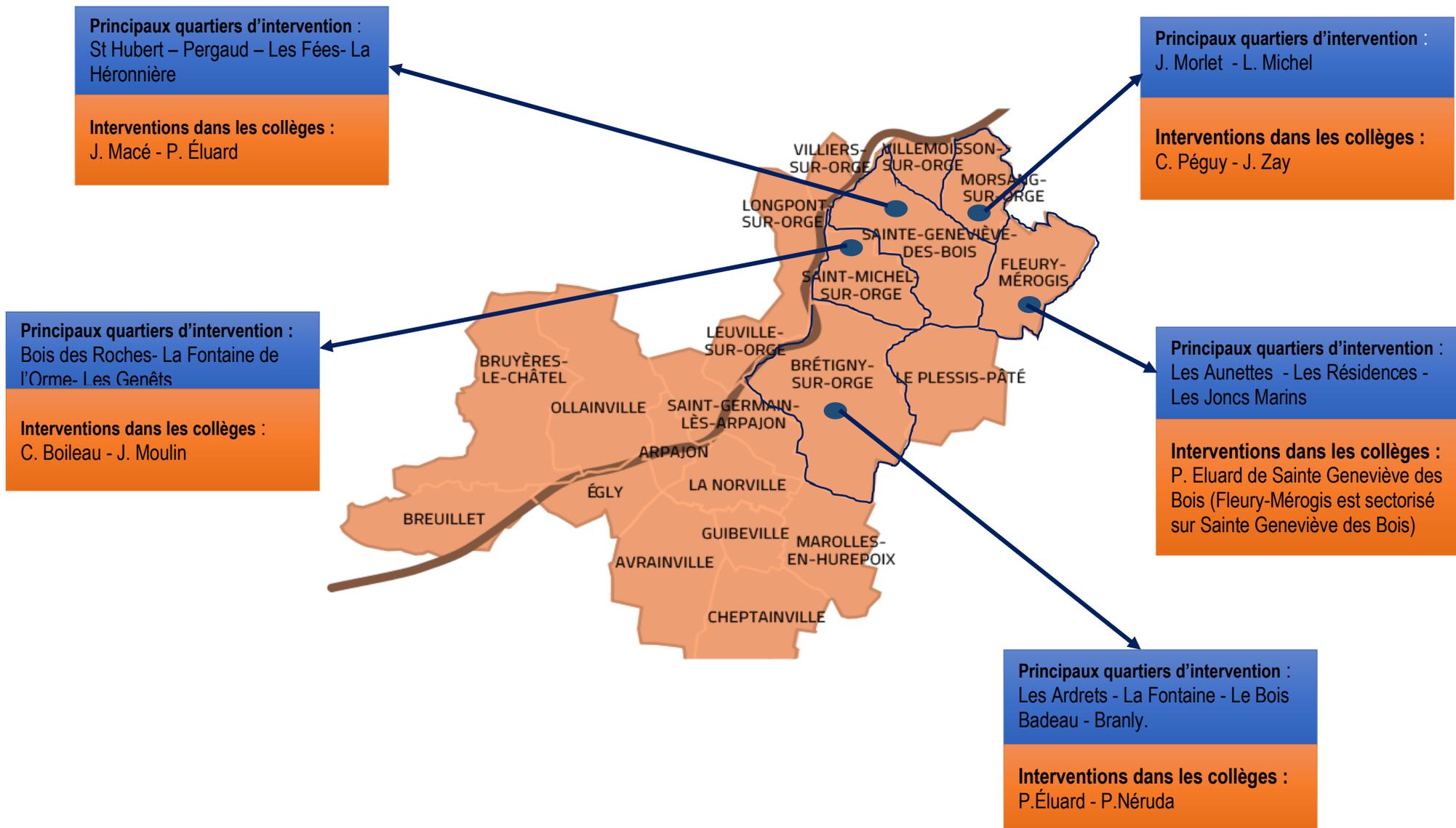
- Saint-Michel-sur-Orge : le Bois des Roches (Centre commercial et Descartes), les Genêts, la Fontaine de l'Orme
- Sainte-Geneviève-des-Bois : Saint-Hubert, Pergaud, les Fées, le Canal, la Héronnière, et sorties des collèges
- Brétigny-sur-Orge : la Fontaine, les Ardrets. Centre-ville, Bois Badeau, Collenot Mouchotte, Branly, Sablière, Rosière.
- Morsang-sur-Orge : Louise Michel, square du 8 Mai, Jean Morlet
- Fleury-Mérogis : les Aunettes, les Résidences, les Joncs marins.

Les centres commerciaux et tous les lieux dans lesquels se regroupent les jeunes constituent des lieux où s'exerce le travail de rue ou la présence des éducateurs, notamment à la sortie des établissements scolaires. Ces derniers lieux cristallisent les tensions dans des périodes de conflits entre jeunes ou d'exacerbations des tensions sociales (crise des gilets jaunes).

Le mandat des éducateurs du CEPFI ne répond pas seulement au découpage des quartiers sensibles ou aux délimitations des zones prioritaires (la politique de la ville). L'action éducative concerne tout le TEPS avec une priorité évidente sur certains quartiers. Cependant, le balisage souvent stigmatisant des quartiers, ne reflète pas toujours la complexité des situations sociales de l'ensemble des villes. La mobilité et le développement des phénomènes de marginalisation et d'exclusion sur les territoires, les obligent à envisager leur intervention à l'échelle plus fine des besoins mouvants qu'ils repèrent sur le territoire. Si l'action éducative se concentre prioritairement auprès des habitants de certains quartiers à travers le travail de rue, les éducateurs notamment au sein des établissements scolaires rencontrent des jeunes en difficulté moins visibles dans l'espace public.

Schéma du Territoire d'intervention de la Prévention spécialisée du CEPFI au sein des 5 villes de l'Agglomération Cœur d'Essonne (voir ci-dessous)

Territoire d'intervention de la Prévention spécialisée du CEPFI au sein des 5 villes de l'Agglomération Cœur d'Essonne



L'environnement local du TEPS

L'ensemble de l'équipe éducative développe des actions inter-communales et travaille avec une approche transversale sur l'ensemble du territoire. Cependant, pour une meilleure connaissance de leur territoire et une meilleure identification par les jeunes, ces éducateurs sont sectorisés sur quatre ensembles urbains : Brétigny-sur-Orge, Saint-Michel-sur-Orge, Sainte-Geneviève-des-Bois, et Morsang-sur-Orge -Fleury-Mérogis.

Principaux équipements collectifs

- **Enseignement :**
5 lycées, 1 IUT (Brétigny-sur-Orge), un CFA (bâtiment et métiers de la route à Brétigny-sur-Orge)
Collèges : 9 collèges dont plusieurs en réseau d'éducation prioritaire et des SEGPA (voir schémas du territoire avec les collèges sur lesquels nous intervenons).
- **Santé :** secteur des hôpitaux généralistes de Longjumeau et d'Evry, deux hôpitaux de jour (Mares -Yvons à Sainte-Geneviève-des-Bois et Manhès à Fleury-Mérogis), hôpital psychiatrique de Perray-Vaucluse à Sainte-Geneviève-des-Bois.
- **Equipements culturels :** des conservatoires de musique (Sainte-Geneviève-des-Bois, Saint-Michel-sur-Orge et Fleury-Mérogis) sur les principales villes, des salles de spectacles EMC (Saint-Michel-sur-Orge), et Centre Jules Verne (Brétigny-sur-Orge) et deux plus petites (Fleury-Mérogis) et un centre culturel (Morsang-sur-Orge), salle de spectacle (Rack'am), cinémas, bibliothèques.
Le centre culturel BASCHET a ouvert ses portes plus récemment à Saint-Michel.
Nous engageons des actions partenariales avec plusieurs de ces structures pour des actions culturelles que nous développons auprès des jeunes du territoire.
- **Sport :** des infrastructures dédiées à de nombreux sports et d'importantes associations sur lesquelles nous nous appuyons pour réaliser notamment notre semaine « Sport, loisirs et culture ».

Découpage administratif

Centre pénitentiaire : le centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis reste un employeur essentiel de la zone et induit une série de problématiques particulières pour la ville de Fleury-Mérogis et des particularités liées à la population qui travaille au sein de cet établissement.

Les communes du TEPS sont partagées entre les arrondissements d'Evry et de Palaiseau.

Les communes du TEPS sont partagées entre trois circonscriptions scolaires (Savigny-sur-Orge, Sainte-Geneviève-des-Bois, Brétigny-sur-Orge).

Les communes du TEPS sont partagées entre trois circonscriptions de police (Sainte-Geneviève-des-Bois, Juvisy-sur-Orge, Arpajon).

La ville de Fleury-Mérogis est en zone gendarmerie.

Les communes du TEPS sont partagées entre deux équipes de MDS (Sainte-Geneviève-des-Bois pour 4 communes et Brétigny-sur-Orge)

Ces découpages administratifs qui ne facilitent pas toujours la cohérence et la synergie des interventions multiplient sur notre TEPS les interlocuteurs et les réunions.

Infrastructures urbaines favorisant les regroupements de jeunes

Le TEPS dispose de deux hypermarchés qui ont la particularité d'être en centre-ville (Sainte-Geneviève-des-Bois et Saint-Michel-sur-Orge) et d'un situé à l'extérieur (Brétigny-sur-Orge). Les hypermarchés de Saint-Michel-sur-Orge et Brétigny-sur-Orge sont intégrés dans le cadre d'un Centre Commercial plus important.

Trois gares du RER C desservent les villes de Sainte-Geneviève-des-Bois, Saint-Michel-sur-Orge et Brétigny-sur-Orge.

Comme nous le verrons dans la partie consacrée au travail de rue, les éducateurs assurent une présence sociale sur les lieux mouvants où se trouvent les jeunes sur le territoire bien au-delà de ces infrastructures.

Participation aux instances et dispositifs locaux (PEL, RE, CUCS, Cellules de veille locales, CISPD, FDAJ...)

L'association participe à toutes les instances collectives de réflexion locale ou de mise en place institutionnelle de projets dans le respect des principes fondamentaux de la prévention spécialisée.

Nous nous sommes impliqués dans le travail partenarial pour la mise en place du CISPD de la Communauté d'agglomération Cœur d'Essonne. Nous avons participé à l'ensemble des ateliers et rencontré Anne GIROND en entretien pour mettre en avant les spécificités du travail du CEPFI en matière de prévention spécialisée mais aussi les expériences que nous avons développées au sein du Point Ecoute Famille et de nos Point Accueils Ecoute Jeunes en matière de prévention de la radicalisation.

Nous participons activement à travers les chantiers d'insertion et les actions de solidarité et de citoyenneté en lien avec les villes au dispositif de Tremplin citoyen mis en place par le Département. De nombreux jeunes que nous accompagnons ont pu ainsi bénéficier de ce dispositif.

Travail en réseau et partenariat de l'équipe de Prévention spécialisée avec les structures du territoire

La mission de prévention spécialisée s'inscrit dans des dispositifs inter institutionnels et se construit à partir d'un travail en réseau avec les services municipaux des villes signataires de la convention d'objectifs et des acteurs socio-éducatifs présents sur les territoires d'intervention.

Les partenaires nécessaires à la mise en place d'une action éducative de terrain :

- **Principales structures municipales** : les Services jeunesse, les Centres communaux d'action sociale, les centres sociaux, services de la vie associative, service de la culture, des sports, PIJ, Réussite Educative, MJC, Maison de la citoyenneté, médiateurs...
- **Agglomération Cœur d'Essonne** : tous les services liés à l'emploi, à la prévention, à la santé (ASV) et à la cohésion sociale
- **Insertion sociale et professionnelle** : MDS, missions locales du territoire (Val d'Orge et 3 Vallées), Centres sociaux, CCAS, Pôle emploi,
- **Scolarité** : l'ensemble des établissements scolaires (écoles primaires, collèges, lycées, CFA...)
- **Services justice et éducatifs** : PJJ, SEAT, SPIP, SAEMPF, AEMO, UEMO
- **Santé** : PAEJ, CMP, CMPP, services de soins, MDHP, HP, associations, sécurité sociale
- **Logement** : bailleurs, amicales des locataires
- **Associations** : Epiceries sociales, APES, CADA, secours populaire...
- **Animation** : MJC, associations sportives et culturelles, Théâtres
- **Autres structures** : CAF, Préfecture, EPIDE ...

La qualité de ce travail en réseau est déterminante pour l'efficacité de notre mission.

La manière dont les villes organisent et structurent leurs relations avec nos équipes impacte fortement les conditions de réussite de ce partenariat sur le terrain.

On peut à ce titre citer l'exemple des villes de Saint-Michel et de Brétigny qui optimisent la dynamique de collaboration avec les services jeunesse et éducatifs au profit des jeunes de leur territoire.

On peut citer également la ville de Morsang avec laquelle la qualité des échanges avec les représentants locaux nous ont permis d'investir le quartier Jean Morlet : un local nous a été attribué pour y implanter un point d'accueil et des activités sur le quartier.

Le travail en réseau se réalise en fonction des actions (suivis individuels, actions collectives) des projets spécifiques et des problématiques des publics suivis.

Il s'agit soit :

- de solliciter certaines structures pour les démarches liées aux accompagnements individuels (ex : CAF, préfecture...)
- Soit d'un partenariat pour mener une action commune (ex : interventions à thèmes dans les établissements scolaires)
- Soit de réaliser en commun le suivi d'un jeune (ex : suivis en lien avec la PJJ)

Mise en œuvre du travail en réseau

Depuis sa création, la préoccupation de la transversalité et du partenariat occupe une place majeure dans le projet associatif et les pratiques des professionnels du CEPFI.

Pour mener à bien la mission de prévention spécialisée le CEPFI a développé au fil des années un réseau de partenaires important et diversifié comme en témoigne le graphique des partenaires.

La diversité des structures présentes lors des comités techniques est une illustration concrète de l'étendue de ce partenariat.

Une implication partenariale forte liée à notre ancrage sur le territoire

L'ancrage fort de notre action associative sur le tout le territoire nous a permis de développer un travail en réseau avec l'ensemble des partenaires locaux.

Nous participons à un nombre croissant de réunions partenariales, de mise en place de réseaux thématiques (ex : violences faites aux femmes), de cellules de veille, de commissions dont celles de la garantie jeunes, de diagnostics et d'ateliers territoriaux à l'échelle du Département, de la Communauté d'agglomération, des villes, des quartiers... Nous sommes également en lien avec des organismes comme la CAF qui développe aujourd'hui son travail sur l'axe de la jeunesse et du soutien à la parentalité.

Enfin, nous avons participé aux ateliers mis en place par l'Etat dans le cadre du Plan Pauvreté où le travail de la Prévention spécialisée a été mis en valeur.

Spécificités liées à notre co-contractualisation

Il faut souligner que ces temps de réunions sont augmentés pour notre structure par le fait que nous devons engager des contacts réguliers avec les représentants des 5 villes co-contractantes. Nous participons par ailleurs à tous les temps de travail avec les services de la Communauté d'agglomération Cœur d'Essonne répartis au sein de deux directions :

- les services emploi, insertion et politique de la ville intégrés à la direction du développement économique.
- les services liés à l'accès au droit, à la santé, à la Prévention et à la sécurité qui relèvent de la direction de la Cohésion sociale.

Rencontres avec les collectivités du territoire

Des contacts ont été établis avec les représentants des collectivités territoriales au niveau du Département, de l'Agglomération et des villes : élus, directeurs de cabinet, DGS, DGA...

Ces rencontres, organisées souvent sur la question centrale de la Prévention spécialisée, nous ont permis de rappeler la complémentarité des actions réalisées au sein du CEPFI et l'articulation des prises en charge entre les différents professionnels de notre équipe pluridisciplinaire.

Depuis un an, les représentants élus et administratifs de toutes les collectivités du TEPS et de l'agglomération Cœur d'Essonne ont été rencontrés y compris notre interlocuteur au sein du

cabinet du Maire à Fleury-Mérogis que nous n'avions pas réussi à rencontrer depuis plusieurs années. Malheureusement, de nouvelles élections ont eu lieu récemment à Fleury et tout est à reconstruire.

Les représentants des villes et élus connaissent les éducateurs, mais ils ne mesurent pas toujours les enjeux du travail éducatif réalisé sur le terrain auprès des jeunes les plus vulnérables.

Les échanges que nous avons eus avec les collectivités montrent que le travail de présence sociale renforce la visibilité des équipes dans l'espace public ou au sein des structures et sur les manifestations locales. Les équipes organisent également des temps d'activités et des repas sur les quartiers qui sont bien repérés par les habitants et les élus.

Des temps de rencontres ont également été organisés sur plusieurs villes auxquels les éducateurs ont été associés avec leur chef de service. Ces réunions ont été particulièrement appréciées par les élus particulièrement intéressés par la présentation du travail de terrain réalisé sur les quartiers.

Partenariat et suivis éducatifs

Le partage et la concertation entre professionnels de l'enfance et du social à travers les suivis individuels, nous permet d'affiner en permanence notre action éducative. Ces échanges nous donnent un regard sans cesse réactualisé sur les problématiques des jeunes, nous éclaire sur nos éventuels dysfonctionnements et nos possibles réponses adaptées. En participant activement à des instances de concertation, d'information ou d'analyses, nous contribuons à la réalisation de projets à l'échelle du territoire. Ce travail en réseau est indispensable pour l'ancrage sur le territoire, la connaissance du public, de ses difficultés et surtout pour l'efficacité des suivis.

Dans le cadre de la réorganisation des services sociaux du territoire, nous développons nos relations avec les deux équipes de la MDS dont dépend notre TEPS. Des rencontres sur site ont lieu pour favoriser une meilleure connaissance des personnes et mieux articuler les prises en charge. La réorganisation de la MDS va aussi être l'occasion de reposer l'organisation de notre partenariat à travers la participation notamment aux réunions de synthèse et aux commissions de prévention.

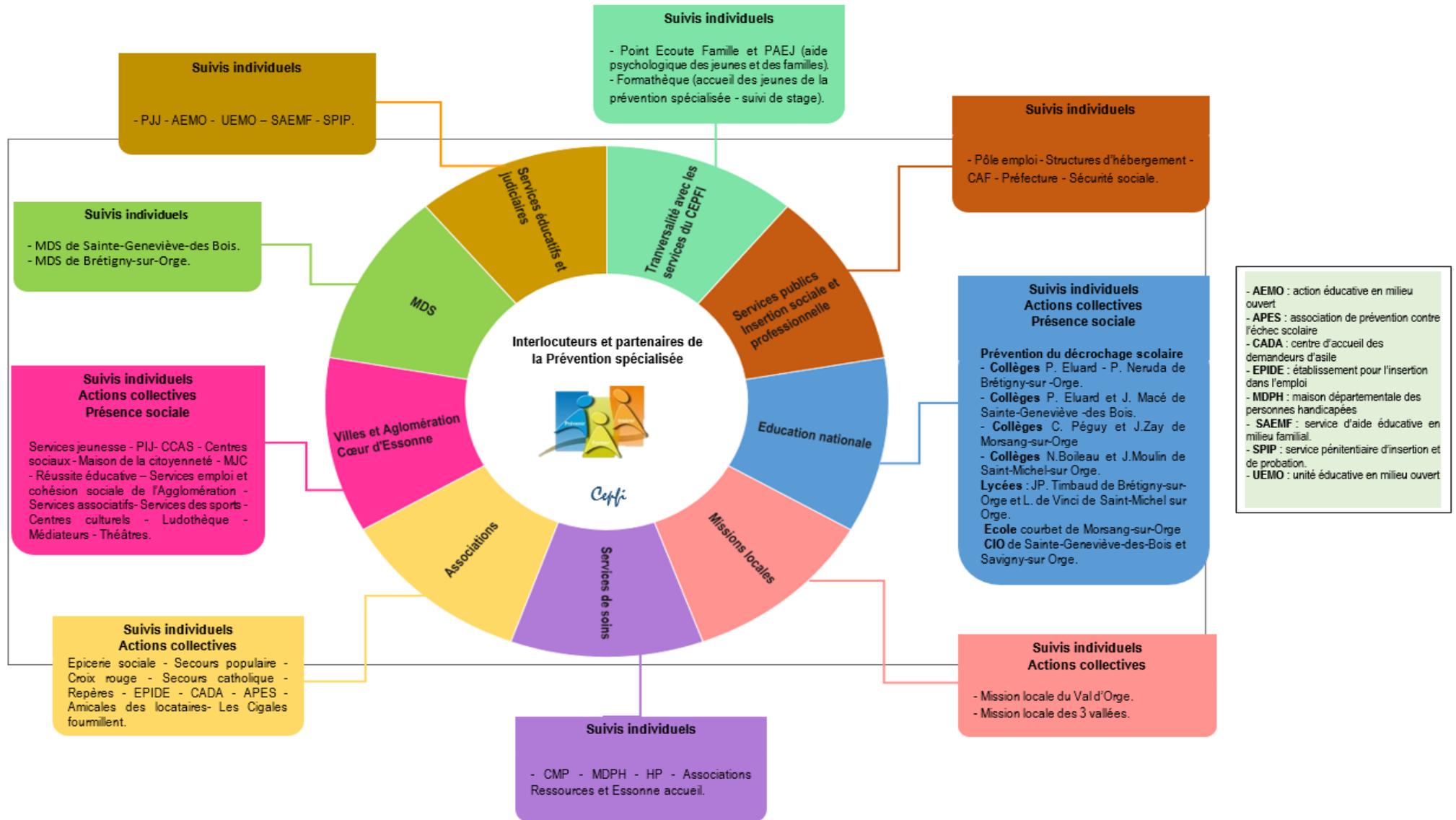
Nous renforçons notre travail avec les principaux partenaires (MDS, CCAS...) pour l'accompagnement social des publics dont les problématiques augmentent à mesure que les moyens pour les résoudre diminuent. La lourdeur des suivis et la complexité des problématiques cumulatives des jeunes ont mobilisé en 2018 de nombreux partenaires.

Les éducateurs sont également de plus en plus directement sollicités par les partenaires qui se sentent démunis pour faire face à des situations préoccupantes croissantes. Le développement de ces interactions accuse clairement le manque de moyens du champ social.

Le travail de concertation et d'analyses partagées avec l'ensemble des partenaires est en lien avec les orientations définies dans l'évaluation interne de la Prévention spécialisée. Nous avons poursuivi ce travail important pour développer l'ouverture, la réactivité et la

lisibilité de nos actions sur le territoire. Ce Diagnostic Territorial Partagé s'inscrit dans la continuité de cette démarche.

Principaux interlocuteurs et partenaires de la Prévention spécialisée



Le travail éducatif réalisé par la Prévention spécialisée en lien avec les partenaires locaux s'inscrit sur 3 axes :

* **Actions collectives** : séjours, soutiens scolaires, activités dans les locaux de la Prévention spécialisée, chantiers éducatifs, activités solidaires et tremplin citoyen, repas de quartiers, interventions à thème dans les établissements scolaires, groupes de paroles dans les établissements scolaires, semaine sport loisirs et culture, animations de quartiers ; sorties éducatives, séjours éducatifs, sorties, ateliers d'expression variés (théâtre, court métrage, construction de jeux en bois, formation aux premiers secours, voile, ...).

* **Présence sociale** : participation aux fêtes des villes et évènement locaux : Festi-jeunes, tournois sportifs, journées ou semaine (discrimination, citoyenneté, santé, journée des associations des villes, présence dans les établissements scolaires et à la sortie...

* **Suivis individuels** : apporter un accompagnement socio-éducatif au jeune pour l'aider à surmonter les problématiques auxquelles il est confronté, l'aider à gagner la confiance en soi et l'estime nécessaires la réussite de ses projets de vie et d'insertion.

III. DIAGNOSTIC DU TERRITOIRE

Données générales du territoire de Cœur d'Essonne

La vision d'ensemble de l'agglomération de cœur d'Essonne donne une idée générale du territoire étendu où sont implantées les 5 villes les plus urbanisées du TEPS.

Pour le territoire du Cœur d'Essonne le **Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)** a présenté ses objectifs des politiques publiques en matière d'urbanisme à l'horizon 2021, dans les domaines suivants : l'habitat, le développement économique, les loisirs, les déplacements des personnes et des marchandises, le stationnement des véhicules et la régulation du trafic automobile. Ce PADD devra pouvoir se coordonner avec les besoins dégagés par le DTP.

Population

Au terme de ces 30 dernières années, la population résidant dans le Cœur d'Essonne a été multipliée par 3, s'élevant actuellement à 123 000 habitants (dont 117 000 sur les 5 villes du TEPS). A l'horizon 2021 cela représenterait une augmentation de population d'à peu près 1% par an pour atteindre environ 143 000 habitants.

Habitat

L'effort de construction a permis à un grand nombre de ménages de trouver sur le territoire des conditions de logement généralement agréables, dans un environnement de qualité et avec un bon niveau de services. Les nouveaux arrivants étant essentiellement des ménages jeunes, en âge d'avoir des enfants, cela a entraîné un rajeunissement sensible de la population, induisant une forte demande en équipements dans de larges domaines : équipements scolaires, sportifs et de loisirs, équipements culturels, équipements sociaux... Les collectivités publiques ont dû faire face à cette augmentation rapide des besoins, mais, en l'absence d'un développement économique certains quartiers ont accumulés des carences et des difficultés sociales. Nous en détaillerons les conséquences dans l'analyse des actions éducatives.

A l'horizon 2020, l'objectif général du SCOT est de ne pas descendre en dessous du taux actuel de logement social qui s'élève à près de 25 % du parc de logements. Pour cela, il s'agit de réaliser globalement 25 à 30% de logements sociaux dans la construction neuve. L'idée de la mixité sociale est un principe engageant, mais il fonctionne mieux dans des zones urbaines hyperdenses et très connectées en matière de transport, comme les villes du périphérique parisien.

Avec le plan du SCOT, Le pourcentage déjà trop élevé de logements sociaux sur certaines villes comme Fleury, pourrait encore être augmenté et les problématiques sociales pourraient exploser. C'est déjà le cas sur le quartier des Joncs marins sur lequel nous intervenons aujourd'hui.

Nous verrons également dans ce rapport comment nous avons réorienté notre travail sur le territoire à Brétigny pour investir le nouveau quartier Bois Badeau.

Des villes comme Saint-Michel-sur-Orge anticipent également la perspective d'une augmentation de population, avec des problématiques liées à l'implantation de nouveaux logements ou de relogements sociaux.

Transports

Les habitants de l'agglomération de Cœur d'Essonne bénéficient d'une ligne de RER C qui assure les déplacements dans des conditions relativement satisfaisantes avec Paris et une partie de la petite couronne. Toutefois, le bassin de vie du Cœur d'Essonne a tendance à se disperser de plus en plus dans un rayon d'environ 25 à 30 km. Or, les réseaux de transports en commun étant insuffisants ou inexistant dans certaines directions, les déplacements se font de plus en plus en voiture sur des infrastructures déjà largement saturées aux heures de pointe. Cette nécessité d'acquisition de véhicules pénalise les populations précaires qui n'ont pas les moyens.

Développement économique

Cette partie est abordée dans le diaporama qui suit. Nous verrons dans le rapport que malgré l'implantation de nouvelles entreprises sur le territoire, la question se pose : comment les jeunes de notre territoire auprès desquels nous travaillons pourront-ils en bénéficier ?

(Voir dans les diapos ci-dessous la faiblesse du niveau scolaire et des qualifications auxquelles s'ajoutent les carences dont nous parlons dans ce rapport sur les savoirs de base, les savoir être et les codes sociaux....)

Données du Territoire de Prévention Spécialisée du CEPFI

Voir document ci-dessous présenté en diaporama dans le cadre des comités techniques.



Données sur le territoire

INSEE : Dernières sources publiées en juin 2018 (données 2015 en majorité)
CAF : Données issues du fichier des allocataires au 31 décembre 2017

Ces données révèlent des difficultés et des problématiques sociales plus importantes sur notre territoire que sur le Département et l'Agglomération, avec un écart nettement supérieur pour la ville de Fleury-Mérogis, suivie en fonction des indicateurs par les villes de Sainte-Geneviève, Saint-Michel et Brétigny.

Il est important de rappeler que ces données globales masquent notamment sur la ville de Morsang, les situations difficiles et les problématiques auxquelles sont confrontés les jeunes et les familles les plus vulnérables.

Certaines données ne prennent pas en compte les personnes en situation de précarité exclues des circuits institutionnels (cf. notamment taux de chômage).

Enfin, ces chiffres n'intègrent pas les populations qui vivent dans des situations d'hébergement souvent extrêmement précaires sur ces territoires.

Territoire de la Prévention spécialisée du CEPFI

Notre service de Prévention spécialisée (mission ASE) déploie son action sur 5 communes :

- Brétigny-sur-Orge
- Fleury-Mérogis
- Morsang-sur-Orge
- Saint-Michel-sur-Orge
- Sainte-Geneviève-des-Bois

Pour le Département, ces 5 villes ont des besoins prioritaires au regard des critères de l'ASE : nombre de mineurs suivis, nombre de familles monoparentales, nombre de jeunes non insérés, Indice Territorial de Solidarité (recense les villes les + fragilisées de l'Essonne)...

Ce territoire possède des grands ensembles et 5 quartiers prioritaires en Politique de la ville (dont 2 à Sainte-Geneviève-des-Bois) situés sur chacune des villes à l'exception de Morsang-sur-Orge (quartier en veille).

Au sein de Cœur d'Essonne Agglomération, l'Etat a identifié 7 quartiers prioritaires en Politique de la ville dont 5 se trouvent sur le territoire de la Prévention spécialisée du CEPFI :

- Les Aunettes et la Grange aux Cerfs à Sainte-Geneviève-des-Bois.
- Les Ardrets-Branly à Brétigny-sur-Orge.
- La résidence Boieldieu Bizet à Saint-Michel-sur-Orge.
- Les Aunettes à Fleury-Mérogis.

Diagnostic territorial partagé- comité technique

Données générales(INSEE)

Population	Cœur d'Essonne	Saint-Michel-sur-Orge	Sainte-Geneviève-des-Bois	Brétigny-sur-Orge	Fleury-Mérogis	Morsang-sur-Orge	Total 5 villes du TEPS
Population en 2015	195 819	20 160	35 857	26 215	10 180	21 423	113 835
Densité de la population (nombre d'habitants au km ²) en 2015	1 475,70	3 811,00	3 868,10	1 800,50	1 563,70	4 880,00	
Superficie (en km ²)	132,70	5,30	9,30	14,60	6,50	4,40	40,10

Densité urbaine et augmentation de la population :

Notre Territoire de Prévention Spécialisée (TEPS) représente 58% de la population de Cœur d'Essonne, avec une densité urbaine forte à Morsang, Sainte-Geneviève et Saint-Michel. Ce territoire constitue le tissu urbain le plus dense de Cœur d'Essonne agglomération.

- Entre 2010 et 2015 la population a augmenté de 3,8 % sur les 5 villes. Brétigny-sur-Orge et Fleury-Mérogis sont les deux villes qui présentent une augmentation importante de leur population (Brétigny-sur-Orge : +12,3%, Fleury-Mérogis : +11,6%). *Cette augmentation a certainement encore beaucoup évolué ces 2 dernières années : construction de nouveaux quartiers sur lesquels nous intervenons avec des problématiques émergentes.*

Age : moins de 30 ans, dans la moyenne

Sur notre TEPS, 41 % de la population à moins de 30 ans (Essonne : 40,2 %).

C'est Fleury-Mérogis qui a la population la plus jeune (- de 30 ans : 51%) puis vient Brétigny (44%). Saint-Michel (39 %), Morsang (38%) et Sainte - Geneviève (37%) ont un pourcentage légèrement inférieur à la moyenne départementale.

Logements

Sur les 5 villes le % des propriétaires (55%) est inférieur au % des propriétaires sur le département (60%) et sur l'agglomération Cœur Essonne (61 %)

Entreprises

5 183 entreprises sont implantées sur les 5 villes principalement dans les domaines suivants :

Commerce, logistique, transport, hébergement et restauration

Ce sont les villes de Sainte-Geneviève-des-Bois et Brétigny-sur-Orge qui comptent le plus d'entreprises.

La ville de Saint-Michel-sur-Orge a peu d'entreprises et notamment de commerces. Elle fait partie de 222 villes moyennes en France qui bénéficient du programme de revitalisation « Cœur de ville¹ » lancé par le gouvernement en mars 2018 (convention de 5 ans).

Cœur d'Essonne Agglomération connaît actuellement un développement économique important avec l'implantation de nouvelles entreprises et activités (Amazon, les promenades de Brétigny, reconversion de l'ancienne base aérienne...).

Des **recrutements** sont en cours à travers notamment la campagne « ça bouge en Essonne² » dans 4 domaines principaux : Logistique, restauration, commerce, Industrie

1 « Le cœur de ville, dans toute la diversité du tissu urbain français, est le creuset où se noue à la fois la vie civique, la vie économique, la vie sociale ». Jacques MEZARD, ministre de la Cohésion des territoires

2 Campagne gérée par la Préfecture et Pôle Emploi

Composition des familles - CSP

Composition des familles : + de familles monoparentales et nombreuses

Familles monoparentales : le % de familles monoparentales sur l'ensemble des 5 villes est de 18%. Ce % est supérieur à celui de l'Essonne et de l'agglomération Cœur d'Essonne (16 %)

- Les villes de Fleury-Mérogis, Saint-Michel-sur-Orge et Sainte-Geneviève-des-Bois ont le plus de familles monoparentales avec un taux nettement supérieur à celui du département pour Fleury : 26,6.
- Les femmes seules avec enfants représentent 14.4% des 18% des familles monoparentales sur les 5 villes.

Familles nombreuses : Chiffres CAF : 19 % des allocataires de la CAF sur les cinq communes sont des familles nombreuses contre 17% en Essonne.

Catégories socio-professionnelles : moins de cadres

Une majorité de la population active se trouve dans la catégorie « employés », ou « ouvriers ». Les professions intermédiaires sont également bien représentées (17,7%) par contre on constate qu'il y a peu d'artisans, commerçants ou chefs d'entreprises avec un pourcentage plus faible que la moyenne départementale à Saint-Michel-sur-Orge notamment et très inférieur à Fleury-Mérogis.

Si la proportion des cadres sur les 5 villes (10,8 %) est inférieure à la moyenne départementale (13,5 %), elle est également beaucoup plus faible à Fleury-Mérogis (2,7 %).

Scolarisation - Diplôme le plus élevé

Scolarisation

A partir de la tranche 15 -17 ans, on observe un décrochage important de Fleury : 76 %, la moyenne des autres villes étant supérieure à 95 % comme pour l'agglomération et le Département.

Pour la tranche 18 - 24 ans, le taux de scolarisation sur les 5 villes (47 %) comparable à celui de l'agglomération est beaucoup plus faible que celui du Département (56%) et de la région IDF (61 %) .

Le taux est particulièrement faible sur Fleury-Mérogis (14 %)

mais plus élevé que l'agglomération à MORSANG (54 %) et Sainte-Genève (52 %), Brétigny étant dans la moyenne Cœur d'Essonne.

	Ile de France	Essonne	Cœur Essonne	Saint Michel sur Orge	Sainte Geneviève des Bois	Brétigny sur Orge	Fleury-Mérogis	Morsang sur Orge	Total 5 villes du TEPS
	%	%	%	%	%	%	%	%	%
11 à 14 ans	98	99	98,5	98,6	98,8	98,9	96,8	98,9	98,7
15 à 17 ans	97	97	95,2	97,6	95,4	95,5	76	96,4	94,5
18 à 24 ans	61	56	46,1	49,1	52,5	45,2	14,1	54,4	47,6

Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus

Le niveau de formation est relativement faible sur le territoire.

En effet, sur l'ensemble des 5 villes, 49,8 % ne possède aucun diplôme ou uniquement un diplôme de niveau V (CAP ou BEP) contre 47 % pour le département de l'Essonne.

Les statistiques nationales montrent que les garçons non diplômés sont 2 fois plus nombreux que les filles.

diagnostic territorial partagé- comité technique

Taux de chômage et d'activité

Chiffres INSEE	Île-de-France	Essonne	Cœur d'Essonne	Saint-Michel-sur-Orge	Sainte-Geneviève-des-Bois	Brétigny-sur-Orge	Fleury-Mérogis	Morsang-sur-Orge
Emploi – Chômage (en %)								
Taux d'activité des 15 à 64 ans en 2015	76,3	75,9	75,7	78,7	77,2	80,3	43,4	76,7
Taux de chômage des 15 à 64 ans en 2015	12,8	11,3	11,4	13,2	13,1	13,5	12	12,6

Le taux d'activité est légèrement supérieur sur 4 villes à celui de Cœur d'Essonne et du Département (75 %) le plus élevé étant celui de Brétigny (80 %). Celui de Fleury étant très inférieur : 43 %.

Le taux de chômage laisse perplexé : les personnes notamment trop éloignées de l'emploi ne sont plus inscrites à Pôle Emploi et donc pas comptabilisées dans les chiffres du chômage (délaision sociale). On sait également que des jeunes en particulier ne s'inscrivent pas à Pôle emploi (marginalisation.ubérisation...).

Données CAF : déclarations	ESSONNE	COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION	BRETIGNY-SUR-ORGE	FLEURY-MEROGIS	MORSANG-SUR-ORGE	SAINTE-GENEVIEVE	SAINT-MICHEL
Activité des allocataires et des conjoints en %							
Emploi	66	69	67	63	69	64	66
Chômage	8	8	9	12	8	10	10
Inactivité	25	22	24	25	23	27	24
Nombre total des adultes allocataires	100	100	100	100	100	100	100

Les taux d'emploi des allocataires de la CAF sont plus faibles dans l'ensemble des villes que sur l'Agglomération, en particulier à Fleury et à Sainte-Geneviève. **Les taux de chômage et d'inactivité sont plus élevés** sauf sur Morsang.

➔ **Problématiques notamment de santé physique et psychique : Risque de mortalité 3 X plus élevé, 80 % en plus de risque d'infarctus et d'accident cardio-vasculaire... Le chômage tue 4 X plus que les accidents de la route.**
(cf. étude SNC 2018 et étude INSERM 2015 sur le suicide).

Revenu - Foyers imposés

Salaires net horaire moyen (INSEE) : Plus faible sur les 5 villes

Sur l'ensemble des 5 villes, le salaire net horaire moyen est inférieur au salaire net horaire du département et de l'Agglomération cœur d'Essonne. Les inégalités de rémunération entre les hommes et les femmes existent sur toutes les villes. Les femmes sont moins bien rémunérées que les hommes ce qui n'est pas spécifique à notre territoire.

Fleury-Mérogis est la ville où le salaire net horaire moyen est le plus faible.

Ile de France	18,4
Essonne	16,5
Cœur Essonne	16
Saint-Michel sur-Orge	15,1
Sainte-Geneviève- des-Bois	15,7
Brétigny-sur-Orge	15,2
Fleury-Mérogis	12,6
Morsang-sur-Orge	15,9

Ménages fiscaux- foyers imposés (INSEE) : Taux de foyers imposés plus faible

Sur les cinq villes la proportion des ménages fiscaux imposés représente 65,5% ce qui est inférieur à Cœur d'Essonne (68,5 %).

Fleury-Mérogis est la ville où le taux de foyers imposés est le plus faible 56,6 %

Taux de pauvreté (INSEE) et prestations de précarité (CAF)

- Le taux de pauvreté sur les cinq villes est supérieur au taux de pauvreté de Cœur d'Essonne (11,8 %).
- Le taux de pauvreté le plus élevé est celui de Fleury-Mérogis (17,9%), suivi par Sainte-Geneviève-des-Bois et Saint-Michel-sur-Orge (14%) .
- Les jeunes de moins de 30 ans sont les plus touchés par la pauvreté comme partout en France.

	Essonne	Cœur d'Essonne	Saint-Michel-sur-Orge	Sainte-Geneviève-des-Bois	Brétigny-sur-Orge	Fleury-Mérogis	Morsang-sur-Orge
Taux de pauvreté en 2015, en %	12,9	11,8	14,2	14,5	12,6	17,9	12

Bénéficiaires des prestations de précarité (CAF)

	ESSONNE	COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION	BRETIGNY-SUR- ORGE	FLEURY-MEROGIS	MORSANG-SUR-ORGE	SAINTE- GENEVIEVE-DES- BOIS	SAINT-MICHEL- SUR-ORGE
Prestations précarité en %	34	35	36	42	35	37	37

- Près d'un tiers (33 %) des allocataires des cinq communes vivent sous le seuil des bas revenus. Sur les cinq villes le % des bénéficiaires des prestations de précarité est supérieur à celui du Département (34%) et de l'Agglomération (35 %).
- La ville de Fleury-Mérogis présente le pourcentage le plus élevé (42 %) suivie de Sainte-Geneviève-des Bois et Saint-Michel-sur-Orge (37 %).

➔ **Problématiques d'exclusion, de précarité alimentaire, de santé, d'accès aux soins...**

Informations préoccupantes

Données départementales de la CRIP 2017

Sur les cinq territoires de la Prévention spécialisée du département celui du CEPFI est en deuxième position concernant le nombre de signalements d'informations préoccupantes : voir documents de la Cellule de Recueil des Informations Préoccupantes (CRIP) diffusés aux comités techniques.

Commentaire de la CRIP sur notre territoire

Les IP ont augmenté de 50 % sur le TAD de Brétigny-sur Orge en 2016-2017 et de 100 % sur le TAD de Sainte-Geneviève-des-Bois qui regroupe également les autres villes de notre territoire.

Ces augmentations sont de loin les plus importantes enregistrées par la CRIP sur l'ensemble des territoires.

Pour Sébastien MANERO, responsable de la CRIP, ces augmentations sont le fruit des échanges et du travail important mené avec les acteurs de ce territoire. Le repérage s'améliore et le travail de prévention se développe comme en témoigne le nombre élevé des « évaluations » au regard des chiffres proportionnellement moins élevés des situations transmises au parquet.

Il reste une interrogation impossible à mesurer sur ce qui pourrait relever d'une aggravation des situations familiales sur notre territoire.

Résumé

Ces données sur les populations de notre TEPS donnent un panorama inquiétant de leur situation sociale plus défavorisée que sur la moyenne des villes de l'Essonne et de Cœur d'Essonne Agglomération. Comme nous le soulignons dans l'introduction de la présentation des données, l'ensemble des indicateurs sociaux montrent pour la ville de Fleury-Mérogis un décrochage important. Les autres villes de notre territoire révèlent aussi bien des difficultés et des carences que nos professionnels mesurent au quotidien auprès des publics les plus vulnérables qu'ils accompagnent sur ce territoire.

Sur ces 5 villes, 41 % de la population a moins de 30 ans.

Les jeunes de moins de 30 ans sont les plus touchés par la pauvreté comme partout en France

Près d'un tiers (33 %) des allocataires de la CAF des 5 communes vivent sous le seuil des bas revenus. (42% à Fleury) (Essonne 34%)

Le taux de pauvreté (défini par L'INSEE comme 60% du revenu médian) est très élevé. Il varie de 11 à 18 % (respectivement Morsang-Fleury-Mérogis)

Le % de familles monoparentales sur l'ensemble des 5 villes est de 18% (Essonne : 16 %).

19 % des allocataires de la CAF sur les 5 communes sont des familles nombreuses (Essonne 17 %).

A partir de la tranche 15 -17 ans, on observe un décrochage scolaire important (Fleury 24 %)

Ces données INSEE et CAF de 2015 ne prennent pas en compte les évolutions récentes de ce territoire en matière d'urbanisme. Avec la construction de logements sociaux et de nouveaux ensembles, la population n'a cessé de croître. De nouveaux quartiers ont été implantés notamment à Brétigny (Quartier Bois Badeau) et à Fleury (Quartier des Joncs marins) au sein desquels nous mesurons déjà l'émergence de problématiques qui justifient notre intervention éducative.

Comme nous l'avons également souligné dans la partie « habitat » des données générales, des villes comme Saint-Michel anticipent déjà la perspective d'une augmentation de population, avec des problématiques liées à l'implantation de nouveaux logements ou de relogements sociaux.

L'ensemble de ces éléments souligne les problématiques d'exclusion, de précarité alimentaire, de santé, scolaire, éducative, d'accès aux soins... Ce constat inquiétant pourrait encore être aggravé si l'on prenait en compte les populations hébergées non comptabilisées, des mineurs isolés et des populations migrantes sans papiers qui survivent sur notre territoire d'intervention. Nous en mesurons l'importance à travers l'augmentation des problématiques des mineurs non accompagnés auxquelles sont confrontés nos professionnels.

Populations concernées par l'action éducative

Typologie générale des publics et des problématiques

L'analyse qui suit est présentée par Philippe Hofman psychologue, expert en prévention qui travaille au sein du CEPFI depuis une dizaine d'années. A travers les études de situation, il apporte régulièrement aux éducateurs son éclairage et son appui sur les problématiques difficiles qu'ils rencontrent auprès des publics.

Philippe Hofman intervient par ailleurs sur les formations organisées par le PEF en direction des professionnels sur les risques de ruptures à l'adolescence et le soutien à la parentalité.

Il connaît bien notre territoire sur lequel il a animé des rencontres pour la prévention des violences. Il est intervenu dans le cadre de la dernière rencontre¹ qui a réuni de nombreux participants : professionnels mais aussi des jeunes et des parents.

Adolescents, jeunes adultes et familles

Ce bref exposé relate les représentations de différents types de jeunes et de leurs familles vivants dans les quartiers avec lesquels travaillent les éducateurs du CEPFI.

Adolescents vulnérables

Les jeunes les plus vulnérables, sont en général connus des services sociaux, parfois depuis plusieurs générations. Ils ont souvent une histoire affective et sociale chaotique. Ils ont souvent vécus depuis l'enfance des traumatismes, des maltraitances, des ruptures, des exclusions... Ils en conservent des traces traumatiques en termes de développement psycho affectif et d'insertion sociale (maltraitances, ruptures, placements, exclusions...). Bien qu'ils ne soient pas majoritaires (10 à 20 % tout de même), ils représentent l'aspect caricatural et dérangeant des quartiers. Certains ont des conduites délinquantes avec des circuits d'économie parallèle, le plus souvent autour du trafic de stupéfiants. Ils sont alors inscrits dans une micro organisation mafieuse qui reste circonscrite au quartier. Cependant, la plupart des jeunes vulnérables, malgré leur allure provocante et leurs manifestations bruyantes, ne se constituent pas en bandes organisées. Bien qu'ils les idolâtrent, ils ne se construisent pas ensemble autour des codes et des rituels mafieux des gangs. Ils sont regroupés de manière occasionnelle, mais restent très seuls intérieurement. Ils semblent perdus dans leurs trajectoires désordonnées. L'allure fétiche du rappeur dangereux n'est souvent qu'une façade qui masque une grande insécurité. Leur passé a été traumatique, leur présent est sans intérêt et leur avenir déprimant. Ces circonstances tragiques qui expliquent leur comportement et leurs transgressions n'en annulent pas pour autant la conscience de leur responsabilité.

Depuis toujours, les éducateurs travaillent en priorité auprès de ces jeunes. Sans les juger, ils entrent en contact et développent une relation de confiance. Renouer le lien humain avec cette population difficile et inquiétante est fondamental. Ce travail permet de restaurer une

¹ « Violence des jeunes et territoire : prévenir et agir ensemble ». Cette rencontre a été organisée le 3 décembre dernier à l'initiative du Maire de la ville de Saint-Michel-sur-Orge suite aux événements tragiques qui se sont déroulés entre des jeunes de la ville et ceux de Sainte-Geneviève-des-Bois.

Des actions de prévention se développent également sur cette thématique avec les services de la ville en lien et les éducateurs du CEPFI.

image sociale dévalorisée et évite un surcroît de violence et d'exclusion. Les dispositifs sociaux, éducatifs ou policiers n'arrivent pas vraiment à endiguer les comportements transgressifs et provocateurs de ces jeunes. Les éducateurs de prévention constituent le seul lien de terrain qui peut les ramener vers des structures aidantes. C'est parfois ce qui les empêche de sombrer et de répéter leur histoire tragique. L'équipe a de nombreux exemples de réussite éducative qui a permis à des jeunes très fragiles de renforcer leur estime d'eux-mêmes et leur insertion sociale.

Leur quartier

Quel que soit l'aspect esthétique, rénové ou délabré de leur quartier, les jeunes vulnérables y sont chez eux.

Pour eux, la cité est souvent une représentation étendue de la famille. L'espace privé et public n'ont pas de délimitations précises. C'est un univers poreux entre intérieur et extérieur. Ils y ont grandi, s'y reconnaissent, s'y sentent protégés. Les lieux extérieurs comme le square ou la rue, sont des sortes de dépendances de leur habitat souvent exigü. Les places et les carrefours sont des agoras, qui rappellent les espaces ouverts des villages d'origine de leurs familles. Ils occupent très souvent des espaces intermédiaires : les halls d'immeuble, les entrées de centres commerciaux, les seuils des équipements sociaux, l'entrée des établissements scolaires... Dans ces sas, les jeunes fragilisés s'exhibent bruyamment. Souvent ils se conduisent comme des vigiles (qu'ils deviennent parfois) et ont l'illusion de contrôler un espace social, dont ils ont été souvent exclus ou qu'ils ne s'autorisent pas à utiliser pleinement. Cette particularité spatiale de l'occupation des seuils et des entrées est une image de leur posture entre intégration et exclusion. Ni dedans, Ni dehors, perdus dans un statut social incertain.

Ces jeunes semblent donc coincés dans leur quartier qui devient une citadelle. Leur petit monde féodal est un repli protecteur. Ils s'en échappent très peu, par crainte de l'inconnu. Ils n'en sortent qu'en groupe hostile, pour affronter collectivement la violence imaginée des autres. On le voit clairement entre les rivalités endémiques entre des jeunes de Sainte Geneviève et ceux de Saint Michel. Pour eux il s'agit d'une vraie guerre de territoire, le voisin est forcément un ennemi. Ils aimeraient englober l'ensemble des jeunes du quartier dans leurs croyances guerrières et leur enfermement. Un entre Soi rassurant qui supprime la liberté de l'autre.

Les éducateurs de prévention tentent de les ouvrir au monde extérieur et aux autres en leur proposant des sorties, des séjours, en initiant, avec le soutien des partenaires, des actions de solidarité et d'insertion...

Ils les accueillent chaleureusement dans le local éducatif (quand ils en ont un !). Ce lieu protecteur qu'ils respectent est souvent le seul point d'ancrage où ils ne sentent pas exclus.

Adolescents habitants

Cet aspect visible et dérangeant de certains jeunes, fait les délices effrayants des médias, mais ne traduit en rien la vie de la majorité des jeunes d'un quartier.

La majorité des jeunes ayant grandi dans un espace donné y sont attachés. Ils y vivent depuis l'enfance, y ont construit leur histoire, y ont vécu des expériences marquantes, bonnes ou mauvaises. Mais à la différence des plus vulnérables, ils vivent au sein du quartier et de la

commune, un vrai processus d'insertion en ne restant pas coincés dans des comportements répétitifs. Et particulièrement ceux bénéficiant d'une structure familiale modeste, mais solide. Ils participent aux activités éducatives, sportives et culturelles qui sont encadrées par des adultes référents. On les retrouve dans les associations de quartiers, au service jeunesse et dans les actions collectives.

En cas de soucis, ils ont aisément recours aux services sociaux et aux éducateurs de prévention. Ils comprennent le principe de libre adhésion et les projets d'autonomie. Contrairement à la population des plus fragiles, ils acceptent des aides et des conseils innovants. Ils peuvent se déplacer seuls ou en groupe pour se «dépayser», découvrir d'autres ambiances et échapper à l'emprise du quartier. Dans le cadre d'actions éducatives collectives, ils peuvent apprécier la mixité sociale et la confrontation à d'autres cultures. Ils échangent sans crainte, bougent davantage, s'immergent dans l'anonymat des foules, sans avoir besoin de provocations et d'exhibitions pour marquer leur appartenance au quartier. Dès qu'ils sont confrontés positivement à différents contextes et à d'autres personnes, ils s'adaptent plus volontiers en conservant un esprit d'ouverture. Pour eux, l'accompagnement éducatif est souvent plus ciblé sur une problématique ponctuelle que sur un ensemble de troubles éducatifs, sanitaires et sociaux. Ils restent néanmoins des adolescents fragilisés par leurs conditions sociales avec des comportements incertains. Ils peuvent être attirés voire fascinés par les allures libertaires des plus vulnérables et se retrouver à expérimenter des conduites à risque. Ils se déscolarisent, boivent, fument du cannabis, participent à quelques transgressions... Cependant, s'ils se mettent en danger, ils en perçoivent plus facilement les limites. Pour sortir de l'impasse, ils accepteront plus facilement le soutien éducatif. Ainsi, les éducateurs du CEPFI restent toujours en veille et à leur disposition. Ces suivis dans des périodes difficiles sont importants mais ils restent plus ponctuels avec une résolution plus rapide des problématiques.

Jeunes en errance

Les jeunes en errance sont malheureusement de plus en plus nombreux avec les problèmes dont on parle beaucoup des MNA (Mineurs Non Accompagnés). Ils sont eux aussi une population très vulnérable, mais ne bénéficient quasiment pas de recours sociaux. S'ils sont encore mineurs, on peut les raccrocher à quelques dispositifs d'accueil et de soutien, mais la limite transitionnelle du passage à la majorité et les lenteurs de mise en place des prises en charge les excluent souvent du système. Leur rapport au territoire est évidemment très différent des autres jeunes habitants. Ils s'adaptent au jour le jour au gré des possibilités d'accueil, qui sont souvent saturées. Ils doivent survivre pour se nourrir, s'habiller, se laver... Les associations caritatives et quelques services sociaux les soutiennent épisodiquement. Ces jeunes exclus sont déprimés ont souvent des pathologies multiples y compris psychiatriques, qu'ils tentent de masquer en absorbant des produits toxiques. Ils ne bénéficient que de très rares soutiens sanitaires et sociaux. Ils se retrouvent rapidement dans une spirale d'exclusion et de destruction. Ils fréquentent des aînés aguerris totalement désocialisés, vivant dans la rue depuis longtemps. La solidarité de la rue n'existe pas. Ils sont confrontés à une insécurité et à une violence permanente. Avec leur allure misérable, ils sont rejetés par la majorité des riverains (jeunes et moins jeunes), y compris dans les quartiers prioritaires. Pour eux, c'est une lutte permanente entre fuite et résignation. Leur pays et leur quartier d'origine sont perdus, ils en ont souvent été exclus par la misère, des violences intra familiales, voire par des guerres. Il ne leur reste que l'errance à la recherche

d'un lieu protecteur et de rencontres bienveillantes. Les éducateurs de prévention du CEPFI sont très sensibles à la détresse de ces jeunes. Ils les aident à reconquérir un statut social : à entrer en lien avec les partenaires sociaux, à obtenir des papiers, à percevoir des aides sociales, à remplir des dossiers administratifs, à trouver un hébergement, et surtout à retrouver une dignité... Mais malgré un engagement professionnel certain, les possibilités d'accroche et la pérennité du suivi restent totalement précaires.

Familles

Confrontés aux problématiques de l'adolescence, les parents se sentent souvent démunis et expriment le besoin d'être accompagnés et soutenus. Sur le TEPS du CEPFI il y a de très nombreuses familles débordées de problèmes éducatifs et sociaux. Les mères et les pères expriment leur désarroi et souvent leur impuissance devant les comportements excessifs de leurs ados.

Les éducateurs sont amenés à rencontrer ces parents, qui peuvent parler librement de leurs préoccupations éducatives, d'une manière informelle ou plus formalisée lors d'entretiens.

Les configurations familiales ont changé et se sont diversifiées, familles monoparentales, recomposées, homoparentales, parents en union libre, pacés... Les possibilités de créer une famille sont aujourd'hui multiples, mais paradoxalement ses liens n'ont jamais été aussi fragiles du fait de la multiplication des séparations de couple.

L'environnement global s'est complexifié et expose les familles à de nouvelles difficultés pour fonder de nouveaux repères et transmettre à leurs enfants les règles et valeurs qui permettent de bien vivre en société. La situation de crise sociale et de l'emploi accentue également les difficultés des familles, confrontées à la précarité, à une diminution de leurs ressources matérielles. Plus les familles ont des difficultés sociales et économiques, plus l'impact des séparations est majoré. Nous constatons : aucune possibilité de garde partagée, une absence ou une disparition réelle et symbolique des pères, une incapacité matérielle à éduquer et parfois à nourrir une famille nombreuse, des répétitions de maltraitances...

Il y a sur le territoire du TEPS une augmentation sensible de familles en grande précarité. Elles souffrent d'une précarité financière et/ou intellectuelle, d'une grande dépendance aux services sociaux, avec des difficultés diverses à adhérer à l'aide proposée. Ces familles positionnent souvent certains de leurs enfants (plutôt des filles) dans des rôles de relais (financier ou médiateur voire parfois substitut parental)

Nous avons toutefois des difficultés à travailler avec ces familles. Elles ont tendance à se positionner systématiquement en victimes du système et pensent avoir déjà tout essayé pour résoudre leurs difficultés

Il y a une recrudescence de familles monoparentales qui sont encore plus nombreuses sur notre territoire. Des femmes seules avec un ou plusieurs enfants cumulent beaucoup de problématiques : précarité logement, emploi, finance, relation avec leurs enfants...Elles sont souvent débordées, épuisées avec de sérieux problèmes éducatifs. Nous sommes à leur écoute et avec l'ensemble des partenaires nous tentons de trouver des solutions d'aide et de soutien.

Néanmoins, en suivant ses principes éducatifs, l'équipe du CEPFI ne rencontre les parents qu'avec l'adhésion du jeune, sauf en cas d'urgence.

Dans certaines situations, le travail auprès de la famille (parents et fratries) peut être plus important et relever d'un accompagnement éducatif et/ou de médiation. Ainsi, nous sommes très sollicités par de nombreuses familles au sein de la RE de Fleury.

Information, soutien, conseil, orientation, médiation, mise en relation avec les structures locales, et aide dans des démarches en lien avec les partenaires sont réalisés auprès des familles de manière individuelle (voire collective). Ex : les éducateurs ont relayé la demande de mères de partager leur vécu sur des problèmes éducatifs au Point Ecoute Famille qui a mis en place dans le cadre du REAAP des groupes de parole.

Au sein du CEPFI, la transversalité des possibilités de soutien auprès des différents intervenants facilite le lien avec les familles. La mise en relation et le soutien trouvés auprès du Point Ecoute Famille est un élément capital du dispositif en place. Afin de répondre au mieux à leurs besoins, le PEF a mis en place une action à la croisée de la prévention, du soutien à la parentalité et de l'éducation. Les psychologues du Point écoute Famille assurent un soutien à la parentalité en tentant d'éviter les situations de rupture et d'apaiser les conflits avec les enfants et les institutions.

De nombreux éducateurs ont observé une ambivalence dans la demande d'aide de certaines familles. Elles viennent dans l'urgence dépassées par des comportements jugés intolérables et cherchent des solutions immédiates. Mais l'idée même d'une réflexion sur l'origine des troubles éducatifs passe au second plan. L'urgence éducative se mélange avec d'autres soucis de survie essentiels (se nourrir, se soigner, se loger).

De manière générale, devant l'ampleur des demandes et l'attente de réponses quasi magiques, les travailleurs sociaux sont désarmés. Les professionnels tentent de répondre au mieux en triant les points d'urgence mais cela semble toujours insuffisant. Ces familles se retranchent alors souvent, dans un statut de victimes. Elles se réfugient dans des positions d'exclusion ethnique ou de replis communautaires avec un rejet de l'autre.

Les éducateurs qui sont en relation avec ces familles tentent d'assouplir ces postures rigides en mettant en avant l'amour et l'intérêt de l'enfant et de l'adolescent. Le discours est entendu, mais pas toujours assimilé. Il faut sans cesse y revenir.

Groupes

La prévention spécialisée se doit de reconnaître la fonction sociale et éducative du groupe, comme un facteur essentiel de la socialisation des jeunes adolescents. Le gréganisme s'il peut être, parfois, porteur de troubles au voisinage et à l'ordre public, n'en est pas moins constitutif de la construction adolescente.

Le groupe de jeunes est un facteur de socialisation de base. Il tend à rassembler des personnes autour de valeurs, d'appartenance ou d'expérience communes. Il peut être source de socialisation positive (solidarité, respect) ou négative (dépendance, transgressions).

Un groupe est une structure relationnelle vivante. Bien qu'il soit impressionnant, le groupe d'adolescent n'est pas pathogène en soi. Tout groupe de jeunes ne devient pas ou n'est pas une bande. Un adulte relai de référence, comme les éducateurs de prévention, change souvent le style de certains membres du groupe, qui ne demandent souvent qu'à être protégé d'eux-mêmes. Dans les quartiers du TEPS, le regroupement de jeunes est plutôt constitué comme un rassemblement (parfois une alliance) plus hétéroclite et passager de

jeunes. Sa constitution est souvent une tentative de répondre à un environnement perçu comme hostile. La structuration, la cohésion et la solidarité ne tiennent pas. Ce ne sont souvent que des faux semblants masquant des craintes d'affronter seul les aléas de l'adolescence. C'est ce que nous observons le plus souvent au sein des quartiers. Il y a là un effet positif socialisant mais bruyant et indiscipliné créant des tensions avec les adultes.

Certains sous-groupes s'organisent vraiment en bande. Ceci devient un regroupement organisé à finalité délictueuse, comme pour les trafics de stupéfiants. Dans ces conditions, le mode d'organisation interne va tendre à isoler l'individu et non à le socialiser positivement. Les éducateurs connaissent certains jeunes embarqués dans ces processus semi mafieux. Ils tentent d'intervenir individuellement, mais ils ne peuvent en aucun cas apaiser ou démanteler une bande. Notre action de prévention spécialisée est surtout une présence sociale qui témoigne de la réalité de certains quartiers. Nous savons qu'il existe des organisations de trafics divers mais nous évitons au maximum d'en être témoins et surtout nous ne manquons jamais une occasion de rappeler la Loi et les dangers de telles conduites. En revanche, notre présence nous permet de savoir s'il existe de vraies bandes sur un territoire ou si tel regroupement de jeunes dans une cage d'escalier est une manifestation d'hostilité à l'environnement ou juste l'expression de l'envie de disposer d'un lieu en propre. Nos réponses éducatives s'adaptent à ce diagnostic.

Mais rappelons que l'adolescence est un « passe-âge ». Chaque année fournit son lot d'aléas et de découvertes. Un même jeune peut « naviguer » facilement du groupe, au regroupement voire à la bande sur des temps différents. Il peut être dans des prises de risques groupales pour se prouver qu'il existe, mais tout autant être soumis à la loi d'un groupe qui le manipule. Rien n'est figé, donc tout est possible ! Dans leur approche et leur présence particulière, les éducateurs tentent au mieux de limiter les excès de ces conduites. Ils utilisent cette nécessité adolescente d'être en groupe dans de très nombreuses actions éducatives collectives. Encadrés et étonnés les jeunes sont rassurés et découvrent ensemble des capacités d'entraide et de loisirs inconnues.

Principales problématiques rencontrées sur les 5 villes du TEPS

A travers l'ensemble de nos suivis, nous constatons un certain nombre de problématiques qui suivent un même degré de préoccupations :

Professionnelles

L'ensemble des jeunes que nous touchons ont un faible niveau scolaire voire un quasi illettrisme. Certains ont acquis quelques qualifications, mais elles sont souvent insuffisantes. Tous les jeunes ont des envies d'insertion sociale, mais ils ont une forte incertitude pour leur avenir. Ils se sentent exclus d'emblée d'un système qui ne favoriserait que les plus diplômés.

Nous tentons de les revaloriser et de les détacher de leurs idées dépressives. Nous construisons des projets individualisés en lien étroit avec les Missions locales du TEPS.

Scolaires

Nous sommes alertés par les établissements scolaires sur les carences sévères d'apprentissage et des décrochages alarmants dès 14 ans.

Nous remarquons 2 types de déscolarisation :

Ceux qui décrochent avant 16 ans : absentéisme répété, conseil de classe, peu de réorientation académique ou qui arrive trop tard

Ceux qui arrêtent vers 17-18 ans pour tenter de travailler : orientation par défaut, pas de contrat d'alternance possible malgré un bassin d'emploi très dense.

Administratives

Toutes les démarches administratives sont désormais dématérialisées. Cette généralisation instaure une vraie fracture numérique pour tous les publics précaires et vulnérables. Nous sommes très souvent contraints d'aider nos publics à remplir leurs dossiers administratifs déjà compliqués pour un habitué de l'informatique. L'utilisation apparemment aisée du Smartphone par les jeunes ne favorise pas vraiment les protocoles précis des dossiers dématérialisés. Au contraire, dans les demandes sociales et administratives, rien n'est intuitif pour les jeunes.

Relations familiales

Dans toutes les familles les adolescents ont des rapports affectifs tendus et opposants avec leur parents. Ce phénomène naturel leur permet de se détacher en partie d'un cocon protecteur pour affronter l'inconnu et se construire une identité propre. Les jeunes que nous côtoyons n'ont pas eu la possibilité de faire sans trop de conflits ce travail essentiel de séparation. Ils vivent dans des familles fragiles, chaotiques, maltraitantes... et sont profondément affectés par ce milieu familial. Nous les aidons à prendre de la distance par rapport à leur vécu douloureux. A notre contact, ils arrivent à vivre et à apprécier d'autres relations avec des adultes bienveillants et retrouvent une certaine confiance en eux et en l'avenir.

Il y a à l'échelon national une recrudescence de familles monoparentales. Nous en constatons nettement les effets sur le TEPS. Ces femmes seules avec un ou plusieurs enfants cumulent beaucoup de problématiques: précarité logement, emploi, finance, relation avec leurs enfants... Les relations affectives sont complexes et souvent conflictuelles. Les pères souvent absents ne peuvent assurer un rôle de tiers apaisant dans ces conflits.

Santé

Nous observons de très nombreuses familles qui présentent une négligence globale de l'hygiène de vie et du bien-être. Carences et troubles physiques et psychiques sont majorés par le manque de moyens et les carences de praticiens spécialisés sur le TEPS.

Alcoolisme et toxicomanie

Ces addictions classiques sont omniprésentes dans de nombreux quartiers. Jeunes et moins jeunes ont une consommation démesurée d'alcool et de résine de cannabis. En période d'approvisionnement difficile pour la résine cannabis, certains jeunes de différents quartiers

de la ville tentent de s'allier dans une sorte de coopérative du trafic, mais ils finissent rapidement par s'affronter. Comme dans tous ces réseaux d'économie parallèle, il y a des conflits, des fluctuations de tarifs, du stress généré par le manque à gagner et le manque de consommation... Face à ce sinistre général, nous tentons de transmettre les messages de prévention autour des conduites à risque. Le discours hygiéniste ou moralisateur n'est jamais bien perçu. Aussi nous utilisons des médiations indirectes, des films, du théâtre, des débats... pour les amener à réfléchir sur leurs pratiques dangereuses.

Nous voyons de plus en plus de jeunes filles seules ou de couples nous solliciter pour des avortements. Nous travaillons alors avec les plannings familiaux et les psychologues qui les reçoivent et leur permettent d'élaborer leurs désirs ou leur refus de parentalité.

Beaucoup de jeunes n'accèdent pas aux soins (dentaires, vaccinations, dépistages...). L'ensemble des problèmes sociaux et financiers relègue le soin qui passe après tout le reste. Les populations vulnérables ont peu de moyens pour les soins de confort. En outre elles ont en général une mauvaise hygiène de vie et surtout des carences d'estime de Soi qui leur interdisent de bien s'occuper d'elles-mêmes. S'ensuit une plus rapide dégradation physique en cascade avec un cortège de problèmes de santé classique : obésité, diabète, pathologies cardio-vasculaires, troubles psychosomatiques...

Nous sommes aussi très souvent confrontés à un public fragile ayant des problématiques psychiques liées à leurs vécus traumatiques, voire des troubles psychiatriques non pris en charge. Ces personnes sont souvent exclues et victimes d'une grande précarité. Le manque de soins et de perspectives d'avenir les amène à être en errance et à consommer des produits toxiques.

Financière

Auprès de nos publics précarisés, nous constatons évidemment des difficultés financières majeures mais également une incapacité à gérer un budget. Les CESF les aident parfois mais elles ont l'impression d'être infantilisées et rejettent cette aide.

Ces familles souvent surendettées, expriment des demandes d'accès aux loisirs, aux vacances et surtout aux objets fétiches de la consommation (Smartphone, vêtements de marques, véhicules ...)

Il y a sur le territoire du TEPS une augmentation sensible de familles en grande précarité. Elles souffrent d'une précarité financière et/ou intellectuelle, d'une grande dépendance aux services sociaux avec des difficultés à adhérer à l'aide proposée. Ces familles sont souvent victimes des demandes de consommations réclamés par leurs enfants.

Logement

Hébergement

Les possibilités d'hébergements d'urgence ou provisoires deviennent exceptionnelles

Ce problème national se retrouve partout sur le TEPS en particulier pour les mineurs isolés.

Relations garçons/ filles

Nous constatons depuis plusieurs années une difficulté relationnelle entre les garçons et les filles des quartiers du TEPS. Ces tensions sont majorées par des convictions et des postures religieuses que nous pouvons difficilement interroger.

Jeunes filles

A partir de la puberté, les jeunes filles musulmanes des quartiers sont soumises à une restriction de liberté évidente. Les raisons en sont multiples et ne peuvent être circonscrites à des interdits religieux et culturels. La crainte et parfois le harcèlement virtuel et réel sont aussi des éléments à ne pas ignorer. A l'adolescence les jeunes filles sont souvent écartelées entre leurs désirs de liberté et de rencontre amoureuse qu'elles ressentent comme une excitation et à la fois une menace. Une identification à un modèle idéal de future mère cloîtrée dans le foyer avec ses enfants au service du père et un désir d'émancipation incarné par femmes des sociétés modernes depuis plus de 50 ans. Les plus vulnérables s'exhibent de manière très provocatrice ou se cachent totalement. Des attitudes extrêmes que les familles ne comprennent pas et qui renforcent leur désir de contrôle et de maîtrise de ce bouillonnement aux connotations sexuelles. Nous tentons parfois d'intervenir pour apaiser les conflits mais les jeunes filles disparaissent en masse de l'espace public. Nous arrivons à entrer en contact au sein des collèges et des lycées par le truchement de nos actions dans les établissements ou avec les services sociaux et de santé scolaires.

Garçons

Les garçons semblent entériner cet effacement féminin qui serait une sorte de garantie de droiture par rapport aux règles morales. Cette séparation caricaturale des genres alimente le sexisme et permet aux garçons de se déculpabiliser malgré leurs comportements pas toujours vertueux. Leur présence et les interdits qu'ils soutiennent justifieraient un rôle de protection de la réputation des « sœurs ». Nous essayons le plus souvent possible de parler de leurs clichés sexistes et d'amener des nuances et des ouvertures dans leurs réflexions. Ils sont réceptifs à nos messages, mais s'en défendent souvent avec des principes religieux sans appel. Cette attitude rigide les privent d'avoir eux aussi une relation amoureuse adolescente avec une approche douce et tendre. Ils envisagent trop souvent les rapports humains sous la forme d'une sexualité précoce calquée sur le porno ou une attente éternelle de l'âme sœur, future mère, en vue d'une union idéale ou bien carrément arrangée par les familles.

SYNTHESE DU DIAGNOSTIC PARTAGE AVEC LES PARTENAIRES

Perceptions par les partenaires du travail des éducateurs et des problématiques du territoire

Partenariat et diagnostic : mise en place des comités techniques

Le CEPFI travaille en réseau avec un nombre important de partenaires représentés sur le graphique intégré à la partie consacrée au partenariat.

Afin de recueillir les perceptions des partenaires, nous avons organisé deux comités techniques qui ont eu lieu :

- 25 septembre 2018

- 2 octobre 2018

Nombre de partenaires ayant participé à ces comités : 53

Nous avons également intégré certains témoignages écrits de partenaires qui n'ont pas pu participer à ces comités techniques en annexe de ce rapport.

Typologie des structures et des participants : des professionnels des MDS, Missions locales, PJJ, services jeunesse, services de réussite éducative, centre sociaux, UEMO, CCAS, MJD, établissements scolaires au sein des collèges, SEGPA, lycées (assistantes sociales, CPE, chefs d'établissement), des bénévoles des associations du territoire, des représentants des habitants, des représentants des services des villes et de l'agglomération Cœur d'Essonne... Un représentant du Département a également participé à ces temps d'échange.

Ci-dessous la synthèse des échanges avec les partenaires.

Le contenu de ces échanges se retrouve également dans les comptes rendus établis par le Département qui ont été adressés aux villes.

Perception du travail des éducateurs

Ces temps d'échanges ont reflété la richesse du travail en réseau et la qualité de la perception que les partenaires ont exprimé sur leur travail avec les éducateurs.

Nous avons repris ci-dessous quelques témoignages des partenaires pour illustrer cette perception.

- **Un réseau de partenaires important et diversifié**

Pour mener à bien la mission de prévention spécialisée le CEPFI a développé au fil des années un réseau de partenaires qui témoigne d'un ancrage profond sur le territoire.

La diversité des structures présentes lors des comités techniques est une illustration concrète du graphique « principaux interlocuteurs et partenaires de la prévention spécialisée ».

La qualité de ce travail en réseau est indispensable pour le partage des connaissances, l'articulation des prises en charge et l'efficience des suivis.

- **Le travail des équipes de prévention est connu et reconnu sur le territoire.**

Les partenaires décrivent les éducateurs comme disponibles et accessibles.

- « Relations partenariales avec les éducateurs faciles et fluides »
- « Partenaires référents sur qui on peut compter »
- « Partenariat fort avec les services de la ville basé sur la confiance »

- **Qualité professionnelle, ouverture et lisibilité**

De l'avis de professionnels qui ont travaillé sur d'autres territoires, le CEPFI a une qualité d'intervention sur ses différentes actions, une ouverture et une lisibilité qu'ils n'ont pas rencontrés ailleurs.

Ce qui caractérise la prévention spécialisée dans les témoignages des participants :

- La bonne connaissance du public et des caractéristiques du territoire

- « La connaissance aigüe du public, maillage important »
- « Recours utile car connaissance du territoire »
- « Echange riche de par leur connaissance du terrain »

- la réactivité et la rapidité des prises en charge

- « réponse rapide et réactivité »
- « Rapidité de la prise en charge et regard croisé sur des situations de crise »
- « Soutien sur des problématiques individuelles ou collectives »

- un travail commun sur les suivis et situations difficiles

- « Vécu partagé »
- « Disponibilité et complémentarité, partage de situation »
- « Travail commun sur des situations »

- la relation de confiance avec le public

- « Bonne relation de confiance avec les jeunes »
- « Equipe bien connue des familles »
- « Adaptation au cas par cas, disponibilité, réactivité, lien avec les familles »

- la prévention spécialisée vécue comme un relais sur le territoire

Facilitateur d'adhésion au projet pour les jeunes
Aide à recréer du lien sur quartier
Relais, source d'infos et de connaissances, appui sur problématiques de jeunes

- la prévention spécialisée vue comme un « trait d'union »² avec les publics

Les relations de confiance établies par les éducateurs du CEPFI avec les jeunes et les familles facilitent les relations des institutions avec les publics. Les exemples donnés par la PJJ et

² L'expression de « **trait d'union** » pour caractériser l'intervention des éducateurs a été utilisée par M. DOGO, principal de collège dans le cadre du Conseil d'administration de novembre dernier où nous avons présenté notre travail de Diagnostic Territorial Partagé.

l'Education nationale montrent que cette confiance permet d'instaurer une relation avec des publics distants ou en rupture avec les institutions (cf. témoignage de la PJJ en annexe de ce rapport).

- Diversité des actions menées sur le territoire

La diversité des actions est à la fois dans le mode d'intervention, la construction de l'action et le partenariat mis en place.

- La valeur ajoutée du CEPFI : les participants évoquent également les interventions des autres services du CEPFI

Le PEF et le PAEJ : pour la prise en charge psychologique des jeunes et des familles.

Les partenaires évoquent également leur intérêt pour les formations proposées par le Point Ecoute Famille sur les problématiques des adolescents et la parentalité.

La Formathèque : les ateliers numériques et linguistiques réalisés en lien avec les centres sociaux du territoire pour aider les publics à s'approprier les usages numériques indispensables à leur insertion.

Principales problématiques évoquées lors des comités techniques

En préambule des 2 comités, le président du CEPFI rappelle la situation financière de la prévention spécialisée sur le territoire

Sur le plan financier, il précise que le manque de financement (deux collectivités n'ont pas pu apporter la contribution demandée) remet en cause nos moyens de répondre aux problématiques des publics sur les villes dont les données révèlent un niveau de difficulté majeur qui justifierait d'y renforcer notre intervention.

Outre les difficultés récurrentes des publics fragilisés, les comités techniques ont particulièrement mis à jour les problématiques suivantes :

- les restrictions budgétaires et les réorganisations institutionnelles ont un impact direct sur la prise en charge des publics notamment en ce qui concerne :

- l'hébergement (dont les nuitées d'hôtel). Les hébergements précaires augmentent ce qui entraîne un marché parallèle dans ce domaine

- Les mesures éducatives : liste d'attente et délai qui ne font que s'allonger (AED, AEMO, contrat jeune majeur, les mineurs non accompagnés...)

- Les éducateurs pallient des manques et accompagnent les publics dans leurs démarches pour qu'ils ne se retrouvent pas en rupture. Cet accompagnement est un préalable indispensable à toute action éducative.

- Les prises en charges psychologiques au sein des CPM et CMPP dont les temps d'attente en général s'accroissent et dépassent un an.

Cette réalité engendre un accompagnement plus long dans le temps des jeunes de la prévention spécialisée.

- La baisse de nos moyens financiers (cf. ci-dessus) remet en cause également la possibilité de poursuivre l'organisation des séjours éducatifs indispensables pour engager un travail éducatif en profondeur avec des jeunes hors de leur territoire, faire évoluer les comportements, prévenir les décrochages et les ruptures.

- des problématiques plus complexes et moins de solutions mobilisables

La multiplicité, le cumul et la complexité des difficultés rencontrées par les jeunes et leur famille (chômage, logement, pratiques à risque, parentalité précoce...) et le manque de réponse des dispositifs. Cette réalité complexifie le travail au quotidien des éducateurs et des travailleurs sociaux de manière générale.

- développement des marchés parallèles (drogue et hébergement)

- les phénomènes liés aux réseaux sociaux :

Harcèlement amplifié par les réseaux sociaux.

Images violentes diffusées par Internet.

Scènes de violences filmées et diffusées avec les téléphones portables.

Les jeunes ne mesurent pas les conséquences lourdes de ces comportements ni les risques qu'ils encourent sur le plan pénal.

Ce constat est partagé par l'ensemble des partenaires.

- les addictions

- aux écrans

- aux drogues

- **problématique liée à la dématérialisation des démarches administratives.** L'ensemble des démarches administratives se fait désormais via des sites Internet (CAF, pôle emploi, sécurité sociale...). Le tout numérique engendre une nouvelle forme d'exclusion : la fracture numérique. Le public qui ne maîtrise pas ces outils se sent démuné et perdu. Cet illettrisme numérique accroît la désocialisation du public et le coupe des institutions. Ces dernières ont en quelque sorte transféré leurs charges indirectement sur les services médico-sociaux/scolaires. En effet, Les éducateurs comme les autres travailleurs sociaux tentent de pallier les difficultés de leur public en les aidant dans les démarches administratives numériques. Beaucoup d'acteurs de terrain considèrent que ce travail n'est pas leur cœur de métier et qu'il ne peut se faire qu'au détriment des suivis individuels

Les travailleurs sociaux se perdent quelquefois eux-mêmes dans les démarches via le numérique. L'apprentissage au sein de l'éducation nationale ne peut suffire (évolutions des outils, technicité de certaines démarches...). Et l'E.N. ne peut répondre à tous.

- conflits entre les territoires

- ✓ Saint-Michel-sur-Orge et Sainte-Geneviève-des-Bois : les conflits récurrents entre les jeunes de ces deux villes ont donné lieu à un évènement tragique.

- ✓ Brétigny-sur-Orge et Saint-Michel-sur-Orge: des rivalités ont aussi donné lieu à des affrontements entre les jeunes de Brétigny et ceux de Saint-Michel-sur-Orge
- ✓ Sainte-Geneviève-des-Bois et Fleury-Mérogis : les tensions régulières entre ces deux villes éclatent notamment au sein des établissements scolaires.

Certains jeunes ne peuvent plus aller d'une ville à l'autre. Ces conflits entraînent des problèmes de déscolarisation. Un jeune rescolarisé dans un établissement au sein d'un quartier rival peut craindre de s'y rendre ou décrocher par peur de représailles violentes.

-Problématique de santé mentale

Toutes les villes déplorent des délais de plus d'un an pour accéder aux soins.

Cette problématique majeure soulignée récemment par un rapport national est particulièrement citée sur les villes de Fleury- Mérogis et Morsang-sur-Orge. Elle est particulièrement préoccupante pour les publics les plus vulnérables de notre territoire.

- Les mineurs sans papier non accompagnés

Ce public démuné nécessite beaucoup de temps et un fort investissement de la part des éducateurs qui sont souvent confrontés à une impasse sans prise en charge institutionnelle.

A saint-Michel-sur Orge un collectif solidarité vient appuyer les éducateurs dans leur accompagnement

Cette problématique est particulièrement citée sur les villes de Saint-Michel -sur Orge et Fleury- Mérogis

- difficultés à recruter des éducateurs en prévention spécialisée

Peu de candidatures qui conviennent au travail spécifique en prévention spécialisée et une enveloppe budgétaire ne permettant pas de recruter des éducateurs expérimentés.

IV. LES ACTIONS DE LA PREVENTION SPECIALISEE : synthèse par activité, déclinaison sur le territoire, constat et orientations au regard du diagnostic.

Bilan statistique des activités 2018

	Nombre de jeunes	Nombre de filles	Nombre de garçons
Travail de rue	1139	315	824
Rencontres collectives	1290	450	840
Accueil dans les locaux	721	265	456
Soutiens scolaires	116	63	53
Sorties éducatives	264	113	151
Soirées et actions dans les locaux	341	147	194
Séjours éducatifs	93	31	62
Ateliers d'expression	194	76	118
Animations de quartiers	1007	425	582
Chantiers éducatifs	95	29	66
Interventions Education nationale	2045	1006	1039
Suivis individuels	861	294	567
TOTAL	8166	3214	4952

TRAVAIL DE RUE

- Connaître, se faire connaître.
- Être perçu comme « légitime » sur le quartier
- Percevoir les tensions et les crises éventuelles à travers une présence éducative active sur les quartiers.
- Développer et maintenir une démarche de diagnostic.

Type de public : majoritairement des jeunes en situation professionnelle, sociale ou scolaire fragile.

Considéré comme un temps de « déambulation active », le travail de rue est un réel temps de travail qui doit, par son offre éducative, chercher à créer les conditions de la rencontre. Il est un des éléments de la légitimité nécessaire que chaque éducateur de l'équipe doit chercher à acquérir sur le terrain. L'éducateur se rend visible, se fait identifier, en tant que tel, par les jeunes. S'il doit chercher à se faire identifier par les jeunes, il doit, pour autant respecter « l'entre soi juvénile » et donc inscrire son action dans la discrétion et la confidentialité nécessaires à la recherche de la confiance.

Il se pratique au moins à deux pour des raisons éducatives (ce qui peut ne pas fonctionner avec l'un peut fonctionner avec l'autre) et de sécurité.

Par cette pratique, les éducateurs sont amenés à fréquenter tous les espaces non institutionnels car travailler dans la rue, c'est aller à la rencontre des jeunes, là où ils se trouvent. Incompatible avec un cadre horaire trop rigide, cette pratique demande une présence régulière et une disponibilité favorable au développement d'une relation.

Approche fondamentale à toute action de prévention spécialisée, le travail de rue se présente comme le point de départ des accompagnements éducatifs et des projets d'actions adaptées. Souvent difficile à définir et à comprendre, pour les néophytes, cette approche reste nécessaire pour ne pas perdre le contact avec une réalité de terrain souvent changeante et pour permettre un renouvellement du public.

S'implanter sur un lieu signifie dans les premiers temps, supporter l'indifférence, la méfiance voire l'hostilité signifiée du public avec lequel les éducateurs cherchent à établir une relation. Mais, accepter et respecter ce mode de fonctionnement, écouter et observer, trouve sa justification dans son prolongement dans d'autres types d'actions éducatives.

L'important étant d'acquérir et de préserver une légitimité d'existence sur le quartier.

Ce travail n'a de validité et de sens que tant qu'il reste dans une dimension éducative. Il ne peut se confondre avec un travail de surveillance, de maintien de l'ordre, de protection des biens et des personnes.

Ainsi, il faut admettre qu'à certains moments et dans certaines circonstances les éducateurs considèrent qu'ils ne sont plus vraiment dans un travail éducatif (témoins de pratiques délinquantes).

Diagnostic par ville

MORSANG/ORGE

Sur la ville de Morsang, nous rencontrons un public diversifié avec beaucoup de familles en difficultés, dont beaucoup de jeunes majeurs avec enfants. Nous constatons sur le terrain

des consommations excessives d'alcool ou de cannabis de plus en plus tôt, un décrochage scolaire et une forte opposition à toutes les possibilités de formation.

En accord avec la Mairie de Morsang/orge, il avait été convenu d'intervenir prioritairement sur les quartiers du haut de Morsang/orge à savoir, le Square Louise Michel, le Square Jean Lurçat, le Square du 8 Mai 1945, le Progrès et la Guérinière. A cette époque, le service municipal de la jeunesse (SMJ) était investi s'impliquait auprès des jeunes du Square Jean Morlet mais depuis 2018, les éducateurs interviennent également sur ce quartier en lien avec les représentants locaux.

- ***Square Louise Michel***

Notre présence au plus près d'une population souvent précarisée a grandement facilité notre immersion. Les habitants n'hésitent plus à nous solliciter. Après avoir constaté qu'il y avait beaucoup de tensions entre les habitants, nous avons élaboré des projets autour de l'idée du bien vivre ensemble. Ainsi, nous associons à notre travail auprès des jeunes les plus vulnérables des actions de quartier auprès des habitants les plus fragiles à travers notamment des temps de convivialité partagée.

Des conflits entre habitants subsistent encore, mais il y a tout de même de nettes améliorations. Notre action a permis d'instaurer un dialogue qui a apaisé les tensions. Toutefois, la présence de jeunes « dérangeants » qui dégradent les cages d'escaliers, salissent les espaces publics et font parfois du « deal » reste un sujet polémique.

- ***Square Jean Morlet***

Notre présence sur ce quartier à travers le travail de rue et des permanences dans un local nous montre que les problèmes y sont similaires à ceux cités ci-dessus.

FLEURY-MEROGIS

C'est une ville plutôt enclavée entre le centre pénitentiaire le plus vaste d'Europe (près de 5000 détenus) et l'autoroute de Sud. Elle se situe à 15/20 minutes de transport minimum des gares RER les plus proches (SGDB, Juvisy).

La ville est en pleine expansion avec un parc considérable de logements sociaux. La grande majorité des habitants est constituée de catégories socioprofessionnelles modestes, employés ou ouvriers. Beaucoup de jeunes ont décroché très tôt leur scolarité. Ils se retrouvent en errance avec peu de possibilités professionnelles malgré un bassin d'emploi exponentiel. Il y a beaucoup de familles déracinées en détresse sociale et affective... En somme, le contexte général est très fragile et recouvre de très nombreuses problématiques sociales. Plus de 50% de la population de moins de 30 ans. Cette commune cumule des problèmes sociaux majeurs. De toutes les villes du TEPS, elle est la plus préoccupante pour l'action éducative de prévention.

Depuis quelques années, nous couvrons ce territoire qui n'avait jamais connu de Prévention Spécialisée.

L'équipe a dû acquérir et développer une connaissance plus importante des quartiers, une souplesse et une créativité d'action, dans un secteur où la nature des difficultés est en constante évolution.

- ***Quartier des Aunettes***

C'est un des 2 anciens quartiers d'intervention, 11 immeubles regroupent 400 logements sociaux au total.

Les Aunettes ont été rénovées et réhabilitées en façades extérieures, il y a moins de 3 ans.

Malgré cette façade récente, le quartier concentre beaucoup de problématiques différentes et multiples (précarité sociale, financière, mentale, surpopulation dans le même logement, logement insalubre, addictions diverses, violences verbales, physiques...).

Pour éviter une précarisation totale, certains locataires tentent de se regrouper en association et ils nous sollicitent parfois pour le faire (soit par la création de nouvelles associations, soit en redynamisant celles existantes).

La jeunesse concernée est consciente des difficultés. Certains jeunes souhaiteraient aussi s'engager, mais leur situation sociale et leurs difficultés multiples les empêchent de s'investir pleinement dans un mouvement citoyen.

- **Les Joncs Marin**

Ce nouveau quartier a été pensé pour favoriser la mixité sociale entre propriétaires et locataires d'HLM. Il est situé autour des Aunettes. Il s'étale jusqu'à la limite amenant à SGDB. Son apparition a vite fait surgir les difficultés liées à la concentration de certaines familles en difficultés sociales, éducatives et financières sur le même secteur. Ceci n'est pas sans générer des tensions de voisinage... On constate un manque de moyens pour soutenir et accueillir cette population : classes surchargées, collège surpeuplé, pas de suivi psychologique, carences de suivis sociaux, association d'aide humanitaire dépassée par l'inflation permanente de personnes en situation de précarité...

Nous suivons des jeunes et adultes marginalisés du centre commercial (problématiques différentes : alcool, cannabis, orientation MPDH) que nous rencontrons au café ou sur le quartier

Dans notre travail de rue, nous avons observé une recrudescence de personnes sans papiers : réfugiés politiques, économiques ou personnes issues de l'Est de l'union européenne comme les « Roms ». Beaucoup d'entre eux ne maîtrisent pas le français. Ces jeunes marginalisés nous ont repérés comme des possibles soutiens. Nous les aidons à constituer un dossier administratif solide pour les demandes d'asile, d'aides sociales et de logement. Pour y arriver nous demandons le soutien du CADA, de la préfecture, des associations caritatives, des structures d'accueil d'urgence... Le soutien apporté à ces jeunes que nous rencontrons dans la rue se fait dans un contexte général d'insuffisance des moyens locaux (beaucoup de problématiques à Fleury/ très peu de moyens locaux).

Nous effectuons régulièrement un travail de soutien auprès des mineurs isolés qui errent sur la ville à la recherche d'un soutien et particulièrement d'un hébergement. Nous y sommes très sensibles et nous essayons de trouver des solutions d'aides en lien avec nos partenaires.

SAINTE GENEVIÈVE DES BOIS

C'est la commune la plus peuplée du TEPS mais nous n'avons plus d'implantation au sein d'un local depuis deux ans. Pour notre équipe, implantée depuis une quinzaine d'années sur les quartiers, il y a une continuité éducative. Ce lien de confiance établi depuis des années est fortement reconnu par la population en difficulté.

L'équipe éducative de Ste Geneviève des Bois travaille depuis de nombreuses années sur les quartiers d'intervention prioritaires.

L'ensemble de ces quartiers (*Les Aunettes, la Grange aux cerfs* et *la Héronnière*) sont investis par l'équipe dans le cadre du « travail de rue ». Le travail de rue est un outil qui permet l'établissement et l'entretien d'une relation avec les jeunes, les habitants, le quartier, les partenaires. Sa spécificité le rend essentiel à la pratique éducative en prévention spécialisée, il vient compléter nos autres modes d'intervention.

Les actions engagées diffèrent en fonction des besoins, du public et des structures présentes sur chaque quartier.

- ***Quartier des Aunettes (Pergaud, Les fées, St Hubert, le canal)***

Ce grand quartier se caractérise par une densité de population logée dans des logements sociaux. Les difficultés économiques et sociales sont multiples. Il y a de très nombreux jeunes adolescents et on y a implanté deux collèges. Nous y intervenons depuis plusieurs années et nous avons des temps de présence à la sortie des collèges qui cristallisent les tensions.

Il existe beaucoup de bonnes intentions au sein des quartiers, mais celles-ci ont du mal à se réaliser par manque de temps, de personnes ou de réseaux. Nous avons donc travaillé une bonne partie de l'année à reconstruire ces relations qui, si elles ne sont pas entretenues, se délitent. Nous rencontrons toujours des jeunes et nous en avons accompagné certains qui souhaitent s'investir et développer des initiatives sur les quartiers.

L'équipe a fixé 4 temps hebdomadaires réguliers de travail de rue sur ces quartiers.

Le public nous connaît très bien et vient facilement à notre rencontre. Toutefois, ce travail de présence sociale est fortement marqué par notre obligation de stationner dans la rue dans des conditions météo parfois compliquées, sans pouvoir attirer les jeunes dans un local d'accueil. Nous sommes contraints d'effectuer de nombreux déplacements en voiture pour amener et ramener les jeunes au local situé à Saint Michel.

SAINT-MICHEL SUR ORGE

L'association ayant été créée à Saint-Michel en 1989, l'équipe du CEPFI a toujours eu un ancrage important dans cette ville.

Notre équipe est implantée depuis toujours sur les quartiers. Nous ressentons au quotidien cette continuité éducative. Il nous arrive souvent d'être sollicité par d'anciens jeunes suivis devenus parents. Ce lien de confiance établi depuis des années est fortement reconnu par la population en difficulté. Même si nous sommes présents depuis 30 ans sur la ville, notre approche se renouvelle au quotidien. Ainsi nous rencontrons toujours de nouveaux jeunes, grâce au travail de rue, la présence sociale, le lien avec les partenaires, et par conséquent nous sommes amenés à rencontrer de nouvelles familles. Ce travail nécessite du temps, de la patience et toujours de la prudence pour ne pas arriver en terrain conquis.

Notre présence est importante sur les différents quartiers de la ville avec une priorité sur :

- ***Le Bois des Roches (Centre commercial et Descartes), les Genêts, la Fontaine de l'Orme***

Ces trois quartiers concentrent un certain nombre de problèmes. La journée, ils sont assez calmes mais le soir, ils sont investis par les jeunes en difficulté qui stationnent dans la rue ou squattent des halls. Notre démarche consiste également à attirer les jeunes vers le local pour

des suivis individuels ou des activités de groupe. Ils nous connaissent bien nous font confiance et viennent volontiers.

BRÉTIGNY SUR ORGE

Avec Sainte-Geneviève-des-Bois, Brétigny-sur-Orge est une des communes les plus peuplées du TEPS. Cependant cette densité ne se ressent pas forcément au vu de l'étendue du territoire et de ses caractéristiques de commune mi- rurale et mi- urbaine.

La ville semble s'être développée secteurs par secteurs, ce qui entraîne des formes de logements bien distinctes et des offres de services plus ou moins bien réparties. Cette forme d'urbanisation amène des problèmes de circulation entre les différents quartiers, certaines disparités sociales et économiques ainsi qu'un fort sentiment, chez les jeunes, d'appartenance à un territoire, de rivalité, de concurrence et voire d'exclusion.

L'équipe de prévention intervient sur le territoire de Brétigny sur Orge depuis 2004. Cette mise en place s'est faite en même temps que celle du schéma départemental qui a marqué un nouveau tournant dans le secteur de la prévention spécialisée à travers le regroupement des clubs et équipes en territoire d'actions concertées (TAC) dans un premier temps puis en Territoire de la prévention spécialisée (TEPS), et un centrage des missions en direction des mineurs de 11 à 21 ans.

Le CEPFI intervient sur l'ensemble du territoire de Brétigny sur Orge. Lors de la mise en place de cette mission de prévention, les objectifs du service étaient prioritairement de connaître et se faire connaître, sur ce territoire nouveau, afin d'établir une relation de confiance pour pouvoir mettre en place des suivis éducatifs et des actions collectives.

La ville est restée plus d'un an sans éducateur, nous entraînant dans une longue période d'immersion afin de se faire reconnaître au sein des quartiers mais aussi auprès de tous les acteurs locaux. Au vu de la particularité de la ville (territoire étendu) et en accord avec la municipalité, nous avons fait le choix de cibler certains quartiers (***La Fontaine/Carrouge, Les Ardrets, Rosières, avec d'autres secteurs dont Branly***).

- Les quartiers Est : ***Bois de Vétille / 80 Arpents / Les Ardrets***

Une présence sociale importante s'effectue sur le quartier des Ardrets. Sa construction circulaire, donne sur un espace vert, un city stade et une aire de jeux (récente) que ce sont appropriés jeunes et familles. Cet aspect populaire a favorisé l'action de travail de rue et la création de liens avec les habitants.

- Les quartiers Nord : ***La Fontaine / Sablière / Rosière***

De même qu'aux Ardrets le quartier de La Fontaine est largement couvert par le travail de rue. Cependant nous pouvons constater que les espaces publics ne sont pas utilisés et fréquentés de la même manière. A notre arrivée en 2004, l'allée du Parc du Château, très ombragée et un peu dissimulée aux yeux des riverains favorisait les regroupements de jeunes adultes. Le City stade était également un lieu de divertissement largement investi par les adolescents. Après la réfection du quartier et l'abatage de tous les arbres arborant l'allée, les groupes se sont délocalisés investissant l'espace commercial. Devenu, dès lors, très visibles, les jeunes de ce secteur semblent aujourd'hui poser un réel problème aux riverains et commerçants.

Malgré les espaces verts et les espaces de jeux dans le quartier Rosière ainsi que par manque de temps, nous n'avons jamais réussi à établir une relation avec le quartier. Nous pouvons juste souligner, que dans le cadre des suivis individuels, nous avons pu voir la précarité dans laquelle se trouvent les habitants de ce quartier.

- Autres secteurs de Brétigny (**Branly, Centre-ville, Maison Neuve,...**)

Nous pouvons aujourd'hui dire que le service reçoit des jeunes de la commune entière malgré le fait que certaines zones ne soient pas couvertes par une présence sociale. Une tranche d'âge assez variée et des publics très différents nous sollicitent.

En plus des quartiers prioritaires tels que Les Ardrets, Branly mais aussi La fontaine, nous adaptons notre présence à celle des lieux de fixation tel que **la gare, Collenot, la marinière ainsi que la sortie des collèges**. Nous avons également investi le nouveau éco quartier (**Bois Badeau**) qui est toujours en cours de développement.

Notre présence est très importante sur les différents quartiers de la ville avec une priorité sur les Ardrets, la Fontaine, Branly et Bois Badeau ainsi que la gare. Le contact avec les jeunes s'instaure de façon régulière et positive.

Constat global

Sur le TEPS des 5 villes, notre présence est de plus en plus facile avec le temps. Les regroupements sont moindres, mais davantage problématiques. Ce constat s'explique peut-être par un accroissement du phénomène d'insécurité et d'un sentiment de culpabilité chez les parents habitant dans les quartiers sensibles. De nombreux parents nous disent leur inquiétude de voir sortir leurs jeunes enfants, tout en regrettant parfois de ne pas pouvoir les en empêcher.

Nous constatons un enfermement dans les quartiers, entraînant parfois des guerres de territoires.

Ce vase clos territorial souligne un manque d'ouverture des jeunes sur le monde extérieur

Le climat dans les quartiers se dégrade d'années en années et les regroupements communautaires se développent, avec des risques de ruptures radicales.

De plus, la tentation du renfermement ambiant est renforcée par l'essor des réseaux sociaux, des jeux vidéo, des émissions télévisées et d'Internet qui confinent le jeune dans le foyer familial.

Les problématiques personnelles demeurent et sont de fait plus difficiles à percevoir car plus concentrées sur la « sphère intime ». Ces jeunes « invisibles » souffrent de la même façon dont leur quartier est connoté. Pour se sentir exister ils explorent toutes sortes de conduites à risque. Ce sont les même jeunes qui supportent également toutes les formes de violence et d'inégalité (sexuelles pour les filles, racistes, ségrégation à l'emploi...).

D'autre part, la rue, le quartier ne sont plus des lieux neutres de rencontres. Les quartiers sont exposés à devenir des « territoires d'exploitations illégales » pour certains jeunes adultes. Malgré la vidéo surveillance et une présence policière, le trafic de stupéfiants s'enkyste sur les quartiers et développe les risques d'addictions et de délinquance pour les plus jeunes. Ils consomment avec le risque de s'impliquer de plus en plus tôt dans des dispositifs de type semi-mafieux.

Orientations

Il apparaît plus que jamais nécessaire de maintenir le travail de rue et la présence sociale sur ce territoire auprès des populations juvéniles vulnérables. En maintenant notre approche « neutre » et bienveillante, nous acquérons une forte légitimité. Sans être des agents d'ordre social, nous veillons à apaiser les tensions et à moduler les représentations négatives. Pour éviter les conflits et l'agressivité, nous tentons en permanence de retisser des relations plus citoyennes et solidaires sur les quartiers. La transversalité des actions que nous mettons en place en lien les services locaux a pour but d'apaiser ces conflits entretenus par des craintes territoriales et des systèmes délictueux. Nous poursuivrons ce travail d'observation, de contacts et de liaisons sociales dans le respect de l'éthique de notre démarche éducative.

ACCUEIL AU LOCAL

- Proposer un temps et un lieu de parole et d'écoute aux jeunes.
- Présenter les missions de l'équipe de prévention.
- Offrir la possibilité d'entamer un accompagnement éducatif et social
- Favoriser les échanges partenariaux de proximité

Type de public :

Demandeurs d'emploi, jeunes scolarisés jeunes en rupture, en formation.

Les éducateurs disposent (en général) d'un local d'accueil mis à disposition par les communes où ils interviennent.

Sur chaque secteur, l'action est organisée à partir des locaux sur les quartiers. Ce sont des lieux de contact, de rendez-vous, d'activités, de permanences.

Les éducateurs tiennent des permanences, temps réservés durant lesquels ils se rendent disponibles à toutes visites et demandes de jeunes mais l'expérience montre que c'est dans la fréquentation régulière du local que les jeunes sollicitent le plus les éducateurs.

Des locaux dédiés à la Prévention spécialisée sont mis à disposition par les villes de :

- Saint-Michel-sur-Orge : 27 rue de la Fontaine de l'Orme 91 240
- Brétigny-sur-Orge : 3, rue Louis Sébastien Lenormand.
- Morsang-sur-Orge : 2, Square Louise Michel –
- A Sainte-Geneviève-des-Bois nous ne disposons plus de locaux depuis novembre 2016.
- A Fleury-Mérogis, nous ne disposons toujours d'aucun local. La « Réussite Éducative » (RE) de Fleury-Mérogis met à disposition un bureau 3 fois par semaine pour l'accueil des jeunes et des familles.

Le manque de local sur les deux villes qui concentrent les problématiques les plus importantes de notre territoire rend notre travail éducatif plus compliqué encore sur ces deux villes. Les jeunes ne disposent surtout pas d'un lieu dans lequel ils peuvent venir rencontrer un éducateur pour des problèmes quotidiens ou dans des situations parfois graves ou urgentes.

De nombreux partenaires regrettent que nous ne soyons plus implantés dans un local à Sainte-Geneviève. La ville recherche une solution de local mais les délais sont depuis plus de deux ans reportés.

Le local participe de la légitimité de l'action éducative sur le territoire. Les jeunes sont accueillis librement, sans qu'il soit défini, « à priori » de contenu à ce temps d'échange. D'autres activités support de la relation éducative peuvent être mises en place au local. Avoir des locaux fixes est important afin que notre public comme nos partenaires puissent connaître le lieu où nous pouvons être identifiés et joignables.

A son origine, points de rendez-vous pour les accompagnements individuels, les locaux des éducateurs de Saint-Michel-sur-Orge, de Brétigny-sur-Orge, de Morsang-sur-Orge sont devenus, sous l'impulsion des jeunes et des différents éducateurs, des lieux de contact et d'accueil spécifiques très fréquentés. C'est du local que partent beaucoup d'initiatives individuelles ou collectives.

Aucun motif précis n'est nécessaire pour se rendre au local. Il se veut être un lieu où le jeune se sent accepté comme il est, reconnu et respecté.

La nature de la venue des jeunes au local est diverse et variée. D'une simple visite à une demande urgente (ou présentée en tant que telle) en passant par un renseignement ou un questionnement, les jeunes passent toute la semaine au local de façon régulière pour certains et occasionnelle pour d'autres. Le constat majeur est que le mouvement vers les locaux est régulier, devenu quasiment naturel pour les jeunes, signe de l'implantation des équipes. La grande majorité de ces jeunes, pourtant difficiles, est respectueuse des personnes et du matériel.

Depuis quelques années nous avons proposé des actions collectives au sein des locaux (jeux, repas, soirées foot, soins, photos...) Ces temps d'activités, assez faciles à préparer et au coût peu élevé, permettent de tisser des relations intéressantes et intensifient la relation de confiance entre jeunes et éducateurs. Ces rencontres se déroulent le plus souvent en soirée et débouchent bien souvent sur la mise en place de suivis individuels ou d'actions collectives.

Les échanges sont riches et permettent de percevoir ou de confirmer les conflits sur la ville ou entre villes. Ces temps de médiations éducatives sont opérants en termes de partage et de convivialité. Le support repas et l'alimentation en général devient un outil éducatif de plus en plus prégnant. Les garçons apprennent et découvrent un univers qui leur est inconnu. Ils sont maladroits dans les préparations et peu habitués au repas collectif.

Bien évidemment, organisés le soir, ces temps ne sont guère favorables à la participation des filles qui n'obtiennent pas facilement l'accord pour sortir. Pourtant elles sont désireuses de participer, mais sont souvent freinées par leur famille. Grâce à la confiance de nombreuses familles, nous arrivons parfois à faire céder ces interdits et les échanges sont ouverts et détendus.

Synthèse par ville

MORSANG/ORGE

Le local éducatif est situé 2, Square Louise Michel

Nous avons commencé notre travail en 2005 sur l'ensemble des quartiers prioritaires de la ville. La mairie nous avait mis à disposition un local associatif Square du 8 mai afin que l'on puisse y effectuer une aide aux devoirs et différentes activités éducatives (ciné débat, soirée jeunes...). Ce temps de présence à l'aide aux devoirs était très investi par les jeunes et les familles. Cela nous a permis d'être identifiés par les publics de ces quartiers et d'amorcer un travail spécifique d'accompagnements. Nous pouvions y recevoir jusqu'à 30 jeunes.

Ce local initial a permis à l'équipe éducative d'être identifié comme une entité spécifique sur la commune. En 2012, la mairie de Morsang nous accordé un local distinctif au sein de la résidence Louise Michel.

Nous avons transféré l'aide aux devoirs au square Louise Michel où nous avons obtenu un local en 2012. Ce local fut un « accélérateur » dans notre travail. Notre présence au plus près d'une population souvent précarisée a grandement facilité notre immersion. Les habitants n'hésitent plus à nous solliciter.

En 2018, la ville nous a attribué un autre espace d'accueil à Jean Morlet. Nous avons partagé notre permanence en partenariat avec la Mission Locale pour optimiser les suivis et l'insertion des jeunes. Nous y avons installé une nouvelle aide aux devoirs une après-midi par semaine.

Grâce à cette double implantation, nous avons constaté une nette augmentation des sollicitations de la population, (augmentation des suivis, multiplications des interventions auprès des partenaires etc.).

La mise à disposition de locaux conforte notre visibilité pour les jeunes et les solutions positive d'insertion au sein de la ville. Le soutien de la mairie de Morsang/Orge pour renforcer notre implantation sur ces deux quartiers a joué un rôle précieux.

FLEURY-MEROGIS

Nous ne disposons pas d'un local de prévention spécialisée à Fleury-Mérogis.

Nous travaillons en partenariat avec le Service Municipal de la Jeunesse (animation jeunesse et famille, Point Information jeunesse) et nous sommes accueillis dans les locaux de la Réussite Éducative. Cet accueil a facilité notre organisation et notre travail avec un public plus jeune souvent accompagné par leurs familles. Nous avons une approche spécifique, cependant, les habitants ne font pas toujours la distinction entre les différents services. Les jeunes et les familles sont un peu perdus entre éducateurs et personnels mairie et font souvent l'amalgame. Par ailleurs, nous ne pouvons pas accueillir les marginaux très marqués que nous avons repérés dans le travail de rue qui ont des comportements difficiles à supporter pour l'organisation de travail de la RE et du SMJ.

La plupart des jeunes marginalisés en grande difficulté (addictions, violences, santé mentale...) viennent spontanément en dehors des créneaux horaires avec une demande immédiate et une incapacité à supporter toutes frustrations et tous cadres contenant. Ainsi, ces comportements souvent excessifs et provocateurs, déroutent et parfois inquiètent ces deux services qui accueillent en majorité des familles et des jeunes enfants. Nous restons néanmoins en contact avec ces jeunes en les rencontrant au café du centre commercial.

Il semble évident qu'avec un local éducatif spécifique nous pourrions être davantage identifié par les jeunes vulnérables et avoir une action éducative plus efficace.

Nous déplorons vraiment ce manque de locaux. L'utilisation des locaux de la RE et le contact avec les professionnels est une opportunité partenariale. Cependant, les jeunes en voie de marginalisation ou marginalisés qui sont un public prioritaire pour la Prévention spécialisée, ne peuvent pas toujours être reçus et acceptés au sein de ces locaux accueillant un public familial. Par ailleurs, dans un local commun, il subsiste encore une certaine confusion quant à nos rôles éducatifs. Nous sommes plutôt perçus comme des assistant sociaux voire des bénévoles car nous devons trop souvent nous substituer à des dispositifs administratifs ou sociaux.

Un local spécifique nous permettrait de recevoir tous les publics vulnérables sans les stigmatiser et d'asseoir notre visibilité pour l'ensemble des jeunes du territoire. Nous disposerions d'un lieu d'accueil identifié qui faciliterait l'efficacité de toutes nos actions.

SAINTE GENEVIÈVE DES BOIS

Depuis plus de dix ans, notre service est reconnu par la majorité des acteurs sociaux, éducatifs et par les habitants. Initialement, le local éducatif était situé aux Aunettes jusqu'en 2016. A ce jour, nous sommes toujours en attente d'un autre lieu d'accueil et nous faisons des allers et retours pour emmener des jeunes de Sainte Geneviève dans les locaux du siège à Saint-Michel. En outre, les conflits endémiques de territoire entre des quartiers de Saint Michel et Sainte Geneviève suscitent toujours la crainte de traverser des territoires ennemis. Surtout après le drame violent qui a failli tuer un des jeunes de Saint Michel en 2018. Pour voir les jeunes individuellement au local, nous multiplions donc les allers/retours. Cette situation transitoire devient très pénible et est vécue par l'équipe comme une sorte d'exclusion par la commune.

La perte du local a diminué nos possibilités d'accompagnement pour prendre en charge des problèmes que nous constatons auprès des jeunes que nous rencontrons dans la rue ou lors de nos interventions au sein des établissements scolaires. Ce manque d'implantation sur la commune a généré moins de demandes et de solutions pour développer un travail éducatif efficace.

SAINT-MICHEL SUR ORGE

Le local éducatif est situé dans la cour du siège: 27 rue de la Fontaine de l'Orme

Les permanences assurées par les éducateurs au local de Saint-Michel sont fréquentées régulièrement par de nombreux jeunes (180 sur le premier semestre). Le local implanté près du siège est donc un lieu de rencontres et d'échanges interactifs. Ce lieu très identifié favorise le travail en réseau et l'accueil de toute la population juvénile et familiale en demande de soutien.

Une conseillère de la Mission Locale avec qui nous travaillons très étroitement assure un temps de présence pour rencontrer les jeunes accueillis au sein de notre local.

Par ailleurs, la proximité avec le PEF (Point Écoute Famille) permet d'orienter plus facilement les familles et les adolescents. L'équipe de psychologues du PEF nous aide articuler les prises en charges individuelles et familiales.

BRÉTIGNY SUR ORGE

Le local éducatif est situé : 3, rue Louis Sébastien Lenormand.

La mise à disposition d'un local éducatif en 2006 par la ville nous a permis de développer notre intervention et de mettre en place différentes actions. Lieu de passage régulier, le local reçoit les jeunes avec ou sans rendez-vous que ce soit dans le cadre d'un suivi intensif ou dans le but de régler un souci administratif ou technique. Ces suivis nécessitent bien souvent un partenariat avec les services municipaux et autres structures présentes sur la ville.

Notre accueil spécifique permet d'instaurer et/ou de restaurer le lien du jeune avec son environnement. Nous utilisons différentes modalités d'actions tel que : l'accompagnement individuel, l'aide au devoir (au local ou au Sorbier), des activités culturelles, des séjours, des projets en dehors des quartiers... qui sont autant d'espaces favorisant la compréhension des modes de socialisation prédominant dans notre société.

Constat et orientations

Notre présence au sein des locaux qui nous sont attribués est identifié aussi bien par le public que par les partenaires. Notre expérience sur trois villes montre que le local est à la fois un relais proche et convivial pour accueillir et accompagner les jeunes. C'est aussi un lieu d'échanges et de rencontre partenarial.

C'est un lieu de proximité protégé où les jeunes peuvent être entendus en s'exprimant autrement que par des invectives ou des provocations. Habitué à un contact sans jugement, ils saisissent les possibilités d'aide et de soutien éducatifs. Ils prennent le temps de se poser et acceptent d'être accompagnés dans une relation de confiance. Ce lien de proximité permet de mettre en place des suivis efficaces et facilite tous les accompagnements sociaux. Les partenaires y viennent facilement et les échanges sont beaucoup plus fluides avec les jeunes et/ou leurs familles.

Un lieu d'accueil personnalisé identifié comme local éducatif sur une ville en particulier de la taille de Sainte Geneviève où nous connaissons les jeunes depuis des années est indispensable. Ce local permet de mobiliser les groupes de jeunes mais aussi d'établir les relais nécessaires auprès d'autres services et dispositifs locaux pour résoudre des problèmes de logement, de formation, d'emploi, de santé, de justice, administratifs...

ACCOMPAGNEMENTS ET SUIVIS EDUCATIFS

- Accompagner le jeune pour l'aider à faire face à ses difficultés sociales, familiales, personnelles
- Être à l'écoute du jeune et établir une relation de confiance.
- Faire émerger un projet de vie

Type de public : jeunes en difficultés diverses.

Nombre : 861 en 2018

Sexe : 2/3 de garçons et 1/3 de filles en 2018 (stabilité par rapport aux années précédentes).

Age : les chiffres sont très proches de ceux de l'année précédente. Avec une majorité de 11-21 ans et une légère diminution pour les 22-25 ans

Situation : proportionnellement identique aux années précédentes avec une majorité de scolarisés et de demandeurs d'emploi.

Nombre de rencontres : les contacts entre un jeune et un éducateur sont plus fréquents, donc les suivis nécessitent plus de temps. Le temps du suivi a tendance à être plus étendu du fait des retards conséquents de mise en place de mesures de soutien social. Les suivis impliquant plus de 4 rendez-vous, sont toujours largement majoritaires.

Problématiques identifiées :

La situation globale de notre public se complexifie. Toutes les interactions des différents aspects de la vie s'entrelacent. Une difficulté en entraîne souvent une, voire plusieurs autres. Le décrochage scolaire, le mal-être, la pauvreté et l'isolement s'installent alors durablement.

Comme dans tous les foyers urbains, les jeunes adultes confrontés aux difficultés sociales et à l'insertion professionnelle restent plus longtemps au domicile familial. Ce problème national entretient les comportements adolescents d'incertitude, les conflits familiaux et rend l'autonomie quasi impossible.

Partenaires contactés :

Globalement les partenaires principaux contactés restent les mêmes. Missions locales, Éducation nationale, MDS, structures éducatives ou judiciaires...

Méthodologie

S'il n'est pas facile de définir précisément comment se déroule une aide éducative individuelle, nous pouvons cependant présenter une trame, une logique d'intervention :

- Présentation des deux parties (éducateur et jeune), mise en place de la relation de confiance.
- Écoute de la problématique signifiée par le jeune.
- Définition de la problématique identifiée par l'éducateur.
- Réflexion sur l'histoire du jeune, sur ses envies, désirs, possibilités.
- Définition de l'urgence de la situation et d'un projet de vie à long terme.
- Accompagnement sur les structures de soutien à son projet.
- Rencontres régulières pour évaluer l'évolution du projet et le soutien à apporter.

Les suivis individuels placent souvent l'équipe comme intermédiaire entre le public qui la sollicite et les tiers (famille, institutions...). Cette position n'est pas toujours comprise car aider un jeune en difficulté n'implique pas forcément d'être en accord avec sa conduite. L'empathie nécessaire à l'accompagnement d'un jeune ne se confond pas avec la connivence ou la complaisance.

Dans la relation d'aide, l'éducateur est à l'écoute de jeune, sans forcément pouvoir apporter des réponses immédiates et concrètes. L'accompagnement social et éducatif doit offrir un soutien à la demande d'insertion sociale, scolaire et/ou professionnelle ou à la situation de rupture vécue par le jeune. Il ne s'agit pas de « faire à la place de » mais d'être au « côté de ».

Il s'agit de construire un étayage qui permet au jeune de faire un travail progressif de réflexion et d'élaboration, au lieu du passage à l'acte permanent. Il s'agit aussi de permettre au jeune d'élaborer son propre projet de vie.

- Entretien individuel avec un jeune
- Accueil, accompagnement dans les démarches

- Inscrire ou réinscrire le jeune dans les dispositifs de droit commun
- Contacts avec les partenaires dans le cadre des suivis
- Travail avec les familles et les groupes ...

Les problématiques rencontrées sont similaires à celles des années précédentes (scolarité, hébergement, logement, insertion professionnelle, santé, justice...). Notre présence auprès d'un public plus jeune nous permet de constater davantage de difficultés scolaires et l'inquiétude des familles face à cette situation.

Il est nécessaire de différencier la prise en charge des jeunes en fonction de leur âge.

Ainsi, un jeune de 18 ans et plus nous sollicite souvent sur une problématique bien précise (hébergement, santé, emploi, formation, papiers...). La relation est duelle et se situe plus sur les aspects sociaux.

Un jeune de 11 à 18 ans ne sollicite pas directement un éducateur et n'exprime que très rarement clairement ses difficultés. C'est sa famille ou l'établissement scolaire qui nous l'adresse.

La prise de contact avec les plus jeunes s'établit le plus souvent dans le cadre des actions collectives que nous menons dans les établissements scolaires ou en partenariat au sein de la ville. Quand nous dépistons des éléments préoccupants comme des maltraitances, nous pouvons les accompagner individuellement et préparer une vraie démarche d'aide et de soins avec nos partenaires.

Jeunes filles

Nous observons une certaine « masculinisation » chez certaines jeunes filles qui se tournent vers une « virilisation » physique et verbale et/ ou sexuelle. Ces jeunes filles se regroupent et adoptent une identité caricaturale souvent violente de mâles dominants. Elles sont aussi visibles dans les quartiers que les groupes de garçons. Cette posture les protège des agressions masculines potentielles et leur donne l'illusion de la toute puissance et de l'émancipation. A l'opposé, d'autres adolescentes se réfugient volontairement, inconsciemment ou sous la pression familiale dans un enfermement ou une posture religieuse qui les éloigne des autres. D'autres encore, sont dans l'excitation et la provocation sur les réseaux sociaux ou bien dans la rue. Ce jeu de provocation sexuel les met en danger. Elles sont vite stigmatisées et les garçons les manipulent et les utilisent parfois comme des objets sexuels.

Nous restons en lien avec l'ensemble de ces filles grâce à des actions collectives sexuées comme l'atelier théâtre, le sport, ou en cas d'urgence suicidaire ou de grossesse non désirée. Nous sommes très soucieux de ces attitudes féminines excessives de provocations ou de retrait. Nous en parlons très souvent dans nos réunions d'analyse de pratique. Le suivi est souvent efficace, les jeunes filles semblent plus aptes à recevoir un soutien individualisé.

Garçons

Chez certains garçons, nous observons de plus en plus, une difficulté à être dans la réflexion et dans la projection dans l'avenir. Leur organisation personnelle est très dispersée, trop souvent circonscrite à la gestion de l'instant présent et à la satisfaction immédiate de leurs désirs (quels qu'ils soient). Nous essayons de leur faire expérimenter des frustrations nécessaires et nous utilisons parfois le témoignage des aînés qui ont vécu la même période de toute puissance. Le cheminement est lent mais le contact est maintenu. Ils sont beaucoup plus disponibles que les jeunes filles, mais adhèrent plus difficilement à un suivi individuel qui pourrait les déstabiliser.

Familles

Comme nous l'avons déjà souligné, nous sommes souvent amenés à rencontrer les parents d'un public de plus jeunes. Ils nous confient leurs préoccupations éducatives, d'une manière informelle ou plus formalisée lors d'entretiens. Toutefois suivant ses principes, l'équipe ne rencontre les parents pour parler de sa situation qu'avec l'adhésion du jeune, (sauf en cas d'urgence).

Les contacts peuvent aussi être établis par téléphone, ou par une visite à domicile.

Dans certaines situations, le travail auprès de la famille (parents et fratries) peut être plus important et relever d'un accompagnement éducatif spécifique et/ou de médiation.

Information, soutien, conseil, orientation, médiation, mise en relation avec les structures locales, et aide dans toutes sortes de démarches sont proposés aux familles de manière individuelle (voire collective).

Les sollicitations de jeunes adultes qui deviennent parents deviennent de plus en plus fréquentes. Leur demande concerne autant la problématique de leurs enfants que leurs propres difficultés. La détresse de ce public, dont certains étaient déjà suivi par l'équipe, est importante et nécessite des temps d'écoute parfois très longs avant d'envisager des solutions.

Dans le cas du CEPFI, la mise en relation et le soutien trouvés auprès des psychologues du Point Ecoute Famille est un élément capital du dispositif en place.

Synthèse par ville

MORSANG/ORGE

Sur la ville de Morsang, nous rencontrons un public diversifié avec beaucoup de familles en difficultés avec leurs enfants. Des consommations excessives d'alcool ou de cannabis de plus en plus tôt, un décrochage scolaire et une opposition à toutes les possibilités de formation. Ce repérage alarmant, nous contraint à trouver des solutions novatrices pour fidéliser ces jeunes sur des projets concrets. Ils sont imprévisibles, irréguliers et les démarches de soutien sont difficiles à mener à terme.

Nous rencontrons également beaucoup de jeunes majeurs avec enfants.

Nous accompagnons individuellement autant de garçons que de filles.

Les familles tentent de nous solliciter directement mais nous restons centrés sur notre mission auprès des jeunes.

FLEURY-MEROGIS

Nous rencontrons de très nombreux jeunes et même des enfants de moins de 11 ans au sein des locaux de la Réussite Éducative. Nous leur proposons des accompagnements ponctuels et nous les accompagnons souvent vers les structures et les dispositifs sociaux dont ils ont besoin. Parfois, nous sommes contraints de nous substituer aux services sociaux débordés ou absents pour monter des dossiers administratifs qui pourraient améliorer la condition de vie des familles.

Nous sommes en contact étroit avec de nombreux établissements scolaires et nous élaborons des projets individuels d'insertion avec les « décrocheurs » ou les jeunes de SEGPA.

Nous avons aussi repéré des mineurs isolés qui sont en attente de soutien global. Nous nous efforçons de trouver des solutions avec tous les partenaires disponibles. Leur situation précaire, leurs craintes et leur âge proche de la majorité ne facilite pas notre travail.

Nous nous occupons de personnes adultes et jeunes sans papiers : réfugiés politiques, économiques ou personnes issues de l'Est de l'union européenne, comme les « Roms ». Beaucoup d'entre eux ne maîtrisent pas le français.

La plupart de ces jeunes ont de lourdes difficultés (addictions, violences, santé mentale...) Ils viennent à notre rencontre où que nous soyons autant dans la rue qu'au local de la Réussite Éducative avec une demande immédiate et une incapacité à supporter toutes frustrations et tous cadres contenant. C'est un contact délicat, mais absolument nécessaire.

Nous les aidons à se socialiser, se soigner, se loger... mais la pérennité des suivis est totalement aléatoire du fait de l'instabilité de leur conditions de vie.

Lorsque nous avons des difficultés dans l'approche de certaines situations, nous en parlons en réunion d'analyse de pratique. Cette analyse de cas nous permet de prendre du recul face à la complexité des situations.

L'avantage du CEPFI c'est d'avoir à disposition un PEF (Point Écoute Famille). Nous pouvons plus aisément adresser les jeunes et leur famille vers les psychologues et poursuivre un travail de liaison, pas toujours évident, dans les CMP et dans les lieux de soins psychiatriques.

SAINTE GENEVIÈVE DES BOIS

Nous identifions notre public cible à partir des notions de risques éducatifs (ruptures familiales, scolaires, isolement, souffrance) et de déficits (manque de soutiens parentaux, d'activités adaptées, de ressources). À partir de ce repérage, nous pouvons conduire des actions afin de rencontrer les jeunes, leurs parents, les professionnels du quartier. Il s'agit de construire une relation de confiance et de faire une « offre publique éducative » la plus adaptée possible. Cette relation de confiance se construit dans le temps mais elle peut être troublée par des situations de crise ou de conflit.

Comme les autres équipes nous recevons une majorité de demandes pour des garçons de 11 à 25 ans en situations de crise ou de rupture.

Notre implication éducative inscrite depuis une quinzaine d'années sur la ville, facilite le contact et le suivi individuel. Certains jeunes nous sont directement adressés par les familles que nous avons déjà suivies, d'autres viennent sous l'impulsion des établissements scolaires et des partenaires habituels comme la mission locale, la PJJ ou la MDS. Nous co-construisons ensemble des projets adaptés aux problématiques du jeune.

Les jeunes filles des quartiers sont moins suivies. Elles ont souvent moins de liberté de mouvement à partir de l'adolescence. Leur puberté est souvent vécue comme un danger potentiel de séductions ou d'agressions. Aussi de nombreux parents sont réticents à les laisser sortir et les jeunes filles elles-mêmes se retirent de l'espace public. Nous y sommes très sensibles et nous tentons de trouver un espace de dialogue avec les familles qui permet de rencontrer et d'accompagner les jeunes filles en difficulté.

Pour les 16-21 ans, les contacts et les demandes se font, souvent, dans un registre d'accompagnement individuel. Les questions qui se posent concernent essentiellement l'insertion professionnelle, le logement, la justice, mais aussi des problèmes de santé. Pour cette tranche d'âge, le travail avec les familles n'apparaît pas explicitement, mais les liens familiaux traversent les problématiques des jeunes.

SAINT-MICHEL SUR ORGE

Notre implantation ancienne sur la ville avec un fort réseau de partenaires et la disposition d'un local d'accueil facilitent grandement la mise en place de suivis éducatifs.

Nous recevons des jeunes et des familles en difficulté et nous les accompagnons très ponctuellement ou parfois longuement dans leurs demandes. Nous en débattons souvent en réunion d'analyse de pratiques.

Nous accompagnons de très nombreux jeunes dans leurs démarches d'insertion professionnelle, en lien étroit avec la Mission locale régulièrement présente dans nos locaux. Les collègues nous sollicitent souvent pour les soutenir dans des suivis individualisés d'élèves décrocheurs.

Nous rencontrons aussi des jeunes incarcérés à la maison d'arrêt de Fleury Mérogis. Nous maintenons le lien éducatif et nous préparons leur réinsertion.

La proximité géographique avec le PEF (Point Écoute Famille) nous permet d'orienter plus facilement les familles et les adolescents. L'équipe de psychologues du PEF nous aide articuler les prises en charges individuelles et familiales.

BRÉTIGNY SUR ORGE

Sur la ville de Brétigny, nous rencontrons un public varié. Il y a certes beaucoup de familles en difficultés multiples et d'autres moins marquées par la précarité mais souffrant de conflits éducatifs aigus avec leurs adolescents. Nous les voyons pour des comportements dangereux, des consommations chroniques et excessives de produits toxiques (alcool ou cannabis), un décrochage scolaire sévère et une opposition à toutes les possibilités de formation. Les accompagnements sont individualisés mais ils sont soutenus par des actions collectives qui valorisent les jeunes et assurent notre légitimité. Les problématiques sont complexes et nécessitent souvent un partenariat élargi pour trouver des issues rassurantes.

Malgré notre mission prioritaire de soutien auprès des 11-21 ans, nous sommes souvent sollicités par des jeunes adultes aux problématiques multiples. La relation de confiance établie, ils acceptent notre soutien qui est essentiellement autour des questions d'autonomie et d'insertion professionnelle.

Constat et orientations

Sur le TEPS des 5 villes, notre présence et notre spécificité sont reconnues. Nos actions répondent aux besoins du terrain. Elles sont complémentaires entre elles afin de mener une politique globale de prévention. Elles participent à l'amélioration de la prévention dans le

domaine des conduites à risques. La relation de confiance s'ancre profondément dans tous les suivis.

Les jeunes nous ont déjà repérés dans le quartier ou dans les établissements scolaires. Notre implication de terrain favorise ce lien initial de confiance. Nous les recevons ainsi beaucoup plus aisément. Après une brève présentation conviviale, ils nous confient facilement leurs soucis et leurs besoins. Nous écoutons la globalité de leur démarche sans nous précipiter sur les demandes d'urgence. Nous restituons la demande dans son contexte, personnel et historique singulier. Après quelques rendez-vous les jeunes arrivent à exprimer clairement leurs besoins et leurs désirs. Pour entretenir une projection positive dans l'avenir, nous tentons de les inscrire dans un projet à long terme. Nous les accompagnons ensuite pour des démarches utiles et pensées ensemble. Notre connaissance des partenaires permet de cibler des orientations souvent floues. Jeunes et dispositifs se retrouvent en contact. Le suivi éducatif se poursuit au-delà de cette mise en relation. Selon les demandes, nous préparons et nous accompagnons les démarches de soutien social. Le jeune suivi n'est plus « parachuté » chez les partenaires, il a bénéficié de toute une action préalable d'accompagnement, de mise en confiance, d'écoute. C'est ce travail relationnel qui permet une meilleure adhésion aux projets proposés par les différents partenaires.

Nous revoyons le jeune pour faire le point sur l'avancée de ses projets et parfois pour raccrocher une démarche sociale avortée.

Les demandes directes des familles sont de plus en plus importantes. Pour conserver l'essence de notre mission éducative auprès des jeunes, nous nous devons d'être réservés face à ces demandes (bien que tout soit lié). Nous les dirigeons vers de nombreux partenaires, mais beaucoup préfèrent notre contact anonyme et plus informel.

Nous constatons une lenteur généralisée de toutes les procédures administratives et d'accompagnement social. Face à cette carence massive des prises en charges, nous sommes contraints d'assurer des relais socio-éducatifs d'urgence, alors que nous avons signalé le jeune aux services adaptés. Les éducateurs s'impliquent au-delà de leurs missions pour faire face aux problématiques. Cette situation tragique participe à la confusion des rôles de chaque acteur social et renforce le sentiment d'exclusion sociale des territoires. Et cela entérine la perte de confiance des populations dans les structures de droits communs.

Nous sommes trop souvent mis dans cette posture transitionnelle en attendant que des mesures d'aide et de protection se mettent en place. Nous tentons au mieux de palier les manques de moyens et les lourdeurs administratives pour toutes formes de prise en charge sociale. Nous assumons cette fonction de relais qui évite une détérioration de situations critiques.

Nous conservons néanmoins un rôle légitime dans notre approche territorialisée ciblée. Malgré les carences de suivis sur tout le pays et dans les quartiers du TEPS, nous continuons d'élaborer des actions co-construites avec nos partenaires dans le respect de nos missions et l'articulation de nos complémentarités.

Synthèse par ville des principaux partenariats mis en œuvre pour les suivis

MORSANG/ORGE

La ville de Morsang apporte un appui et des solutions d'implantation sur les quartiers qui facilitent le travail de l'équipe éducative et les connexions avec les services locaux.

Selon les situations, nous sommes amenés à rencontrer et à travailler avec différents partenaires. Nous avons orienté de nombreux jeunes vers toutes sortes de partenaires avec parfois un accompagnement physique pour adhérer au processus de soins et de soutien.

Nous faisons appel à toutes les structures existantes pour répondre aux difficultés des jeunes :

- Mission locale (insertion professionnelle)
- Secours Populaire (Aide financière, Aide alimentaire, animations de quartier)
- Amicale des locataires CNL (animations de quartier, bien vivre ensemble)
- Service Jeunesse (fête de quartier, projet cirque, animations diverses)
- MDS (accompagnements)
- CCAS (accompagnements)
- Associations et structures diverses (Renaissance et culture, MJD ...)

Selon les demandes, nous préparons les démarches de soutien social. Avant d'adresser un jeune, nous assurons une action préalable de mise en confiance et d'écoute. C'est ce travail relationnel qui permet d'amorcer un réel accompagnement et une meilleure adhésion aux projets proposés par les différents partenaires.

Étant donné les multiples demandes d'insertion professionnelles, nous travaillons en priorité avec la **Mission Locale**. Ce dispositif permet de répondre au mieux à l'orientation difficile des jeunes. Nous préparons des jeunes désocialisés depuis des années, à accepter le soutien de la mission locale. Nous en reparlons ensemble dans des réunions informelles et nous soutenons la démarche en revoyant les jeunes. C'est un partenariat pro actif.

Notre collaboration avec le SMJ (Service Municipal Jeunes) de Morsang est régulière. Nous intervenons sur leurs actions et nous réalisons des repas de quartier en commun.

Nous sommes aussi en lien avec les associations locales (SPF, Amicale des Locataires) avec qui nous débattons des problèmes rencontrés sur les quartiers.

Pour éviter des tensions de voisinage et une stigmatisation des jeunes, nous avons effectué un travail de médiation avec les gardiens du Square Louise Michel et les offices HLM (Efidis)

FLEURY-MEROGIS

Sur Fleury, nous nous sommes beaucoup investis dans le travail éducatif d'accompagnement engagé auprès des habitants.

Le partenariat s'est rapidement mis en place. Nous sommes bien reconnus et identifiés par tous les travailleurs sociaux et éducatifs locaux.

Nous avons des échanges fréquents et des concertations avec de très nombreux acteurs de terrain et des élus.

Réussite éducative :

Nous travaillons avec la RE sur des projets en communs (Voile, triacité, sorties ou actions éducatives. Nous orientons les familles vers la RE et nous apportons un appui sur les démarches à mettre en place (sécurité sociale, CAF, logement, Préfecture, santé...). Cela nous permet d'être identifié plus spécifiquement et de conserver une certaine cohérence éducative.

Mission Locale :

L'implantation dans les locaux de la RE facilite les orientations sur la Mission Locale ou la mise en place d'un suivi individualisé de jeunes lorsque cela est nécessaire. Des accompagnements se mettent en place également sur des démarches extérieures pour raccrocher les jeunes aux structures (problématiques administratives, de justice, médicales, de logement...).

Association « Il était une fois » :

Nous orientons les familles parlant mal le français et leurs enfants vers les cours de Français Langue Étrangère (FLE).

Service jeunesse :

Afin d'éviter des confusions de rôles pour les publics entre animateurs et éducateurs, que nous ressentons souvent dans les locaux de la RE, nous faisons peu d'actions conjuguées avec ces services. En revanche, nous leur adressons des jeunes pour les loisirs et nous restons disponibles pour faire le point ensemble sur certaines situations complexes.

MDS :

Du fait de nos interventions en direction des jeunes mineurs et des familles ou, nous travaillons avec la MDS. Nous n'avons pas toujours le même regard sur les situations mais nous savons que les exigences et l'agressivité des populations précaires en demande deviennent parfois difficiles à gérer, y compris pour les professionnels aguerris.

Nous sommes souvent confrontés à des familles qui dépendent du 115 de Paris ou de l'Essonne, qui ne peuvent pas prétendre au suivi MDS, ou qui sont déboutées du droit d'asile et qui sont sorties du CADA de l'Orge.

Les jeunes avec ou sans papier, sans logement, de plus de 18 ans nous sont orientés également.

Pour ces situations difficiles, les suivis sont partagés avec les travailleurs sociaux pour pallier au mieux le manque de solutions et de moyens locaux.

PMI :

Nous travaillons en lien avec la PMI sur certaines situations de jeunes mères qui ont des difficultés avec leur parentalité. Nous les accompagnons pour la mise en place d'une TISF au domicile.

UEMO Brétigny/Juvisy :

Nous faisons le lien entre les familles et les services d'UEMO quand les jeunes ont eu une mesure éducative justice. Nous sommes parfois amenés à visiter certains jeunes incarcérés dans la maison d'arrêt en face de leur quartier.

CCAS :

Nous sommes en relation avec le CCAS lorsque nous faisons des demandes de domiciliation ou bien lorsque nous accompagnons des jeunes ou familles au service. Nous souhaiterions pouvoir développer davantage ce partenariat local comme cela a pu se faire auparavant.

CMP de Grigny (secteur) :

Certains jeunes et moins jeunes qui ont des problématiques psychologiques bénéficient d'un suivi au CMP. Nous organisons parfois des rencontres physiques ou téléphoniques pour faire le point sur ces suivis et tenter de trouver des solutions (demande de SAVS, dossier MDPH....)

SAEMF St Michel sur Orge :

Tout comme pour l'UEMO, nous travaillons en lien avec le SAEMF. Ce Service d'Aide Educative en Milieu Familial, exerce des mesures d'Aide Educative à Domicile, (A.E.D) sur des situations communes. Nous assurons le relais avant que la mesure se mette en place (parfois plusieurs mois).

Asso Réagir :

Nous avons des échanges sur plusieurs projets.

Psychologues du CEPFI

Comme l'ensemble des équipes du TEPS, lorsque nous avons des difficultés dans l'analyse de certaines situations, nous en parlons en réunion d'analyse de pratique. Cette analyse de cas nous permet de prendre du recul face à la complexité des situations et d'affiner notre action éducative.

L'avantage du CEPFI c'est sa transversalité qui permet d'avoir à disposition un PEF (Point Écoute Famille). Nous adressons les jeunes et leur famille vers les psychologues et nous pouvons en reparler ensemble, ce qui n'est pas toujours évident dans les CMP.

SAINTE GENEVIÈVE DES BOIS

Depuis des années nous sommes positionnés dans un réseau social et médico-social de la ville auprès des structures locales :

- Mission locale (insertion professionnelle)
- Service Jeunesse (fête de quartier, projets spécifiques, animations diverses)
- CCAS (accompagnements)
- MDS (accompagnements)
- Associations et structures diverses

- **Mission locale** (insertion professionnelle)

Nous avons beaucoup travaillé autour de l'insertion professionnelle auprès des jeunes des quartiers. C'est une démarche très difficile pour les jeunes ayant un très faible niveau de scolarisation. Nous préparons ces jeunes, à accepter l'idée d'une émancipation par le travail. Ils n'acceptent pas toujours le soutien de la mission locale. Nous les accompagnons pour les mettre en confiance et nous faisons le lien avec les conseillers. Nous poursuivons notre accompagnement en reparlant avec le jeune de son vécu professionnel ou de formation. Ce soutien évite des ruptures d'engagement trop fréquentes dans leur histoire.

- **Associations et structures diverses** (CADA, MJD, Épicerie sociale)

Il nous semble important de valoriser les initiatives locales et de pouvoir les soutenir en co-construisant des projets avec les personnes que nous pouvons accueillir. C'est ainsi que des jeunes ont pu participer à un chantier de rénovation pour un CADA, ou que des collégiens ont pu participer à une collecte alimentaire pour une épicerie sociale.

Ce projet d'actions bénévoles s'est effectué auprès des jeunes de 14-16 ans résidant aux Aunettes. Ce projet a été l'occasion :

- De rencontrer régulièrement un groupe de jeunes garçons difficilement mobilisables,
- De leur redonner confiance en les impliquant dans des projets d'utilité sociale au sein d'associations locales, comme l'épicerie sociale
- De les accompagner dans la mise en œuvre de leur orientation future, de les aider à identifier et à mettre en valeur les compétences acquises à travers ces expériences solidaires.

Cette démarche aide les jeunes à s'inscrire dans une dynamique auto-constructive.

- **Service Jeunesse** (fête de quartier, projet cirque, animations diverses)

Notre collaboration avec le SMJ (Service Municipal Jeunes) de Sainte Geneviève est irrégulière. Afin d'éviter des confusions de rôles pour les publics entre animateurs et éducateurs, nous faisons peu d'actions conjuguées avec ces services. En revanche, nous leur adressons des jeunes pour les loisirs et nous restons disponibles pour faire le point sur certaines situations complexes.

Nous sommes néanmoins intervenus sur quelques-unes de leurs actions (projet cirque, sport...) et nous assurons une présence sociale sur des fêtes et des repas de quartier locaux.

- **CCAS**

Nous sommes en relation avec le CCAS lorsque nous faisons des demandes de domiciliation ou bien lorsque nous accompagnons des jeunes ou familles au service social municipal.

- **MDS**

Du fait de nos interventions en direction des familles, et des jeunes parents isolés, nous travaillons avec la MDS. Nous voyons ensemble comment nous répartir les prises en charge tout en veillant à conserver notre spécificité qui n'est pas soumise aux mandats nominatifs des dispositifs sociaux.

SAINT-MICHEL SUR ORGE

L'ancrage historique et le soutien fort apporté à notre association par la ville facilite les liaisons avec l'ensemble des services locaux.

A Saint-Michel, les jeunes les plus vulnérables bénéficient d'un suivi éducatif individuel pour l'accompagnement et la prise en charge de problématiques souvent lourdes et cumulées. Ce suivi est toujours réalisé en lien avec les partenaires locaux. Au local, nous recevons régulièrement les professionnels des services de la ville (service jeunesse, éducatif, CCAS...) et les associations locales avec lesquels nous travaillons sur des suivis ou des projets communs.

Nous avons orienté de nombreux jeunes vers nos partenaires avec parfois un accompagnement physique pour adhérer au processus de soins et de soutien.

- Mission locale
- PEF
- Service Jeunesse (fête de quartier, projet cirque, animations diverses)
- PIJ
- CCAS
- MDS (accompagnements)
- PJJ UEMO Brétigny/Juvisy
- CMP de Grigny (secteur)
- SAEMF St Michel sur Orge
- Associations et structures diverses

Nous faisons appel à toutes les structures existantes pour répondre aux difficultés des jeunes :

- **Mission locale**

Le CEPFI a également mis en place en lien avec la Mission locale du Val d'Orge des temps de permanence partagés (éducateurs et conseillers Mission locale) pour rencontrer les jeunes en difficulté et favoriser leur insertion professionnelle.

- **PEF**

L'avantage du CEPFI c'est sa transversalité pluridisciplinaire qui permet d'avoir à disposition un PEF (Point Écoute Famille). Nous adressons les jeunes et leur famille vers les psychologues qui ont leur bureau en face du local. Nous pouvons en reparler ensemble et visualiser les effets du soutien psychologique dans la réalité du jeune.

Comme l'ensemble des équipes du TEPS, lorsque nous avons des difficultés dans l'analyse de certaines situations, nous en parlons avec un psychologue en réunion d'analyse de pratique. Cette analyse de cas nous permet de prendre du recul face à la complexité des situations et d'affiner notre action éducative.

- **Service Jeunesse (fête de quartier, projet cirque, animations diverses)**

Notre collaboration avec le SMJ (Service Municipal Jeunes) de Saint Michel est très régulière. Nous intervenons souvent sur leurs actions, nous organisons ensemble de très nombreux événements et nous faisons des repas de quartier en commun. En tant qu'éducateurs spécialisés, nous poursuivons cependant des objectifs différents. Les activités collectives d'animation auxquelles nous participons, sont très importantes mais elles sont avant tout des médiations qui permettent de renforcer le lien avec les jeunes que nous suivons. Le partenariat établi avec les services de la ville et particulièrement avec le Service Jeunesse est précieux pour la cohérence et la complémentarité des interventions locales. Notre participation à toutes sortes d'événements locaux et de réunions de concertation, favorise l'articulation des prises en charge de nos publics avec l'ensemble des partenaires locaux.

- **PIJ**

Nous accompagnons les jeunes dans toutes leurs démarches d'insertion et pour passer leur permis ou le BAFA dans le cadre des dispositifs mis en place par la ville au sein du PIJ.

- **CCAS**

Nous avons depuis longtemps des relations riches et fluides avec le CCAS qui permet une bonne articulation sur la ville et facilite les transferts de suivi après 25 ans. La qualité de ce partenariat favorise également nos demandes administratives lorsque nous accompagnons des jeunes ou familles dans ce service.

- **MDS (accompagnements)**

- **PJJ UEMO Brétigny/Juvisy :**

Nous faisons le lien entre les familles et les services d'UEMO quand les jeunes de Saint Michel ont eu une mesure éducative justice. Nous sommes parfois amenés à visiter certains jeunes incarcérés au CJD (Centre des Jeunes Détenus) dans la maison d'arrêt de Fleury.

- **SAEMF St Michel sur Orge :**

Comme les autres équipes, nous travaillons en lien avec le SAEMF. Ce Service d'Aide Educative en Milieu Familial, exerce des mesures d'Aide Educative à Domicile, (A.E.D) sur des situations communes. Nous assurons le relais avant que la mesure se mette en place (parfois plusieurs mois).

- **Associations et structures diverses**

Le travail réalisé en réseau avec les associations et les structures locales contribue fortement à enrichir l'accompagnement éducatif des jeunes.

BRÉTIGNY SUR ORGE

Le partenariat établi avec les services de la ville en lien avec le responsable du Service jeunesse est précieux pour la cohérence et la complémentarité des interventions locales. Notre participation à la cellule de veille mise en place par la ville de Brétigny favorise

également les échanges et l'articulation des prises en charge avec l'ensemble des partenaires locaux.

La ville de Brétigny regroupe des très nombreux dispositifs d'aide et de soutien social. Selon les situations, nous sommes amenés à rencontrer et à travailler avec différents professionnels sociaux éducatifs locaux. Nous avons orienté de nombreux jeunes vers de nombreux partenaires. Nous sommes bien identifiés par l'ensemble du réseau local, et nous travaillons ensemble en confiance.

Nous faisons appel à toutes les structures existantes pour répondre aux difficultés des jeunes et pour mettre en place des actions communes ayant un sens éducatif et citoyen:

- Service Jeunesse (fêtes de quartier, animations diverses)
- Mission locale des 3 vallées
- CCAS
- MDS
- Centre social Mandela
- PJJ
- Services de soins et d'hébergement
- Ludothèque
- PIJ
- Théâtre de Brétigny
- Épicerie sociale
- Associations dont Repères et structures diverses
- Collectif citoyen et associations de Bois Badeau (habitants)

Dans le travail de rue, des liens sont créés avec les médiateurs de la ville.

Synthèse et orientations

Sur l'ensemble du TEPS, les relations partenariales de terrain sont fluides et constructives. Nous avons un nombre important de partenaires référents sur qui on peut compter. Nous partageons avec tous une confiance réciproque.

Les relations de confiance établies par les éducateurs du CEPFI avec les jeunes et les familles facilitent les relations des institutions avec les publics. Les exemples donnés par les SMJ, la PJJ et l'Éducation nationale montrent que cette confiance permet d'instaurer une relation avec des publics distants ou en rupture avec les institutions. (Cf. témoignages des partenaires).

Le travail en partenariat est incontournable pour une action cohérente sur le territoire. Il est indispensable aux missions d'insertion qui ne sont réalisables que s'il existe des possibilités d'orientation auprès de structures relais.

Un travail important est réalisé en lien avec les conseillers de Mission locale autour de l'insertion professionnelle. C'est une démarche très difficile pour les jeunes ayant un très faible niveau de scolarisation. Les formations font écho à leurs incapacités passées et à des échecs qui créent de nombreux blocages. Par ailleurs, la difficulté à supporter l'autorité d'un patron et à devoir exécuter des travaux subalternes les dérangent et les renvoient souvent

aux postes dévalorisés qu'occupent leurs parents. Il leur faut du temps et un accompagnement partagé entre éducateurs et conseillers pour accepter ces impératifs. Nous poursuivons ensemble la démarche complexe des projets d'insertion.

Nous travaillons très souvent avec toutes les instances sociales et d'animations communales. Cependant, en tant qu'éducateurs spécialisés, nous poursuivons des objectifs différents des animateurs. Les activités collectives d'animation auxquelles nous participons volontiers, sont avant tout pour nous, des médiations qui permettent de renforcer le lien avec les populations fragiles que nous suivons. Dans cette optique, nous souhaitons poursuivre et développer notre coopération avec les services municipaux de la jeunesse dans toutes les communes du TEPS.

Nous continuerons également à développer des projets transversaux grâce au travail en réseau avec les associations et les structures locales dans les domaines de la solidarité, de la scolarité, du sport, de la culture (...). Ces initiatives sont souvent articulées au travail éducatif de lutte contre le décrochage scolaire que nous exposons dans la partie suivante.

INTERVENTIONS DANS LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES

Le rajeunissement de la tranche d'âge cible de l'action de prévention spécialisée (12-18ans, puis 11-21 ans), a conduit les équipes à engager une réflexion et un travail concret en direction des collèges et des lycées.

Le CEPFI a toujours été très sensible aux problématiques de difficultés scolaires des publics. Initialement le Directeur du CEPFI avait en charge l'APES (association de prévention de l'échec scolaire). L'association participe donc depuis sa création à des actions d'aide et de soutien scolaire qui permettent d'être en contact avec un large public et de se rapprocher des familles. Les éducateurs estiment que ce soutien reste nécessaire, même si aujourd'hui les acteurs sont nombreux sur ce champ. (Éducation Nationale, Réussite Éducative, associations ...). Cependant, les carences de niveaux d'apprentissages scolaires sont très répandues et nécessitent de très nombreux interlocuteurs. Les éducateurs vont plutôt vers les élèves les plus fragiles et ceux des SEGPA avec qui ils pourront élaborer de vrais projets éducatifs. C'est ainsi, que des lieux de parole, de débat ou diverses actions peuvent être mis en place. Ce travail permet d'aller à la rencontre d'un certain nombre de jeunes et de développer plus aisément un contact ultérieur sur les quartiers.

Comme les années précédentes, le travail en partenariat avec l'Éducation Nationale s'est étoffé notamment par la mise en place d'actions de plus en plus pertinentes pour les jeunes en rupture scolaire. Le partenariat concerne les multiples professionnels de l'Éducation nationale et varie selon les établissements (Principal/Proviseur et adjoint, CPE, assistante sociale, infirmière, enseignants mais aussi les services extérieurs comme le CIO ou la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire). Par ailleurs nous participons à certains CESC. Le comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté (CESC) s'inscrit dans le pilotage des établissements scolaires du second degré. C'est une instance de réflexion, d'observation et

de proposition qui conçoit, met en œuvre et évalue un projet éducatif en matière d'éducation à la citoyenneté et à la santé et de prévention de la violence, intégré au projet d'établissement. Le CESC organise également le partenariat en fonction des problématiques éducatives à traiter.

Nous collaborons également au dispositif Oxygène (quand il est en place), aux différents dispositifs ou actions visant la lutte contre le décrochage scolaire et aux cellules de veille mises en place par les Réussites Éducatives, même si ces dernières concernent en grande majorité le public des écoles primaires.

Ponctuellement, nous pouvons accueillir un jeune exclu de son collège et soutenir la recherche de lieu de stage. Mais ces démarches de soutien servent surtout de prémices à un suivi individuel.

Notre présence dans les établissements scolaires ne peut être valide en prévention spécialisée que si l'institution scolaire qui nous accueille, légitime, accepte et respecte nos principes fondamentaux de libre adhésion, d'anonymat et de ne pas être mandaté par une institution.

Nous sommes donc, très ouverts à cette collaboration, en préservant les principes suivants :

- Respect de l'essence de la prévention spécialisée (en particulier, la problématique du non-mandatement individuel)
- Équilibre entre l'action « dans l'institution scolaire » et notre présence sur les quartiers.

Il est évidemment nécessaire que la position institutionnelle de l'éducateur soit claire pour les jeunes au risque d'une perte totale de confiance de ces derniers. L'éducateur ne doit pas être assimilé à l'administration de l'établissement scolaire. C'est parfois une posture délicate qui demande aux éducateurs de se repositionner clairement pour conserver leur spécificité et leur distance.

Nos interventions :

- Présenter nos missions aux jeunes dans leur établissement scolaire de manière qu'ils nous identifient plus facilement.
- Prévenir le décrochage scolaire et accompagner les jeunes en risque de rupture
- Susciter des interrogations et provoquer chez certains un contact extérieur avec les éducateurs (suivis, mise en place de projets collectifs, accompagnements).
- Prévenir les conduites à risques et les phénomènes de violence et de harcèlement.
- Travailler en lien avec les professionnels des établissements pour apaiser les tensions et les conflits
- Redonner confiance aux jeunes et éveiller chez eux des sentiments de plaisir et de réussite.

Actions réalisées au sein des établissements scolaires

Quelques exemples d'actions extraits de notre dernier rapport d'activité

Violences verbales L'objectif a été de leur faire prendre conscience de la banalisation des injures et des répercussions et conséquences que cela pouvait avoir pour leur entourage comme pour eux.

Groupes de parole ou d'écoute Ceux qui le souhaitent, viennent nous rencontrer pour parler de « tout et de rien ». Certains viennent pour parler de leurs problèmes ou interrogations

personnelles ou familiales (avenir, mal-être, difficultés de communication avec les parents, avec « l'autre »...), mais d'autres viennent pour parler de sport, musique, bandes dessinées

Qui sommes-nous ? Afin de libérer la parole nous utilisons parfois des supports ludiques qui ouvrent l'éventail de thématiques que nous pourrions aborder collectivement ou individuellement. La sexualité, l'usage de produits stupéfiants et les problématiques familiales demeurent leurs thèmes d'intérêt primordiaux.

Sensibilisation harcèlement et violence Ces interventions font suite à une campagne nationale de prévention sur ces thèmes, mais aussi d'une demande prégnante des enseignants et administratifs des établissements. Cette année notre intervention s'est réalisée sur 2 classes de SEGPA pour lutter contre les phénomènes de harcèlement liés aux discriminations amplifiés par les réseaux sociaux (différence d'origine, de religions, de sexe, de milieux sociaux, de physique, de niveaux scolaires...)

La classe oxygène Nous sommes intervenus auprès de la classe Oxygène. En effet, il nous a semblé opportun de participer à la prise en charge d'élèves en grandes difficultés scolaires, sociales et /ou psychologiques. Ce dispositif, du ressort du collège, plus ancien à Boileau et récent à J.Moulin, se déroule en petit groupe de jeunes qui quittent leur classe respective afin d'intégrer cet espace d'échange et de réflexion. Nous proposons, en dehors de ces temps, différents projets pour accentuer notre relation avec ces jeunes. Cette année, nous avons utilisé une médiation sportive à travers une activité d'escalade avec un éducateur qualifié du CEPFI

Murder party. En partenariat avec un professeur de SEGPA, le théâtre de la ville et la ludothèque nous avons mis en place une MURDER party avec la classe de SEGPA de 4^e avec une représentation devant d'autres collégiens en avril dernier. Les jeunes se sont fortement impliqués individuellement et collectivement à travers l'écriture et le jeu de cette action qui a participé à une remobilisation scolaire (cf. témoignage en annexe).

Atelier Mosaïque. Nous avons proposé et réalisé au sein d'une classe de SEGPA un projet consistant en la décoration à partir de mosaïque du restaurant d'application où travaillent ces élèves dans le cadre de l'atelier cuisine et hygiène.

Formation des engagés - Mise en place par le collège en partenariat avec les différents acteurs de la ville et la ligue de l'enseignement, un projet avec les engagés de classes (anciennement délégués) a été mis en place. En évolution par rapport à 2016 le projet a consisté à faire découvrir à ces jeunes les différentes structures ressources sur la ville à travers un parcours

Atelier sport - Il est toujours intéressant de revenir avec les jeunes sur les principes du collectif dans un sport (basket) et sur les notions de défense qui est l'essence même des sports de combat (boxe thaï) et que la technique, la souplesse et la réflexion importent autant voire plus que la force et la puissance

Rapport de stage Ces temps particuliers permettent d'aborder leur orientation future tout en abordant leurs contextes familiaux. Beaucoup d'entre eux ne disposent pas d'outil informatique au domicile et leurs parents sont peu disponibles ou en incapacité de les aider sur ce sujet. Nous participons également à l'évaluation des rapports de stage en binôme avec les professeurs du collège

Cohésion de classe classes au sein desquelles régnait une ambiance très négative associée à de nombreuses tensions.

Nous avons donné l'occasion aux jeunes d'exprimer leurs ressentis sur leur vie de classe et la dynamique de groupe. En sont ressortis les conflits habituels (violence verbale et physique, harcèlement, moqueries...) avec une acceptation des différences très faible et un manque de discernement sur les actes du quotidien. La prise de parole a pu se mettre en place pour apaiser les conflits.

Sorties extérieures En soutien à nos partenaires des collèges et afin de renforcer nos liens avec les jeunes, nous avons participé à quelques sorties scolaires.

Synthèse par ville

MORSANG/ORGE

Depuis déjà de nombreuses années nous avons instauré un partenariat avec les 2 collèges de la ville. Les formes de cette collaboration sont diverses et variées : permanences dans une salle ou dans la cour sur les temps méridiens, présence à la sortie des cours, actions spécifiques sur une problématique de classe, groupes de paroles, présentation de notre service dans les classes

Des actions spécifiques et collectives sont organisées pour « raccrocher » les jeunes en risque de rupture. Ces actions conjointes sont en général appréciées positivement par les partenaires de l'Éducation Nationale. Les établissements scolaires, mesurent les évolutions parfois inespérées chez certains jeunes jugés « irrécupérables ». Sans faire de miracles, la relation éducative individuelle et les actions collectives basées sur la confiance et les valeurs citoyennes permettent aux jeunes de révéler leurs capacités à réussir en se reconnectant positivement à eux-mêmes et aux autres.

Actions :

- **Collège Jean Zay** (Intervention violences Verbales, Projet éducatif et accompagnement avec la SEGPA, assistante sociale, présence CESC...)
- **Collège Charles Péguy** (Ateliers sports, dispositif devoirs faits, interventions violences verbales et harcèlement, CESC, création d'instances préventives (échanges en présence de l'infirmière, de la CPE, le proviseur, l'assistante sociale et nous autour des élèves en difficultés.)

La scolarité est une des principales préoccupations des familles. Même si depuis un certain nombre d'années, les collèges ont l'obligation ou la possibilité de proposer une aide aux devoirs individualisée, ce dispositif fonctionne encore très difficilement. L'adhésion au processus scolaire reste une problématique majeure. Par ailleurs, en dehors d'un soutien pour une dizaine d'élèves par le Secours Populaire, rien n'est proposé aux enfants de primaire, alors que beaucoup d'entre eux n'ont pas acquis de bases solides indispensables à leur réussite scolaire future.

FLEURY-MEROGIS

Notre implication dans les établissements scolaires s'est faite naturellement. Nous avons été très bien accueillis. Aujourd'hui, notre action éducative semble reconnue et assez efficace pour les situations sensibles.

Collège P. Eluard, Collège J. Zay (Section SEGPA) et Lycées Einstein et Langevin :

Nous assurons des permanences au collège **Paul Eluard**,

Nous intervenons au collège P. Eluard toutes les semaines soit par le biais du groupe de parole, soit par le biais d'intervention sur les classes en fonction des demandes des CPE, du Principal et des Professeurs.

Nous réalisons des entretiens avec les familles et l'assistante sociale du collège et Lycée au sein même de l'établissement en fonction des problématiques rencontrées (problèmes administratifs, conflits conjugaux, problèmes avec le jeune et sa famille ou le jeune au collège...). Ce partenariat est très précieux pour avoir un vrai maillage préventif et trouver des solutions pour les adolescents en souffrance.

Nous sommes également en contact avec la Segpa de secteur où certains jeunes de Fleury sont scolarisés et nous faisons le lien. Nous imaginons ensemble des projets individualisés.

SAINTE GENEVIÈVE DES BOIS

Les établissements scolaires de la ville, très demandeurs d'une présence éducative, sont aujourd'hui un pilier de construction des projets en direction des collégiens. Nous collaborons à toutes sortes de projets qui visent à enrayer les processus d'échec et d'exclusion scolaires.

Ces actions de prévention scolaires sont tout à fait utiles. Nous constatons des carences constantes et généralisées dans les acquis scolaires. Nous observons trop souvent chez les jeunes et leurs parents une véritable précarisation intellectuelle.

Ce qui entraîne bien évidemment d'énormes difficultés d'accès aux études supérieures et aux métiers qualifiés. Cette carence de niveau accuse une fracture sociale importante avec les élèves issus de familles plus favorisées.

L'équipe éducative assure une présence hebdomadaire sur les collèges Jean Macé et Paul Eluard. Nous avons aussi été sollicités occasionnellement par le collège Jules Ferry.

Groupe de parole

Nous avons initié un groupe de parole à l'intérieur de l'établissement scolaire dans lequel la parole, encadrée par un binôme éducatif, est libre et anonyme. Ses objectifs se résument ainsi :

- Redonner confiance au jeune dans ses capacités en lui renvoyant une image positive de ce qu'il est ou de ce qu'il pourrait devenir,
- Assurer une fonction de relais et de médiation entre les jeunes,
- Remotiver l'élève en situation de décrochage scolaire et proposer un accompagnement personnalisé, conforter un choix d'orientation professionnelle,
- Favoriser et donner du sens aux acquisitions scolaires.

Projets collectifs

Nous intervenons au sein des classes, en fonction des problématiques rencontrées par les équipes pédagogiques. Nous participons aussi à des projets collectifs ponctuels (ex : Projet

sport pour les filles dans le cadre du dispositif « École Ouverte » au collège Jean Macé, organisation d'actions bénévoles avec le groupe d'accrocheurs scolaires au collège Paul Éluard). L'ensemble de ces actions nous permet d'entrer en contact avec des collégiens que nous rencontrons peu à l'extérieur, de mettre en place et d'entretenir une relation éducative avec les jeunes, d'identifier et de prévenir certaines problématiques.

Orientations

Depuis plusieurs années, nous faisons le constat que certains étudiants intègrent des filières scolaires sans conscience réelle de l'engagement moral ou social que ce choix peut engendrer.

Suite à ces constats de difficultés d'orientation rencontrées par des jeunes accompagnés individuellement, nous travaillons en partenariat avec l'équipe éducative de St Michel sur Orge, pour intervenir au Lycée Léonard de Vinci. En effet, les classes de Service et Proximité de Vie Locale et d'Accompagnement Soins et Services à la Personne sont le premier niveau de formation des futurs salariés du secteur médico-social.

Il est important pour nous, auprès de ces jeunes, de pouvoir diffuser et valoriser les notions d'engagement et de citoyenneté.

SAINT-MICHEL SUR ORGE

Les établissements scolaires sont très demandeurs des interventions des éducateurs qui prennent une part importante à Saint-Michel. Trois chefs d'établissement de notre territoire font partie du Conseil d'administration du CEPFI dont la principale du collège Boileau avec laquelle le CEPFI développe des actions au sein du dispositif Oxygène et pour la formation des délégués. Les éducateurs sont également intervenus dans le cadre de l'anniversaire des 50 ans du collège Boileau.

De nombreuses actions sont organisées dans les collèges pour prévenir le décrochage scolaire. Nous avons des actions communes, des groupes de parole, des collaborations avec l'infirmière scolaire pour les journées de prévention des risques... Nous sommes également présents aux abords des collèges notamment en période de tensions. Les établissements qui sont confrontés à des situations difficiles nous sollicitent également pour intervenir en fonction de problèmes spécifiques au sein des classes ou auprès d'élèves difficiles à gérer dans le cadre scolaire. Nous recadrons toujours nos interventions pour éviter de passer pour des pompiers sociaux.

Des actions spécifiques et des séjours éducatifs sont organisés pour « raccrocher » les jeunes en risque de rupture. Notre soutien spécifique qui revalorise les potentialités des jeunes, semble très apprécié par les établissements scolaires. Ils mesurent les évolutions parfois inespérées chez certains jeunes. La relation éducative individuelle et les actions collectives basées sur la confiance et les valeurs citoyennes permettent aux jeunes de révéler leurs capacités à réussir en se reconnectant positivement à eux-mêmes et aux autres.

Ce travail éducatif est d'autant plus efficace qu'il est mené à Saint-Michel dans le cadre d'un partenariat historique fort avec l'ensemble des services publics et des associations.

BRÉTIGNY SUR ORGE

Les établissements scolaires sont très demandeurs des interventions des éducateurs. Nous collaborons à toutes sortes de projets qui visent à enrayer les processus d'échec et d'exclusion scolaires.

Actions :

Collège P. Éluard, Collège Pablo Neruda

Nous assurons des permanences au collège Paul Eluard,

Nous intervenons au collège P. Eluard toutes les semaines soit par le biais du groupe de parole, d'intervention type de citoyen ou sur le harcèlement, de journée Sidaction...

Nous assurons aussi des interventions sur les classes en fonction des demandes des CPE, du Principal et des Professeurs.

Nous sommes également en contact avec le collège Pablo Neruda. Nous y assurons :

- un groupe de parole le temps du midi,
- des interventions avec la SEGPA (Relation entre jeunes, relation jeune/adulte, thématiques de prévention et projets éducatifs divers)

Dans les deux établissements nous réalisons des entretiens avec les familles et l'assistante sociale du collège au sein même de l'établissement en fonction des problématiques rencontrées (problèmes administratifs, conflits conjugaux, problèmes avec le jeune et sa famille ou le jeune au collège...).

Constat et orientations

Les difficultés du travail de rue expliquées précédemment et les orientations du schéma départemental sur les 11-21 ans nous ont amenés à mettre en place des actions au sein des collèges. Les contacts avec ces établissements se sont avérés positifs et constructifs. Les demandes d'actions de prévention en provenance des établissements sont de plus en plus nombreuses.

L'intégration de trois chefs d'établissement des villes de Brétigny, Sainte-Geneviève et Saint-Michel au Conseil d'administration du CEPFI lors de notre dernière Assemblée générale témoigne de la qualité et de la richesse de ce partenariat éducatif.

L'implantation dans les collèges a longtemps suscité des interrogations au regard des principes de la prévention spécialisée. L'orientation prise par notre service depuis plusieurs années a nécessité de nombreux échanges dans l'équipe puis avec les partenaires de l'Éducation nationale. Désormais, la situation est claire il n'y a plus d'ambiguïté de rôles. Nous sommes très bien identifiés par les principaux partenaires des établissements avec lesquels nous élaborons des projets éducatifs co-construits.

Dans nos multiples échanges avec les collégiens nous observons régulièrement l'expression d'un mal-être de certains jeunes, notamment, dans leur relation à « l'autre » (parents adultes), de questionnements sur leur sexualité, leur identité, leur image. Les problèmes de violence et de harcèlement sont également fortement amplifiés par les réseaux sociaux. Nous réalisons des interventions pour travailler avec les jeunes et la communauté éducative sur toutes ces questions pour gérer les situations difficiles et améliorer le climat scolaire.

Si l'on attribue souvent aux jeunes les problèmes de violence, de transgressions, d'addictions, nous constatons que les jeunes souffrent également de l'agressivité affective et

sociale produite par les adultes (maltraitements, carences affectives, obligation de résultat, individualisme, peur de l'autre, crise économique...).

Dans les débats, nous avons constaté que les notions de plaisir, de joie, de réussite sont peu valorisées. Les événements violents nationaux et internationaux ne font qu'amplifier un profond sentiment de mal-être qui résonne avec les préoccupations personnelles des plus fragiles.

Dans un contexte social difficile qui exacerbe toutes les formes de tensions qui se cristallisent dans les établissements scolaires, il semble plus que jamais utile de poursuivre ce travail essentiel avec les collègues.

Nous sommes depuis très longtemps sollicités et reconnus par la majorité des établissements scolaires du TEPs. Dans l'ensemble des lieux de scolarité les problèmes sociaux et éducatifs sont évidents. Malgré des dispositifs qui offrent parfois des moyens supplémentaires à certains établissements, les professionnels sont confrontés à une surabondance de problématiques complexes. C'est donc naturellement que les représentants locaux de l'Education nationale se tournent vers nous. Nous ne pouvons pas répondre à toutes les demandes en raison d'un manque de temps et de moyens humains. Nous restons cependant toujours disponibles et réactifs pour co-construire des projets dans une démarche d'éducation positive.

Nous savons que pour de nombreux jeunes l'avenir est incertain, mais nous pensons qu'il peut aussi réserver de belles surprises. Rien n'est irrémédiable et nous aidons les jeunes à reprendre confiance pour mobiliser leurs capacités de réussite.

S'il n'est pas question de nier aux jeunes, une part de responsabilité dans leurs provocations et dans leurs actes, il n'en n'est pas moins essentiel de leur donner des possibilités d'espoir, de réussite et de plaisir.

Partant de ce constat nous tentons de redonner confiance à ceux qui pensent que tout est perdu d'avance. Ce discours éducatif positif sans angélisme ni naïveté leur redonne de l'espoir et leur permet de raisonner et d'agir autrement. Nous tentons de remotiver tous les élèves en situation de décrochage scolaire. Nous les accompagnons dans leur difficile choix d'orientation professionnelle.

A travers les médiations variées que nous leur proposons en lien avec leurs établissements, les jeunes s'étonnent souvent de découvrir des potentialités inconnues. Dans une convivialité bienveillante, ils expérimentent des sentiments sociaux essentiels de partage et de solidarité. Ils retrouvent une certaine curiosité, un appétit de comprendre et des capacités à exercer leurs choix.

AIDE ET SOUTIEN SCOLAIRE

- Soutenir des jeunes en difficultés scolaires et leur donner des conditions favorables de travail.
- Favoriser le lien avec les familles.
- Être en relation de longue durée avec des jeunes (les connaître et se faire connaître).
- Être au contact des filles que l'on voit moins dans la rue ou au local

Type de public : jeunes scolarisés (école, collège, lycée) en difficulté scolaire issus de familles défavorisées pour la plupart.

Le service de prévention spécialisée a longtemps cherché à mettre un accent particulier sur les soutiens scolaires ou l'aide aux devoirs sur les quartiers car ce sont des lieux d'ancrage importants auprès de la population et un début de réponse aux difficultés scolaires des jeunes. Mais depuis quelques années, il nous est plus difficile de mobiliser les jeunes dans la mesure où l'offre de service des partenaires s'est développée sur l'axe du soutien scolaire. Pour autant, leur démarche complémentaire est souvent très différente de la nôtre.

Nos approches et nos implications sont différentes selon les villes en fonction de l'institution à qui incombe la responsabilité de la mise en place de ces soutiens.

Ces soutiens encadrés par les éducateurs (et des encadrants APES à Saint-Michel-sur-Orge) n'ont pas prétention à produire de « bons » élèves mais surtout à faire prendre conscience de l'importance d'effectuer ses devoirs dans des conditions correctes et avec des adultes « aidants ». En ce sens, cette activité constitue peut-être plus une aide aux devoirs qu'un soutien scolaire

Ces « soutiens » consistent à aider le jeune à faire ses devoirs, à le soutenir dans sa scolarité et de ce fait à lutter contre une des premières exclusions sociales : l'échec scolaire. Ils permettent également à l'éducateur de repérer les difficultés et les besoins du jeune bien au-delà de la scolarité. Toutefois il apparaît des difficultés de plus en plus lourdes dans toutes les matières avec une carence des acquis dès l'entrée au collège. Il faut souvent tout reprendre et les jeunes résistent à ce qu'ils ressentent parfois comme un acharnement. Nous devons être encourageants et avoir un certain tact pour mobiliser les plus rétifs.

Les soutiens sont surtout des lieux d'échanges et de rencontres entre les jeunes des quartiers, les éducateurs et les familles et, surtout, le lieu privilégié de contact avec les jeunes filles, trop absentes dans l'espace public.

Constat et orientations

Nous constatons de façon très significative et dès le plus jeune âge, que notre public est de plus en plus éloigné des connaissances de base nécessaires à une bonne intégration scolaire puis professionnelle, les carences en maths, lecture, orthographe, vocabulaire et grammaire sont considérables, avec pour répercussion une incompréhension des autres matières. Issus de milieux sociaux fortement défavorisés, ils ne peuvent s'appuyer sur le noyau parental ou environnemental.

Ces manques d'acquis, de concentration, de motivation, d'autonomie de ces jeunes laissent entrevoir un avenir scolaire compliqué.

Les aides et soutiens scolaires constituent un support à la relation et un outil éducatif précieux.

Autour du soutien scolaire il est surtout essentiel de travailler les notions de temps et plaisir. De même que l'apprentissage de la frustration et de l'expérience. Cette dimension éducative concerne tout autant les adolescents que leur famille.

Étant donné les inégalités face aux apprentissages dont souffre une grande partie de la population du TEPS, nous ne serons jamais assez nombreux pour soutenir la scolarité de tous ces enfants.

CHANTIERS EDUCATIFS

- Réaliser avec les jeunes des projets en les associant dans la conception
- Placer le jeune en tant qu'acteur de sa vie sociale
- Développer l'autonomie des jeunes

Type de public : les jeunes particulièrement éloignés socialement, économiquement ou culturellement des différentes associations sportives, ludiques et culturelles.

Age : de 13 et 20 ans.

Cette action consiste à proposer à des jeunes, suivis par le service de prévention spécialisée, un travail ou un service comprenant plusieurs axes :

- Réalisation d'un travail d'utilité collective et citoyenne.
- Réalisation d'un projet individuel ou collectif.
- Valoriser un public au regard des partenaires, financeurs et habitants
- Financer des projets individuels ou collectifs
- Créer du lien entre les différents acteurs de la ville

Ce travail est réalisé en lien avec les partenaires locaux notamment dans le cadre d'actions liées au Tremplin citoyen mis en place par le Département.

Ces chantiers sont avant tout, pour les éducateurs, l'occasion de passer du temps avec les jeunes en se confrontant à la valeur « travail. » La mise en situation permet d'échanger sur des valeurs ou sentiments divers et variés (notion d'effort, travail d'équipe, respect des tâches, des temps, de l'hygiène, de la sécurité...).

Chaque chantier est lié à un projet individuel ou collectif du jeune. Il permet aussi aux jeunes de s'impliquer dans la vie locale, associative et citoyenne de sa ville. L'image que renvoient ces jeunes à travers leur investissement et leur sérieux est fortement positive et les adultes (et autres jeunes) découvrent des jeunes volontaires malgré des difficultés sociales importantes.

Ce temps de vie en commun permet également d'échanger sur le projet à venir et de consolider les liens entre les jeunes eux-mêmes et les éducateurs. L'ensemble de l'équipe et les jeunes remercient les partenaires qui leur font confiance dans la mise en place de ces actions.

ANIMATIONS DE QUARTIERS

- Créer une dynamique de voisinage sur les quartiers et favoriser les échanges entre les générations et les ethnies.
- Approfondir nos relations avec les familles.
- Évoquer les perspectives de la rentrée scolaire prochaine et la préparation des vacances d'été avec les jeunes et les parents.

Type de public : jeunes et leur famille.

Age : de tous âges.

Nous participons régulièrement à de multiples actions collectives au sein des communes du TEPS. Nous sommes toujours présents sur les événements des villes et de l'Agglo. Ces moments festifs chaleureux et conviviaux rappellent à tous les habitants la nécessité d'entretenir des liens de solidarité inter-quartiers. Ces événements se veulent des temps

d'échanges culturels, sociaux et ethniques. C'est souvent l'un des rares moments de l'année où les résidents participent au sein même de leur quartier à une animation qui se veut simple et conviviale.

Les rencontres intergénérationnelles contribuent aussi à renforcer la capacité collective d'éducation et ainsi celle de chaque parent. (Repas de quartiers).

Nous réalisons en moyenne une dizaine d'animations de quartiers par an :

Le service de prévention spécialisée est généralement maître d'œuvre de ces actions en se chargeant de la réalisation, de l'aménagement du site et de l'information avec les jeunes.

Le support aux actions avec un groupe nous permet d'approfondir la relation éducative et le « vivre ensemble ». Il peut prendre la forme de séjour éducatif, de participation aux fêtes de quartier, de sorties ou d'activités qui permettent d'évaluer les capacités de socialisation et d'autonomie du jeune dans le groupe.

Bien évidemment, les éducateurs sollicitent une autorisation pour toutes les sorties avec les mineurs. Les filles participent aux événements collectifs mais viennent plutôt en groupe sexué aux activités et aux sorties.

Les adultes expriment souvent avec une certaine nostalgie un temps où les échanges amicaux, festifs ou ludiques se faisaient de façon naturelle et permettaient le maintien du lien social. Le repli sur soi et l'individualisme, sont dénoncés par tous mais malheureusement aussi mis en œuvre par tous. Dans ce sens, nous observons qu'il est de plus en plus difficile de faire côtoyer le groupe adultes/parents et le groupe jeunes/enfants.

En terme relationnel, les actions collectives se révèlent très opérationnelles et très fructueuses en prévention spécialisée. Et il faut noter que sur certains secteurs les grands adolescents et jeunes adultes proposent de plus en plus leur aide dans la réalisation de ces événements. Les partenaires, selon les villes, nous sont également d'une grande aide (par exemple sur Brétigny : Service jeunesse, ludothèque, PIJ, amicale de quartier, bailleurs, associations caritatives...)

Constat et orientations

La prévention spécialisée contribue à l'amélioration du « vivre ensemble ». Pour cela, elle cherche à favoriser ce qui peut améliorer les relations filles/garçons, les liens adolescents/adultes, les rapports entre populations de quartiers et représentants d'institutions, les différences raciales, culturelles et sociales, à modifier les représentations réciproques. Les actions collectives d'animations festives contribuent aux dynamiques de vie dans le quartier, dans la ville. Avec notre soutien, les jeunes sont perçus autrement ils montrent leurs capacités à se mobiliser, à s'impliquer. Ils revalorisent leur image et leur estime d'eux-mêmes.

Le partenariat local avec les services municipaux et les associations pour organiser des moments festifs conviviaux est essentiel. Cela légitime notre place et notre rôle sur le quartier et rappelle à tous les habitants la nécessité d'entretenir des liens de solidarité inter-générationnels et inter-quartiers.

Nous souhaiterions moins concentrer les dates de ces événements qui se déroulent en général en fin d'année scolaire. Nous pourrions imaginer une convivialité collective soutenue tout au long de l'année en utilisant des salles communales et en impliquant les jeunes et les

familles régulièrement dans la préparation. 4 évènements pourraient s'organiser : à la rentrée pour la nouvelle année, le printemps et en fin d'année scolaire.

Enfin, la multiplicité de nos actions éducatives risque à terme de dépasser nos possibilités professionnelles. Le partenariat bien établi nous aidera à sérier nos priorités et peut-être à réduire certaines actions que les dispositifs sociaux, éducatifs et communaux peuvent mener seuls.

ATELIERS D'EXPRESSION

- Développer l'expression écrite, orale et gestuelle grâce à différents supports
- Apprendre à se connaître, et à exprimer et communiquer ses sentiments et ses émotions.
- Entendre et accepter les différences d'idées, d'envies, de choix de son entourage.
- Faire prendre conscience que chacun peut et doit construire sa propre vie avec les autres en respectant les règles et lois qui garantissent la liberté de chacun.
- Faire comprendre les moyens, les manières et les lieux existants pour exprimer un désaccord

Type de public : jeunes en difficultés sociales.

Age : - de 25 ans.

Atelier voile : projet inter équipes

Atelier jeux théâtraux

Atelier théâtre

Atelier court métrage

Atelier PSC1 (formation aux premiers secours)

Aggl'olympics à Fleury-Mérogis

Plus que les réalisations ou les apprentissages en eux-mêmes, l'essentiel de ces ateliers réside dans les échanges et les discussions autour des sujets abordés. Ils restent des supports à la relation. Les thèmes abordés sont soit libres, soit dirigés en fonction du public. Les échanges fructueux laissent place à l'écoute des autres donc des différences.

Chacun s'aperçoit que l'histoire d'un individu et ses rencontres influent sur son mode de pensée, de réflexion et de réactions.

Cependant, il est difficile de mobiliser notre public sur un travail dans le temps car cela nécessite régularité, investissement et rigueur.

Des notions qu'ils n'ont pas toujours l'envie ou la capacité de mobiliser. L'intervention d'une personne extérieure qualifiée ou de partenaires (théâtre, agglolympic) reste un apport technique facilitant la mise en place des objectifs éducatifs.

La mixité sur ce type d'activité est intéressante pour travailler les relations filles garçons et développer les capacités d'expression et d'initiative des filles.

SORTIES EDUCATIVES

- Renforcer notre relation avec certains jeunes en apprenant à se connaître mutuellement.
- Sortir des jeunes du contexte familial, scolaire ou local.
- Découvrir des activités et faire émerger des sentiments, des émotions en les partageants avec d'autres.
- Inciter les jeunes à prendre leur temps libre en main en s'organisant et en se donnant les moyens d'y parvenir

Type de public: jeunes des quartiers issus de familles en difficultés sociales.

Age : 8 à 25 ans.

Ces différentes sorties se sont révélées très positives dans leur déroulement et ont répondu aux attentes et objectifs fixés. Le temps partagé avec ces jeunes permet le renforcement des liens et l'instauration d'un respect mutuel.

Ces projets nous permettent également de rencontrer les familles dans le cadre des autorisations parentales. Notons également la demande forte de certaines jeunes filles de sortir de leur vie quotidienne où elles ont peu de place pour les loisirs et l'amusement. Ces sorties sont très souvent reliées à un autre projet (soutien scolaire, ateliers d'expression...).

Un quart d'un tiers du public est féminin et ces sorties touchent essentiellement les - de 17 ans.

A la demande d'un groupe de jeunes, à l'occasion d'un événement (film, concert...), à un moment où cela pourra faire sens pour un jeune ou un groupe de jeunes, l'éducateur de prévention spécialisée peut construire et/ou proposer des activités et/ou sorties à dimension :

- sportive
- culturelle (spectacle, visite...),
- conviviale (faire et partager un repas, organiser un barbecue ...),
- ou tout simplement ludique (piscine, bowling...)

L'activité est toujours un temps fort de l'accompagnement éducatif qui implique les jeunes (choix, participation financière...).

Pourtant, nous devons être vigilants face à ces sorties, car il est essentiel que les jeunes ne nous perçoivent pas uniquement comme des « distributeurs » d'activités. Pour compenser les restrictions concernant la mise en place de séjours éducatifs. Il est primordial de considérer que c'est durant ces moments de vie commune que s'échangent et se transmettent, à travers la parole et les attitudes, des savoirs vivre et des savoirs être. Et ceci tant à l'intérieur du groupe qu'avec le monde extérieur.

Notons cette année quelques sorties familiales sur Morsang et Fleury. Ce sont souvent les mères avec leurs jeunes enfants qui participent à ces sorties.

Constat et orientations

Nous constatons malheureusement, que, malgré la bonne volonté apparente de tous, la séparation entre les sexes, les origines, les âges, les milieux sociaux et les croyances s'accroît considérablement. Le rôle de liaison sociale de la prévention spécialisé prend ici tout son sens

Nous souhaitons développer nos sorties éducatives et nous travaillerons davantage à destination des jeunes filles trop souvent coupées des possibilités de loisirs. Les séjours, dans le cadre d'un projet 2019 présenté à la fin de cette partie, devraient également nous permettre de développer notre travail en direction des filles.

SEJOURS EDUCATIFS

Les séjours sont très mobilisateurs chez les jeunes et permettent à l'équipe de travailler en profondeur avec les jeunes et leurs familles

- Lutter contre toutes formes d'exclusion ou de marginalisation des jeunes en difficulté.
- Créer du lien et instaurer une relation de confiance permettant aux éducateurs de mettre en place leurs rôles éducatifs.
- S'ouvrir à la réflexion, à la tolérance et à l'échange en découvrant d'autres paysages, d'autres modes de vie et d'autres personnes.
- S'interroger sur la place de chacun au sein du groupe et de la société, sur l'importance du regard des autres.
- Valoriser ces jeunes à travers les activités mais aussi les tâches quotidiennes

Les séjours permettent la mise en place d'une relation éducative et l'amorce ou le renforcement de la place de l'éducateur en tant qu'adulte référent. La résolution des problématiques du jeune passe par ces temps de vie en commun. Le jeune intègre le fait qu'un adulte s'intéresse à sa vie, lui donne du temps, ne le juge pas et qu'il est lui-même capable d'améliorer sa qualité de vie en s'appuyant sur les autres mais aussi sur ses propres capacités.

Le CEPFI a développé historiquement une pratique très importante des séjours éducatifs. C'est un temps essentiel qui permet un contact et une connaissance approfondie du jeune et de l'éducateur. L'équipe reconnaît les séjours comme un outil majeur de son action éducative. Les restrictions budgétaires ne permettent plus d'avoir des séjours longs

Conscients de la nécessité d'engager ce travail éducatif, nos partenaires de l'Éducation Nationale nous sollicitent fortement pour mettre en place des séjours dans une démarche de remobilisation scolaire.

Ils souhaiteraient également que nous puissions engager des séjours de rupture plus longs auprès des jeunes les plus en difficulté. Nous n'avons malheureusement pas aujourd'hui la possibilité financière de répondre à ces besoins pourtant prioritaires. En effet, depuis 2014 chaque année il n'y a que 9 ou 10 séjours seulement contre 18 en 2011. Soit une baisse de 50%. En nombre de jours cela revient à une baisse de 75% car les séjours sont de plus en plus courts.

Constat et orientations

Dans un cadre de restrictions budgétaires, nous avons de plus en plus de difficulté à mettre en place des séjours pour les jeunes. Resituer le jeune dans une dimension collective à l'extérieur de son environnement habituel permet de compléter le regard porté sur lui et

d'analyser notamment si ses modes de relations aux autres sont structurés de façons positives (autonomie) ou négatives (dépendance). Ces parenthèses s'avèrent extrêmement utiles pour développer les compétences psychosociales³ et les savoir être des jeunes. Dans des environnements inconnus à l'extérieur du quartier et de leur entourage habituel, les jeunes développent leurs capacités d'action et d'autonomie en lien avec les autres.

Projet transversal 2019

Pour trouver des solutions de financement, nous allons déposer en 2019 un dossier dans le cadre du FIPD pour mettre en place un projet de séjours réalisés en transversalité sur les différentes villes qui répondent à 3 objectifs majeurs ressortis de notre DTP :

- travailler sur les conflits de territoire entre jeunes
- lutter contre le décrochage scolaire
- améliorer les relations filles/garçons

Ci-dessous pour terminer cette dernière partie, la présentation des objectifs de ce projet 2019 :

Les séjours éducatifs en prévention spécialisée ne sont pas une offre ouverte. Les jeunes participants aux séjours sont choisis par l'équipe éducative en fonction de notre connaissance de ces jeunes et des objectifs éducatifs définis pour prévenir les risques, les décrochages et les ruptures des plus vulnérables. Notre présence dans tous les collèges du TEPS renforcera notre partenariat sur les objectifs communs cités ci-dessus. Les séjours renforcent les relations et permettent de travailler au quotidien sur des aspects bien précis correspondant aux problématiques spécifiques des jeunes. Le contenu favorisera l'aspect citoyen et se déroulera en des lieux isolés afin d'accentuer l'aspect rupture, tout en s'ouvrant à la réflexion, à la tolérance et à l'échange et en découvrant d'autres paysages, d'autres modes de vie et d'autres personnes. Il s'agit de permettre aux jeunes de sortir de toutes les formes d'enfermement et de repli.

Dans l'action, que ce soit l'activité, les tâches quotidiennes ou les temps libres chacun prend sa place en fonction de ses capacités et des règles de vie communes instituées dès le départ. Un effort est demandé à tous en ce sens et chacun doit respecter ou accepter les carences ou qualités des autres. Les désaccords ou conflits doivent se régler dans la discussion et sous la responsabilité de l'adulte en dernier ressort et non sous la menace physique ou l'insulte.

Notre mission éducative trouve tout son sens dans ces multiples moments de vie quotidienne. L'indicateur le plus marquant réside dans le discours des aînés qui sont partis avec nous les décennies précédentes et qui, arrivés à un certain âge, perçoivent la richesse de ces séjours en termes d'échanges, d'écoute, d'émotions, de découverte et de cadre. La confiance dont nous crédite les parents et les aînés, en nous confiant leurs enfants ou leurs frères et sœurs, est aussi explicite de la qualité de ce travail.

³Les compétences psychosociales sont la **capacité** d'une personne à **répondre avec efficacité aux exigences et aux épreuves de la vie quotidienne**.

C'est l'**aptitude** d'une personne à maintenir un état de bien-être mental, en adoptant un **comportement approprié et positif** à l'occasion des relations entretenues avec les autres, sa propre culture et son environnement.

[Définition OMS]

Pour conclure cette partie, nous terminons par la contribution apportée par Philippe HOFMAN qui intervient auprès des éducateurs depuis plus de 10 ans (cf. p39) :

L'exposé exhaustif de toutes les actions éducatives n'est pas un listing de satisfécits. L'ensemble des activités proposées par les éducateurs de prévention pourrait s'apparenter à des dispositifs de soutiens et d'animations attractifs. Mais l'objectif de la prévention spécialisée n'est pas de proposer un catalogue.

Il s'agit de trouver des médiations classiques et originales qui ont du sens pour permettre à un public de jeunes très fragiles de refaire du lien social. La présence et l'accompagnement éducatif ouvre un espace inconnu et sécurisant pour des jeunes aux vécus violents, qui refusent souvent toute forme de soutiens.

Ils ont été par le passé approchés par toutes sortes de dispositifs d'aide et de soutien, mais ils les ont refusés et mis en échec. Pour eux, les relations humaines sont souvent marquées par la méfiance et l'agressivité. Ils refusent aides et conseils qu'ils pensent être une manipulation.

Dans leur histoire, de très nombreux adultes ont déployé des trésors de bienveillance et de pédagogie pour les aider mais, ils ont dû abandonner. Ces jeunes se sont enfermés dans une spirale d'exclusion. Ils se retrouvent dans la rue isolés ou en groupe avec leur vide et leur colère. Alors qu'ils sont de plus en plus exclus, les éducateurs de prévention vont vers eux. Après un contact sensible et délicat, ces jeunes insoumis acceptent d'être accompagnés. Au fil du temps, une relation de confiance s'installe. Leurs relations et leurs représentations de la société changent. Il leur est désormais possible de ne plus se sentir menacé par l'autre et par eux-mêmes.

La relation éducative bienveillante absorbe leur colère et leur impulsivité. L'échange, la protection et une amorce de réciprocité deviennent possibles. C'est une relation fragile, mais essentielle qui rompt les principes destructeurs de l'exclusion. Ces adolescents regardés sans être jugés, arrivent à retrouver une envie de jouer sans s'exciter, à partager des rires, à s'étonner....

L'éducateur proche et disponible donne un aperçu authentique du soutien. Les jeunes reprennent doucement confiance et se sentent exister, voire utiles. On les confronte aux autres démunis à travers des actions de solidarité citoyenne, ils sont surpris de pouvoir les aider. Ils ressentent alors une forme de joie de vivre étonnante. Ces moments fondamentaux sont au creux de toutes les démarches éducatives, des plus banales poignées de mains aux repas partagés, des soirées de jeux des spectacles inattendus.... Toutes sortes de médiations amorçant parfois des suivis au long cours.

Nous espérons que les éducateurs pourront poursuivre ce travail pour développer les capacités des jeunes les plus vulnérables à réussir leur parcours de vie et d'insertion.

V. CONCLUSIONS

Le CEPFI fêtera ses 30 ans en août prochain. Notre ancrage sur le territoire est profond. Depuis sa création, le CEPFI a développé la transversalité de ses actions en lien avec les partenaires locaux pour faire face à la complexité des problématiques éducatives, psychologiques et sociales des publics les plus vulnérables. Notre action s'inscrit dans une démarche de service public au profit du maintien de la cohésion sociale dans une période où les risques de rejet, d'exclusion et de violence se multiplient.

Sur le TEPS, presque toutes les problématiques sociales sont en hausse. La situation globale des jeunes et des familles se complexifie et les interactions des différents aspects de la vie s'entrelacent dans des problématiques intriquées. Une difficulté en entraîne souvent une voire plusieurs autres. Le mal-être, la pauvreté et l'isolement s'installent chez les publics les plus vulnérables.

Les situations sociales se dégradent et les inégalités discriminantes se creusent. L'accès aux droits et les démarches d'insertion deviennent encore plus complexes pour les publics. Comme le constatent tous les partenaires, l'augmentation des situations d'exclusion est encore aujourd'hui renforcée par l'accroissement des procédures numériques.

Alors que la multiplication des demandes et la gestion de l'urgence débordent les services sociaux et sanitaires, les situations des publics s'aggravent à mesure que les délais de prise en charge s'allongent. Tous ces aspects ont été largement évoqués au sein de nos comités techniques, en particulier la situation inquiétante des problématiques de santé mentale qui ne sont plus prises en charge mais aussi l'allongement des délais de mise en place des mesures éducatives.

Alors même que les besoins de soutien des publics augmentent, les diminutions budgétaires remettent en question nos possibilités d'interventions. Les deux villes de notre territoire qui concentrent les problématiques les plus élevées financent moins de la moitié des contributions calculées pour maintenir nos moyens financiers dans le cadre de la CEPOM 2018-2020. Ce manque de financement a encore réduit nos moyens par le jeu des ajustements de la dotation Départementale (application de la règle des 80/20).

La compensation partielle apportée par le Département sur les deux premières années pour accompagner les négociations sur le temps de la convention s'arrête fin 2019.

Si la situation n'évolue pas, nous n'aurons plus les moyens en 2020 d'exercer la mission de Prévention spécialisée qui nous est confiée.

L'ensemble des professionnels s'accorde à reconnaître que les risques de toutes formes, la violence et le mal-être s'accroissent pour les publics souvent parmi les plus pauvres. Les jeunes fragilisés en quête d'identité et de reconnaissance s'exposent à tous les risques et leur exclusion s'aggrave. Plus ils sont vulnérables, plus ils se sentent rejetés et à l'écart des institutions, plus les risques et les pratiques délictueuses et violentes augmentent.

Face à ces risques de ruptures, il apparaît plus que jamais crucial de maintenir une relation de confiance avec des adultes soutenant. Les éducateurs font partie des derniers travailleurs sociaux sur le terrain qui vont à la rencontre de ces jeunes en rupture avec les institutions. Ils leur apportent l'appui éducatif et l'étayage dont ils ont besoin pour reprendre confiance en leur capacité à réussir leur insertion.

La présentation et l'analyse de l'ensemble des actions éducatives a montré comment les éducateurs pensent, diversifient et renouvellent leurs actions pour réaliser ce travail auprès des jeunes.

Comme nous l'avons vu dans la synthèse des comités techniques, la richesse et la diversité des expériences et des pratiques éducatives mises en œuvre sur le TEPS sont reconnues par les acteurs du territoire.

Les éléments contenus dans ce rapport confortent ceux de l'évaluation interne :

- Les équipes sont connues et reconnues tant par les jeunes que par les partenaires sur les différents territoires. Les publics et acteurs des villes du TEPS les décrivent disponibles, efficaces et accessibles.
- Les éducateurs ont acquis la reconnaissance des professionnels de l'Éducation Nationale qui font particulièrement appel à leurs interventions et les incluent dans leurs réflexions et leurs actions de lutte contre le décrochage scolaire.
- Les jeunes reconnaissent massivement la singularité et la qualité de la relation avec les éducateurs. Les jeunes se sentent pleinement en confiance, écoutés et compris à une très forte majorité (93 %) et ils considèrent que les éducateurs les ont aidés à trouver des solutions à leurs difficultés.
- L'ensemble des publics du TEPS témoignent du rapport de confiance et de l'utilité que les éducateurs apportent à la prise en compte de leurs problèmes.

Les éducateurs s'impliquent et s'engagent fortement sur chacune des villes pour accompagner les jeunes les plus vulnérables.

Nous espérons que ce diagnostic contribuera à mettre en exergue la spécificité et l'efficacité de leur travail pour pérenniser leur mission auprès des publics dont les difficultés croissantes réclament plus que jamais leur appui.

VI. ANNEXES ET TÉMOIGNAGES

JEUNES

Les éducateurs ont relevé quelques réflexions qui reflètent de manière crue mais directe les représentations et les préoccupations des jeunes. Nous en livrons un échantillon :

Mal être/Santé/Education

- « J'ai mal à ma vie »
- « J'ai une vie de merde, comme mes parents »
- « Je vais me foutre en l'air »
- « Y'a qu'avec vous (les éducateurs) qu'on peut parler de tout »
- « Heureusement que vous êtes là, sinon je serai mort »
- « C'est quand même bien qu'il y ait le CEPFI des fois »
- « Le CEPFI nous aide à grandir »
- « Y'a plusieurs voies (ou voix ?) Dans ma tête, je choisis en fonction de la situation »
- « Vive la bédave ! »

Origine :

- « Ce serait mieux que je retourne au bled, ici on paye tout le temps et y'a pas de boulot »
- « Y'a des choses bien en France par rapport au bled, mais on en profite pas » (*paroles de maghrébins*)
- « Venez on retourne au bled ici c'est la m.....mais c'est cher d'aller là-bas et c'est encore plus dangereux » (*parole Afrique noire*)
- « On veut bien aller avec les gilets jaunes, mais avec notre casier et nos têtes, c'est mort on va se faire serrer tout de suite »
- « Si un jour y'a la guerre entre noirs et blancs, même si je te connais je te bute »

Sexualité :

- « Les meufs portent des *linguines*, elles nous provoquent »
- « Est ce qu'on peut tomber enceinte par la bouche ? »
- « Si une femme enceinte perd ses os ? Elle ne peut plus avoir de tibia ? »
- « Ça existe une pilule d'hier ? »
- « J'voudrais trop avoir un bébé » (13 ans)
- « Cet enc... il m'a filmée et il a envoyé le SNAP à tous ses potes »
- « Tout le monde croit que je suis une pute, c'est dégueulasse »
- « Ma mère veut pas que je mette de tampons, chez nous on n'a pas le droit de s'enfoncer des trucs »
- « Au quartier, les pédés y'en a pas ! »

Enfermement/Ouverture :

- « Pourquoi y'a plus de séjours ? J'ai envie de bouger moi, de voir autre chose »
- « Faut que je parte du quartier, c'est tous les jours la même chose, je tourne en rond »
- « Le permis de conduire est trop cher, nous on voudrait bouger, aller à paris, à la mer mais tout est trop cher »

« Avec vous, on sort du quartier »

« Vous nous avez appris à voir ailleurs, moi j'ai amené ma copine à Etretat, mais le dites pas aux autres »

Travail :

« Y'a pas d'avenir, l'argent faut le faire maintenant »

« J'ai pas la gueule de l'emploi, j'ai fait mille demandes de boulot et pas de réponses »

« On est pas des chiens, mais on nous considère comme des chiens »

« C'est la merde, j'y arrive pas, y'a pas de solutions....trouvez-nous des solutions »

« Vous vous achetez des pompes à 500 euros, nous les mêmes on les touche à 150 »

Administration :

« Les papiers c'est l'enfer ! »

« Les administrations me font mal à la tête »

« Ici y'a rien pas de Pôle emploi, pas de sécu, pas d'agence d'intérim, y faut toujours aller dans la ville à côté »

« Y'a trop de papiers à faire »

« Aux U.S. C'est plus simple d'ouvrir une boîte, après tu deviens riche trop vite ! »

« Tout passe par internet, ça va pour TINDER mais les papiers c'est trop compliqué »

Les politiques :

« Le maire y fait rien pour nous »

« Les politiques font des promesses bidons »

« C'est des mytho, faut pas qu'ils reviennent nous voir pour les prochaines élections avec leurs belles paroles »

« Le président macron y connaît même pas le prix d'un yaourt »

« Les gilets jaunes y ont raison, faut tout casser....viens on y va samedi on va s'amuser..... »

Scolarité :

« Mon collège, c'est devenu une prison avec toutes ces caméras »

« L'école ça sert à rien, les diplômes servent à rien y'a jamais de boulot derrière »

« Nos parents nous obligent à faire une seconde pour faire style lycéen »

« De toute façons, y a pas de débouché, et puis, on sera mal payé »

« On va à l'école pour la caf et la bourse »

« Est-ce que je pourrai avoir un rdv pour changer d'école, c'est pourri ici, on apprend rien »

Famille :

« Ma mère c'est une princesse mais aussi le diable des fois »

« Faut pas croire, mais les darons font aussi du trafic »

« Pourquoi nos mères elles ne font que des ménages »

« On deale ok, mais c'est notre taf pour la famille »

« Si t'insulte ma mère, j't'éclate »

« Mon daron, il s'est remarié au bled, j'l'ai pas vu depuis 5 ans »

« Au parler, mon daron y m' fait la morale »

La police :

« Tous les keufs c'est des racistes »

« Les contrôles de flics me cassent les c..., y sont toujours sur notre quartier, pourtant nous on est des gentils, y vont pas là où c'est dangereux »

« Faudrait tous les niquer » (reprise de paroles de rap)

« La police c'est ma mère »

Conflits de territoire :

« Ceux de..... (*ville voisine*) c'est des enc... y sont fous, faut pas tomber sur eux »

« C'est mon quartier, mon square, si t'es pas d'ici tu te casses »

« Ici c'est chez moi, le bled c'est pour les vieux »

« Ce tag là j'l'ai fait y a 6 ans. Elle tient bien la bombe ! »

Alimentation :

« Y parle que d'la bouffe bio bobos, moi je préfère les grecs »

« T'as vu son bide couscous coca »

« à Paris j'ai vu un resto de poulet à 50 balles ! C'est la poule aux œufs d'or là-bas »

« Y z'ont même pas de Nutella à l'épicerie sociale »

« Ouais, je sais, je pue le KFC ! »

PARENTS

Nous voyons quelques parents dans le cadre des suivis. Ils nous confient souvent leurs difficultés éducatives mais se plaignent peu de leurs conditions de vie précaires.

« C'est incroyable tout ce qu'on paye en France »

« Ici y'a plein de choses qui font envie mais on peut pas l'avoir, les africains sont pauvres, mais finalement ils s'en sortent mieux pour manger »

« Trop de papiers, c'est pas possible d'avoir une affaire dans ce pays »

« La justice elle fait rien, elle enferme les innocents, elle écoute pas ».... « Mais au pays les jeunes n'oseraient jamais se comporter comme ça »

« Je suis moche en ce moment, faut que je fasse des efforts, mais j'y arrive pas »

« Le Docteur m'a dit d'arrêter le sucre même pour les enfants, c'est pas possible »

« Mon fils il était si gentil, c'est devenu un monstre »

« J'ai vu qu'il a maigri, en prison il lui donne rien à manger et puis il fait trop froid »

« Ma fille elle veut jouer les dames ; mais elle a juste 14 ans »

« Elle est tout le temps sur son téléphone, on se parle plus »

« Son petit frère veut le même, il a 8 ans ! »

« Au collègue il m'ont dit qu'il fallait voir ses notes sur internet, mais j'y arrive pas »

« Il a été renvoyé 3 jours, j'ai peur qu'il finisse avec les autres qui font des trafics »

« Vous les connaissez bien, moi je sais plus quoi faire, aidez-moi »

« Il veut travailler, mais pas le matin »

« Ma fille elle travaillait bien, des bonnes notes et tout mais maintenant y a que les garçons qui l'intéresse »

« Si elle continue à trainer comme ça j'l'envoie au Bled. Elle va apprendre »

« Si son père était encore là, il me parlerait jamais comme ça »

« Son père l'a frappé, enfermé mais y a rien à faire »

« Comment je vais faire, ils sont tout le temps dehors avec les voyous, quand je pars au travail, ils dorment, j'en peux plus »

« Quand j'ai vu qu'elle était enceinte j'ai cru mourir, mais maintenant le petit, il est trop mignon »

PARTENAIRES

Témoignage de la PJJ (Protection Judiciaire de la Jeunesse)

Pour un éducateur PJJ travailler en partenariat est essentiel. Le cadre d'intervention, le mandat judiciaire, pose une contrainte dans laquelle le professionnel doit travailler le lien et l'adhésion.

Un partenaire comme le CEPFI est une réelle richesse, au-delà des compétences évidentes de chacun, pour faciliter le lien entre usagers et institutions. En effet, notre collaboration favorise l'entrée en relation et la compréhension de notre rôle auprès d'un jeune et/ou ses parents grâce à la proximité des éducateurs du CEPFI et leur connaissance de l'environnement quotidien. Sans enjeu de place, puisque celle de chacun est claire pour tous. Nombre de jeunes ont pu respecter les décisions judiciaires et investir le travail éducatif dans ce cadre grâce à l'intervention complémentaire du CEPFI.

De la même manière, la répartition des actions, comme la recherche d'un lieu de stage, le soutien à la scolarité, à la parentalité, est fluide et facilite la continuité éducative des parcours.

De plus, les formations proposées par le CEPFI apportent une respiration pour les agents de l'UEMO par les contenus riches et en permettant le regroupement de professionnels au niveau local et donc partenarial.

Etablissements scolaires

Nous reproduisons ci-dessous deux écrits qui nous ont été transmis par des professionnels d'établissements scolaires de Brétigny qui n'ont pas pu participer à nos comités techniques.

Je tiens à faire savoir notre entière satisfaction concernant le travail de l'équipe du CEPFI auprès des élèves de la SEGPA de notre établissement depuis plus de deux ans.

Les éducateurs sont intervenus très régulièrement et avec une grande implication, au service de nos élèves les plus en difficultés et sur des sujets très difficiles tels que le harcèlement, la gestion des conflits, la prévention de la violence. Ils ont été un véritable soutien pour notre équipe pédagogique et une médiation de grande qualité pour nos élèves.

Grâce au projet mené sur deux ans, nous avons vu nos élèves évoluer très positivement.

Comme chaque année nous renouvelons le partenariat existant avec le CEPFI (Centre de Prévention, Formation et Insertion) qui accueille certains de nos élèves dans leur local de Bretigny-sur-Orge près du Rond-point Mermoz.

Nous avons rencontré les éducateurs qui agissent à plusieurs niveaux pour nos élèves et en respectant le principe de libre adhésion:

- repérage avec les adultes de l'établissement des élèves en difficultés scolaires, sociales, familiales ou morales pour leur proposer un accompagnement, un soutien pour leur progression scolaire et ainsi éviter le décrochage scolaire ou la mise en danger par adoption de conduites à risque,
- accueil pour de l'aide aux devoirs (qui permettra la mise en place d'un accompagnement par les éduc de prévention spécialisée si cela est nécessaire) les mardi de 17h à 19h au local et les jeudis de 16h30 à 18h30 à la Maison des Sorbiers dans le nouvel éco-quartier du Bois Badeau,
- intervention auprès des classes pour sensibilisation et lutte contre le harcèlement, les moqueries...des classes de 3e en bénéficieront d'ailleurs sous peu,
- présence tous les jeudis midis dans la cour et/ou dans la salle de réunion porte prune pour proposer des actions et des jeux permettant de faire de la prévention sur différentes thématiques,
- Participation à l'animation de la Journée de Lutte contre le SIDA: exposition au collège et projections de courts métrages destinées aux classes de 4e. Sur le temps du midi: accès à l'expo pour les autres niveaux de classe.
- Intervention auprès des classes de 5e et 4e pour aborder le thème de la Citoyenneté grâce au "Dé Citoyen".

De plus, cette année, nous aurons la possibilité de monter ensemble un projet "Théâtre Forum" sur l'année avec une ou deux classes. La rédaction de scénettes ainsi qu'une production devant les élèves d'autres classes sont envisagées.

Si des collègues sont intéressés merci de nous faire signe afin que nous puissions organiser une rencontre sous peu.

Nous envisageons également qu'un partenariat d'accompagnement-suivi de nos élèves exclus par les éducateurs puisse se mettre en place, il nous reste juste à définir la forme que cela pourrait prendre.

Comme vous l'aurez compris, ces échanges riches et ces actions de sensibilisation "collent" aux besoins des élèves et sont une vraie chance pour nos collégiens et pour les équipes.

VII. GLOSSAIRE

ARS	(Agence régionale de santé).
ASE	(Aide sociale à l'enfance).
CADA	(Centres d'Accueil des Demandeurs d'Asile)
CAF	(Caisse d'allocations familiales)
CAP	(Certificat d'aptitude professionnelle)
CCAS	(Centre communal d'action sociale)
CESC	(Comité d'Education à la Santé et à la Citoyenneté)
CFA	(Centre de formation d'apprentis)
CMP	(Centre médico-psychologique)
CNAM	(Conservatoire National des Arts et Métiers)
CPE	(Conseiller Principal d'Éducation)
CPOM	Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens)
DDCS	(Direction départementale de la cohésion sociale)
DGS	(Direction générale de la santé)
HLM	(Habitation à loyer modéré)
INSEE	(Institut national de la statistique et des études économiques)
INSERM	(Institut national de la santé et de la recherche médicale)
IUT	(Institut universitaire de technologie)
MDPH	(Mission départementale des personnes handicapées)
MJD	(Maison de justice et du droit)
MNA	(Mineurs Non Accompagnés)
PADD	(Projet d'Aménagement et de Développement Durable)
PAEJ	(Point Accueil Ecoute Jeunes)
PCIE	(Passeport de Compétences Informatiques Européen)
PEF	(Point Écoute Famille)
PJJ	(Protection judiciaire de la jeunesse)
PMI	(Protection maternelle et infantile)
PSC	(Prévention et secours civiques)
SAVS	(Service d'accompagnement à la vie sociale)
SCOT	(Schéma de cohérence territoriale)
SEGPA	(Section d'enseignement général et professionnel adapté)
TEPS	(Territoire Éducatif de Prévention Spécialisé)
TISF	(Technicien de l'information sociale et familiale)
ZUS	(zones urbaines sensibles)